

Le Caractère
de l'Etat Serbe
au Moyen Age

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue

Le LUNDI 1^{er} DÉCEMBRE 1930

PAR

MILOCHE MLADÉNOVITCH

M. OLIVIER MARTIN, *Président*

MM. GENESTAL { *Suffragants*
LE BRAS }

ÉDITIONS ET PUBLICATIONS
CONTEMPORAINES — PIERRE BOSSUET
47, RUE DE LA GAITÉ — PARIS — 14^e

1930

Le Caractère de l'Etat Serbe
au Moyen Age

A MES PARENTS

ET

A MES BEAUX PARENTS

Le Caractère
de l'Etat Serbe
au Moyen Age

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue

Le LUNDI 1^{er} DÉCEMBRE 1930

PAR

MILOCHE MLADÉNOVITCH

M. OLIVIER MARTIN, *Président*

MM. GENESTAL { *Suffragants*
LE BRAS

ÉDITIONS ET PUBLICATIONS
CONTEMPORAINES — PIERRE BOSSUET
47. RUE DE LA GAITÉ — PARIS — 14^e

1930

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

L'historique du problème

Avant d'aborder notre étude, il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur l'historiographie concernant l'Etat serbe du moyen âge et spécialement sur les travaux où l'on a essayé d'en définir le caractère au point de vue de sa constitution politique. Car en reconstituant le tracé du mouvement historico-juridique passé, on pourrait, croyons-nous, rendre apparentes les directives qui ont été suivies et celles qui devront nécessairement être suivies dans nos recherches.

Il est vrai qu'au point de vue de la constitution étatique de la Serbie médiévale cette historiographie ne présente qu'un ensemble d'éléments éparpillés, un ensemble d'efforts individuels et indépendants l'un de l'autre, sans qu'on puisse y discerner un mouvement continu et cohérent. Elle est toute imprégnée de l'esprit des différentes écoles et méthodes historiques; chaque historien, ou presque, s'est fait l'écho d'un courant différent de l'historiographie étrangère. Il est vrai aussi qu'en visant le développement des institutions ou bien en restant sur le terrain des descriptions de l'état politique de la Serbie médiévale, ces études gardent à de très rares exceptions près, leur caractère purement historique : la précision

des formules et les constructions générales y occupent une place extrêmement restreinte. Mais toutefois, ces efforts ne manquent pas de valeur, ni de certaines vues d'ensemble. Tous les travaux portent sur le déchiffrement des idées fondamentales de l'organisation sociale et politique. Toutes les études principales renferment des observations disséminées çà et là, observations caractérisant la constitution étatique. Il n'y a donc qu'à les glaner et les rassembler.

C'est ce que nous allons essayer de faire. Seulement, en dressant cet aperçu de l'histoire du problème nous ne nous attarderons pas dans les controverses et nous ne passerons en revue que les principaux auteurs, parce que, si nous voulions être complets, cela dépasserait le but de cette introduction (1).

**

Le juriste polonais W. A. Maciejowski fut le premier à esquisser les traits principaux d'une construction juridique de l'Etat serbe de cette époque-là et à en donner la caractéristique politique et, à ce titre, il doit retenir notre attention (2). Il a exposé ses vues dans son œuvre monu-

(1) Pour l'historiographie concernant le moyen-âge serbe nous renvoyons à l'excellent Bulletin d'*Histoire yougoslave*, publié par M. TCHOROVITCH dans la *Revue historique*, t. CLV (1927) pp. 112-162 et à l'exposé sommaire de l'historiographie yougoslave de M. HAUMANT dans l'*Histoire et Historiens depuis cinquante ans*, Paris 1928, t. I pp. 455-458 et spécialement au livre de l'éminent historien du droit M. TARANOWSKI, *Histoire du droit yougoslave (Les nouvelles publications)*, (en polonais), Lwow 1927.

(2) Nous laissons du côté le père de l'historiographie serbe moderne J. RAITCH qui est en même temps le premier éditeur du code de Douchan. — *Histoire des divers peuples slaves*, (en serbo-croate), Vienne 1795, t. IV pp. 242-270, — parce qu'il s'est borné à ne con-

mentale « l'Histoire des droits slaves » (3). Dans cet ouvrage qui exerça une influence assez faible Maciejowski avait seulement le dessein de décrire l'évolution générale du droit slave commun. Mais travaillant dans l'esprit de l'école hégélienne et de sa conception historiosophique, où la méthode de généralisation comparative est combinée avec le procédé de faire ressortir les traits idio-graphiques de tout développement historique et de toute nation, il fut en même temps amené à noter les traits spécifiques du droit particulier à chaque peuple slave (4). De

sacrer à la constitution politique de la Serbie médiévale que quelques phrases accidentelles dispersées çà et là dans son volumineux ouvrage. Pour la même raison nous ne mentionnerons dans cet aperçu du problème les opinions des deux historiens étrangers suivants qui n'ont fait dans leurs traités historiques que des « remarques générales », comme ils le disent eux-mêmes, portant uniquement sur certaines institutions constitutionnelles particulières, sans vue d'ensemble. Ce sont GEBHARDI L. A., *Geschichte des Reichs Ungarn, und der damit verbundenen Staaten*, (Allg. Wtgsch. Bd. XV Abth III B. xxxv), Leipzig 1781, Th. III pp. 660-665, et ENGEL J. CHR. v., *Geschichte des ungarischen Reichs und seiner Nebentaender*, Halle 1801, Th. III pp. 325-328. Notons encore ici le mémoire assez naïf de LAZAREWITSCH, *Versuch über den Ursprung des Königreichs Serbien*, paru dans la *Zeitschr. von u. für Ungarn zur Befoerderung der vtrlaend. Geschichte*, Erdk. u. Liter. Bd. III. (1803), pp. 146 et ss. Les autres auteurs ne méritent même pas d'être mentionnés.

(3) Première éd. (en polonais), 4 vol., Varsovie 1833-5 ; deuxième éd., (en polonais), 6 vol., Varsovie 1856-1868. La première édition a été traduite en allemand sous le titre : *Slavische Rechtsgeschichte*, Stuttgart 1835-9. Le premier volume seul a été traduit en serbe et en russe. D'une façon générale nous citerons la deuxième édition et la première seulement au cas où cela sera nécessaire pour mieux éclaircir la pensée de Maciejowski, puisque seules les vues définitives qui se trouvent dans la dernière édition nous intéressent bien que la première édition seule ait été accessible à certains historiens yougoslaves dans la traduction allemande ou dans la traduction serbo-croate fragmentaire, faite par Krstitch, d'après l'édition allemande.

(4) Pour tout ce qui concerne Maciejowski en général et sa con-

cette façon il nous a fourni des indications plus ou moins suffisantes pour nous faire une idée juste de sa conception de la structure étatique de la société serbe au moyen-âge, quoique les obscurités de sa pensée et les contradictions inévitables dans un travail de cette envergure soient nombreuses. Suivant notre intention nous ne relèverons ici que ses vues générales, sans tenir compte des contradictions.

Il nous faut encore faire une remarque générale sur l'œuvre de cet historien polonais. Maciejowski a entrepris son histoire des droits slaves dans le but de réfuter la théorie dite normande, d'après laquelle les Slaves, à défaut d'une organisation politique qui leur fût propre, l'auraient emprunté aux Normands et de démontrer ainsi l'originalité relative des droits slaves (6). C'est la raison pour laquelle Maciejowski a usé très largement de la méthode comparative.

Ainsi, procédant toujours par la comparaison des droits slaves et des droits occidentaux, Maciejowski découvre dans l'Etat serbe au moyen-âge, l'existence du système du fief, en quelque sorte inhérent à tout peuple à un certain

ception historique, voir TARANOVSKI F., *Introduction à l'histoire des droits slaves*, (en serbo-croate), Beograd 1923, pp. 76 et ss. ; 110 et ss.

(5) Sur les imprécisions de sa pensée voir, outre l'ouvrage cité de M. TARANOVSKI son excellent mémoire, *Quelques traits idio-graphiques de l'ancien droit serbe*, (en russe), dans les *Conf. des historiens des Etats de l'Europe orientale et du monde slave*, II^e partie, Varsovie 1928, pp. 233 et ss. où il a brillamment expliqué certaines pensées obscures de Maciejowski et auquel nous ferons de nombreux emprunts, chaque fois qu'il nous faudra exposer les opinions de Maciejowski d'une façon plus précise que Maciejowski ne l'a fait lui-même dans son histoire.

(6) Cf. TARANOVSKI, *Introduction* etc., pp. 116 et ss.

stade de l'évolution historique (7). Pourtant les Serbes, comme d'ailleurs tous les Slaves, ne connaissaient pas la féodalité dans le sens occidental du mot. La hiérarchie des personnes et la rupture de contact et de rapports directs entre le souverain et ses sujets, que suppose la société féodale, ne pouvaient pas s'y développer. A la vassalité féodale les Slaves opposaient leur institution indigène de la vassalité fraternelle, qui entravait la hiérarchisation politique et empêchait la féodalité, inconnue à l'« âme slave », de s'enraciner parmi eux. Par la vassalité fraternelle tous les nobles devaient le service militaire directement à la « mère-patrie » et par la suite restaient tous égaux entre eux (8). Cependant à cause de l'influence des voisins, animés de l'esprit grossier de la féodalité, cette égalité ne s'appliquait qu'aux nobles. Une sorte de féodalité asiatique, que les Bulgares apportèrent aux Serbes, « revêtue depuis lors des vêtements de la Cour de Byzance », fit tomber le peuple dans la dépendance rigoureuse de la classe privilégiée. Les nobles qui ne

(7) Maciejowski, *op. cit.* II §§ 148-150 pp. 138 et ss. Pour s'orienter dans le droit du fief, comp. encore t. III § 192 p. 249. La différence que fait Maciejowski entre le système du fief (*Iennosc*) et la féodalité (*feudalnosc*) ne peut être comprise sans recourir à l'historiographie juridique allemande où il l'a trouvée. On doit s'adresser notamment à EICHORN K. F., *Deutsche Staats-und Rechtsgeschichte*, Goettingen 1835, t. II § 286 pp. 356 et ss. qui figure dans la bibliographie donnée par Maciejowski dans son ouvrage et chez qui on rencontre une distinction entre le *Lehnwesen* et le *Feudalismus* semblable à celle communément admise par la science historico-juridique allemande qui vient de MULLER A., *Elemente der Staatskunst in Vorlesungen*, Berlin 1809, t. II pp. 73 et ss. Sur ce point consulter BELOW G., v., *Der deutsche Staat des Mittelalters*, 2^e éd., Leipzig 1925, t. I pp. 319 et ss.

(8) MACIEJOWSKI, *op. cit.*, t. II § 151 p. 181. Cfr aussi t. I § 107 p. 109 et § 157 p. 146. Comp. TARANOVSKI, *Quelques traits etc.*, pp. 237 et 243 et ss.

voulaient pas se subordonner au prince, ni les uns aux autres, opprimèrent la population. Ce n'était pas le cas de tous les nobles, mais seulement de ceux qui assumaient une fonction publique, et qui venaient à la cour. Tel était « le vêtement de la cour de Byzance » (9).

Mais bien que le système de fief existât et que la différenciation sociale et politique trouvât place dans la Serbie médiévale, l'Etat serbe de cette époque n'était pas féodal. Il est vrai qu'une fois, en parlant de l'influence de l'Occident sur la société serbe du moyen âge, Maciejowski s'est empressé de nous faire savoir que l'empereur Douchan a « entortillé son organisation politique dans les filets de la féodalité », mais cela ne change en rien son affirmation sur l'absence de la féodalité parmi les Serbes. Maciejowski voulait montrer simplement ici que Douchan a détourné, dans une certaine mesure, l'évolution naturelle du droit serbe et qu'il préparait une féodalisation interrompue par l'invasion turque (10).

Cependant, Maciejowski n'a pas non plus assimilé l'Etat serbe moyen-âgeux à l'Etat des ordres de l'Europe médiévale. L'Etat serbe s'en rapprochait, Maciejowski ne le nie pas. La société serbe du moyen-âge connaissait l'inégalité sociale et politique qui avait pour base la proprié-

(9) MACIEJOWSKI, *op. cit.*, t. II § 56 p. 73. Cfr. aussi t. I § 302 p. 304. Pour comprendre la conception qu'avait Maciejowski de la féodalité asiatique il ne faut pas oublier que dans la littérature et le folk-lore polonais l'Orient était la personification de l'oppression. C'est là d'ailleurs qu'il serait préférables à notre avis de voir l'origine de sa théorie plutôt que de la chercher dans les livres des missionnaires, comme le voudrait M. TARANOVSKI, *op. cit.*, p. 244 n. 1.

(10) MACIEJOWSKI, *op. cit.*, t. II § 56, p. 75. Dans un sens un peu différent TARANOVSKI, *op. cit.*, p. 244.

té (11). Les Serbes possédaient les ordres (12). Et pourtant le droit serbe présentait un caractère mi-noble et mi-populaire : mi-populaire, parce que l'autonomie communale du bas peuple s'était sauvegardée dans une certaine mesure même sous l'empire ; mi-noble, parce que l'organisation et le fonctionnement de l'Etat ne reposaient pas sur le système des privilèges qui l'emportait en Occident et dans l'Europe centrale (13). La Serbie en tant que pays orthodoxe échappait à l'influence de ces deux derniers, qui pesait sur les Slaves catholiques, comme les Polonais et les Tchèques chez qui les droits avaient visiblement une « tendance noble » (14). En Serbie, ce qui se fit sentir, ce fut l'influence de Byzance, où, conformément aux opinions communément admises, le pouvoir monarchique était centre et base de toute l'organisation politique d'un pays du monarchisme par excellence et de l'autocratie absolue (15). C'est pourquoi, en Serbie, le gouvernement

(11) Maciejowski, *op. cit.*, t. II § 74 p. 96 et § 82 pp. 100 et ss. L'idée est plus claire dans la première édition. Voir éd. all., (l'original nous est inaccessible), t. I § 62, p. 122.

(12) *Ib.*, t. I § 107 p. 109, §§ 452-453. pp. 464 et ss. et t. II §§ 70-75 pp. 91 et ss. L'organisation primitive des castes que les Slaves avaient apportée des Indes, avait été perdue par eux sous l'influence des Thraces, Scythes et d'autres peuples. La nouvelle forme d'inégalité a été empruntée par les Slaves aux Germains. Voir à ce propos *ib.*, t. I § 181 p. 174, §§ 417 et 418 pp. 435 et s. § 476 pp. 485 et ss. Comp. Taranovski, *op. cit.*, p. 237 et *ib.*, *Introduction*, etc., p. 126.

(13) MACIEJOWSKI, *op. cit.*, t. I § 157, p. 146. Voir aussi la note suivante.

(14) *Ib.*, t. I § 86 pp. 86 et ss. § 73 p. 69, § 322 p. 326 et cfr § 315 p. 318 ; t. II § 14 p. 18 et §§ 56-59 pp. 73-78 ; t. IV §§ 47 et 48 pp. 55-58, § 63 p. 76 et § 132 p. 164. Voir les explications de M. TARANOVSKI, *Quelques traits*, etc., pp. 246 et ss.

(15) Même aujourd'hui, l'opinion dominante est celle de Maciejowski selon laquelle notamment le pouvoir impérial à Byzance était une autorité despotique et qui affirme que tout dépendait du

et l'administration de l'Etat n'était pas entre les mains des nobles par droit de privilège, mais par le fait qu'ils assumaient une fonction publique. Tous les pouvoirs appartenaient à la Cour du souverain et aux fonctionnaires qui se recrutaient parmi la noblesse. Dès lors, de ces circonstances naissait une autre inégalité dans le sein de la noblesse même, qui donnait par la suite un aspect tout spécial à l'Etat serbe que les autres nations, excepté la Russie n'ont pas connu (16).

Donc, en traduisant la pensée de Maciejowski dans le langage de l'historiographie politico-juridique moderne on peut dire qu'il considérait l'Etat serbe du moyen-âge comme une monarchie ordonnée (17) de nobles fonctionnaires (18).

bon plaisir de l'empereur. Voir p. ex. DIEHL Ch., *Byzance*, Paris 1924, pp. 25 et ss. Sur la fausseté de cette conception voir plus loin chap. III § 2.

(16) Voir les notes 13 et 14 ainsi que Taranovski, *op. cit.*, pp. 247 et ss. Comp. aussi à propos de cette inégalité KRSTITCH, *Considérations sur le code de Douchan*, *Glasnik VI* (1854), pp. 109 et ss.

(17) Nous avons emprunté le terme à M. NOLDE, *l'Ancien Régime et la Révolution russes*, Paris 1928, p. 6, pour marquer la différence entre l'organisation de l'Etat des ordres de l'Europe centrale et occidentale et celle de l'Etat des ordres de l'Europe orientale. Sur cette distinction, voir plus loin, p. 30 et s. ; 119 et ss.

(18) Une conception sensiblement semblable se trouve déjà dans le « Bojaren-Verfassung » de la Serbie médiévale de v. ENGEL (*op. cit.*, p. 325) où « Aus dem Adel ging nach eine eigene Classe der Befehlshaber, Statthalter und Bojaren hervor, die den groessten Einfluss in die Regierungs-Angelegenheiten nahmen ». — D'autre part il paraît intéressant de remarquer que l'idée du fonctionnarisme dans l'Etat Serbe du moyen-âge se rencontre sous une forme plus développée chez un autre auteur étranger, qui s'est fait cette conception, semble-t-il, indépendamment de Maciejowski, en utilisant l'analogie entre la Serbie et Byzance, bien qu'il n'ignorât pas l'œuvre de celui-ci, puisqu'il a dû le voir cité par RANKE L. *Die serbische Revolution*, Berlin 1844, pp. 17 et s., et par TALVI, *Historical View of the Languages and literature of the Slavic Na-*

L'œuvre de Maciejowski a aiguillé l'attention de son contemporain, le juriste serbe N. Krstitch (19), sur le problème capital de l'organisation politique de la Serbie médiévale. Mais tandis que le premier avait voulu dans une vaste synthèse embrasser tous les droits slaves, Krstitch, au contraire, s'est borné strictement aux recherches du droit et de l'organisation politique de la société serbe au moyen-âge sans se soucier même de comparer la constitution étatique serbe avec celle des autres Etats de la même époque.

Dans ses études « Considérations sur le code de Douchan » (20) et spécialement dans la première « Sur l'organisation étatique », il nous offre une conception nette et juridique de l'Etat serbe médiéval. Il est vrai que dans cette voie il a suivi et repris pour beaucoup les opinions

tions, New-York 1850, p. 280. En effet, CLARKE Ed. L., *The races of European Turkey*, New-York 1878, pp. 342 et ss., nous dit que « the feudal system and its wretched attendant, serfdom, seem never to have existed in Servia. There was a large and powerful body of nobles whose tittles were hereditary, but their nobility was based not in landed estates, but in office. »

(19) Dans l'ordre chronologique on devrait parler de F. PALACKY, qui a donné pour la première fois une étude détaillée du code de Douchan : *Le Code de l'empereur serbe Douchan le Fort, comparé aux anciennes lois de Bohême*, parue d'abord en tchèque dans le *Cas. Ceskeho Muž.* (1836), et ensuite en traduction serbe dans le *Glasnik* II (1849). Mais, il ne traite pas de la constitution politique, sauf par quelques remarques générales sur les classes sociales, relativement au fait que le droit de haute justice appartenait toujours au prince et que le souverain ne possédait pas le territoire d'Etat en tant que propriétaire, et enfin au sujet de la limitation du pouvoir princier par le Sabor (Diète) où les motions devaient être adoptées à l'unanimité pour avoir force de loi (*Glasnik* II, pp. 96, 118 et ss., 144 et 97).

(20) KRSTITCH N., *Considérations sur le Code de Douchan*, (en serbo croate) ; I *Sur l'Etat politique et les droits politiques dans l'Empire Serbe*, *Glasnik* VI (1854), pp. 88-149 et II *Sur l'organisation politique*, *Glasnik* VII (1855), pp. 22-85.

de Maciejowski, seulement il les a connues d'après la traduction allemande de la première édition de l' « Histoire des droits slaves » qui par sa netteté est supérieure à la seconde, où les imprécisions et les tergiversations surabondent par endroits. En outre, il a fait à la conception de Maciejowski des retouches profondes et c'est en considération de cela que cet auteur devra être mentionné toutes les fois qu'on parlera de l'organisation politique de la Serbie médiévale.

Selon lui, bien qu'il n'en ait jamais proposé une définition juridique, l'Etat serbe du moyen-âge se présente comme un Etat ordonné. C'était un Etat parfaitement organisé (21). La société se divisait en deux classes : la classe privilégiée et la classe non privilégiée (22). La première comprenait les nobles et les ecclésiastiques. A la seconde appartenait tout le reste du peuple. Celui-ci, bien qu'il ne possédât aucun droit ou privilège politiques avait des droits qui étaient garantis par l'Etat (23). Mais les nobles et les ecclésiastiques se réservaient les droits politiques (24). Ils étaient en quelque sorte des intermédiaires entre la puissance publique et le peuple, ils étaient les maîtres, mais en même temps les pères de la patrie (25). Car, d'une part, leurs privilèges étaient limités (26), et d'autre part, en contrepartie de leurs droits politiques, leur incombaient certains devoirs. Les ecclésiastiques, outre le devoir de se soucier du salut des âmes, devaient s'occuper du bien-être du peuple (27), et les no-

(21) *Ib.*, *Glasnik* VII p. 85.

(22) *Ib.*, *Glasnik* VI p. 107.

(23) *Ib.*, p. 148.

(24) *Ib.*, pp. 109 et s.

(25) *Ib.*, p. 147.

(26) *Ib.*, p. 121.

(27) *Ib.*, p. 115 et s.

bles étaient obligés de concourir à la défense de la nation (28). De plus, étant donné que la jouissance des honneurs supposait la possession des droits politiques et l'obligation du service militaire, c'étaient les nobles qui avaient le droit exclusif aux honneurs et ceux des nobles qui remplissaient une fonction publique avaient le pas sur ceux qui n'en assumaient pas (29).

Au point de vue de la forme du gouvernement l'Etat serbe était une monarchie. Le monarque disposait de tous les droits régaliens, qui lui appartenaient à titre de souverain (30). Mais il ne possédait pas un pouvoir absolu. D'une part son pouvoir était partagé presque à part égale entre la classe privilégiée et lui, et de l'autre il était soumis aux lois de telle manière que les ordonnances contraires à la législation existante n'étaient pas susceptibles d'exécution (31).

Ainsi, on le voit, suivant Krstitch, l'ancien Etat serbe était parfaitement organisé, parce que selon les principes de cette époque, le pouvoir souverain était divisé entre le monarque et la classe privilégiée qui représentait en quelque sorte les intérêts généraux (32).

C'est peut-être à cause de toutes ces particularités qu'en découvrant dans la Serbie médiévale un fait, pourtant très caractéristique au point de vue de la constitution politique d'un Etat, que Krstitch ne lui attribue pas de grande importance et ne qualifie pas la société serbe du moyen-âge de féodale. Il s'agit du droit de justice dont disposait la classe privilégiée sur la population attachée

(28) *Ib.*

(29) *Ib.*, p. 119 et s.

(30) *Ib.*, p. 59.

(31) *Ib.*, *Glasnik VII* p. 62.

(32) *Ib.*, p. 85.

aux territoires se trouvant en sa possession (33). Bien que Krstitch relève ce trait qui caractérise le régime féodal, dans son esprit l'unité de l'Etat l'emporte : le souverain possédait en effet tous les droits régaliens et la classe privilégiée qui représentait les intérêts généraux ne servait que d'intermédiaire.

Aussi, d'après tout ce que nous venons d'exposer, pouvons-nous dire qu'à la conception de Krstitch il ne manque qu'une seule chose pour faire de l'Etat serbe médiéval un Etat des ordres : en relevant les traits caractéristiques d'un Etat des ordres dans la Serbie du moyen-âge, il a négligé simplement de lui donner le nom. Armé de connaissances juridiques sur l'Etat en général et sur l'Etat moyen-âgeux en particulier Krstitch s'est efforcé d'établir seulement les faits ; il a laissé aux autres le soin de définir et de conclure.

C'est ainsi que D. Miyouchkovitch, historien juriste environ quarante ans plus tard se reportant aux travaux de Krstitch et se servant des résultats auxquels avait abouti celui-ci, soulignera de nouveau dans son étude « Le système dans le Code de Douchan » (34) les mêmes traits caractéristiques relevés déjà par Krstitch et appliquera pour la première fois dans son vrai sens l'expression d' « Etat des ordres » à l'organisation politique de la société serbe au moyen-âge, expression dont d'ailleurs usa et abusa l'historien yougoslave M. Tch. Miyatovitch dont nous allons maintenant parler (35).

(33) *Ib.*, *Glasnik* VI p. 119.

(34) MIYOUCHKOVITCH, *Le système dans le Code de Douchan*, (en serbo-croate). *Srpski Pregled* (1890), pp. 115-116. Il a eu en vue l'Etat des ordres tel qu'il existait en Occident au moyen-âge.

(35) Rappelons en passant, pour que l'historique du problème soit plus complet, que les vues de Krstitch furent empruntées pres-

Avec M. Miyatovitch, ainsi qu'avec M. Novakovitch, dont nous nous occuperons tout à l'heure a pris naissance la tendance nouvelle qui devait entraîner bien des historiens yougoslaves à étudier le problème de l'organisation et du fonctionnement de l'Etat, c'est-à-dire le caractère économique, sociale et politique des institutions de la Serbie médiévale. Ce groupe de problèmes qui se trouve sur la frontière de deux domaines différents, la jurisprudence et l'histoire commença dès lors à être aussi envisagé du point de vue des historiens.

Or, ceux-ci s'inspiraient, d'une part, de la méthode comparative, et d'autre part, de la théorie sociologique selon laquelle toutes les sociétés ont eu le même point de départ et suivent la même série de phases. L'organisation et le fonctionnement de l'Etat et de la société serbe au moyen-âge furent étudiés en tant que parties du large ensemble du monde médiéval de l'Europe centrale et occidentale. C'est ainsi que l'Etat serbe du moyen-âge apparaît dans les ouvrages de ces historiens sous un tout autre aspect.

Il est vrai, pourtant que c'est justement M. Miyatovitch qui a donné pour la première fois le nom de l'Etat des ordres à la forme politique de l'Etat serbe au moyen-âge. Seulement la conception qui voit un Etat des ordres dans l'Etat serbe du moyen-âge, et dont nous avons trouvé le germe dans les idées confuses de Maciejowski et leur dé-

que servilement par B. v. KALLAY dans sa *Geschichte der Serben*, Budapest, Wien u. Leipzig 1878. Le terme même de la « monarchie des ordres » a bien pu être pris à M. Miyatovitch, qui figure dans sa bibliographie. Dans son ouvrage Kallay nous dit que la Serbie médiévale s'est développée en partant d'un particularisme tribal des nobles (*sic* !) pour arriver à une forme politique de la monarchie limitée où le pouvoir des souverains était tempéré par l'assemblée nationale de la classe privilégiée qui jouait d'abord un simple rôle consultatif. Cet état des choses se serait constitué sous l'influence de la zadrouga (*op. cit.* pp. 87 et 116 et ss.).

veloppement chez Krstitch, ne fut pas reprise ni développée dans le même sens par M. Miyatovitch (36). Chez lui cette conception se présente avec des caractères différents. Elle est imprégnée par la théorie dite patrimoniale qui jouit d'une faveur spéciale dans la science historique allemande et d'après laquelle l'Etat féodal de l'Occident serait patrimonial. Il est vrai que M. Miyatovitch n'emploie pas le terme, mais sa conception politique de l'Etat serbe au moyen-âge est conforme aux idées de cette théorie (37).

(36) Il a exposé sa conception historique de l'Etat serbe du moyen-âge dans la première partie de ses *Etudes d'histoire du commerce serbe aux XIII^e et XIV^e siècles*, (en serbo-croate), parues dans les *Glasniks* xxxiii (1872) et ss.

(37) Nous ne connaissons pas la véritable origine de sa conception historique. L'historiographie allemande lui était très familière. Toutefois, parmi les ouvrages cités on rencontre aussi CIBRARIO, *Economie politique du moyen-âge*, 2^e éd. de la traduction française sur la 4^e éd. italienne, Paris 1859, en 2 vol., et HALLAM H., *View of the State of Europe during the middle ages*, 2^e éd. Londres 1819, où l'on trouve les principaux traits de la thèse de M. Miyatovitch. Or, les divers aspects de la théorie patrimoniale ne sont pas spéciaux à la science allemande et cette théorie n'a pas pour auteur HALLER et son ouvrage : *Restauration de la science politique ou théorie de l'Etat social naturel*, Lyon-Paris 1824 et ss. 6 vol., comme le voudrait M. v. BELLOW, *op. cit.*, pp. 6 et ss. ; ses traces se perdent avec le *De jure belli ac pacis* de GROTIUS. Pour s'en convaincre voir BECKIUS C. A., *Dis. de jure regni patrimonialis*, Jenae 1712, § VI p. 8 ; cfr. encore THOMASIUS Chr., *Drei Bücher der goettlichen Rechtsgelahrheit*, Halle 1709, B. III § 114-135 (cité d'après BLUNTSCHLI, *Gesch. der neueren Staatsrecht und Politik*, 3^e éd. München 1881, p. 236). L'expression d'Etat patrimonial était très courante avant Haller, v. p. ex. HÆPFNER L. J., *Naturrecht des einzelnen Menschen, der Gesellschaften und der Voelker*, 3^e Aufl. Giessen 1785, § 201 p. 184 ; NEYRON P. J., *Principes du droit des gens européen conventionnel et coutumier*, Brouswick 1783, § 72, p. 76 et § 92 p. 95 ; SCHEIDEMANTEL H. G., *Das allgemeine Staatsrecht ueberhaupt und nach der Regierungsform*, Jena 1775 § 63 pp. 336 et s. ; et les comparaisons dans l'esprit de celle de Haller n'étaient pas non plus rares : ainsi p. ex. CONRINGIUS, *De regno et Tyranide*, Helmestadi 1640, c. xxiix, dit que le prince « rempublicam administrat in salutem omnium suorum subditorum, quomodo paterfamilias praeest omnibus in domo suo

Suivant son opinion l'Etat serbe du moyen-âge était une monarchie des ordres parce que la monarchie des ordres est une forme régulière par où sont passés au moyen-âge tous les Etats. Aussi bien aux XIII^e et XIV^e siècles que de tous les temps, les mêmes grands traits de l'organisation politique se retrouvent dans tous les Etats de l'Europe, car le même esprit anime les principes généraux qui ont guidé l'évolution de tous les peuples (38).

Or, il ne s'agit pas ici de l'Etat des ordres, sorti de la féodalité, mais de l'Etat féodal, lui-même, étant donné que les Etats occidentaux gardaient encore au XIII^e et au XIV^e siècles leur caractère profondément féodal. D'ailleurs M. Miyatovitch, lui-même, nous suggère un peu plus loin la même idée, lorsqu'il parle des rapports féodaux qu'il trouve dans la Serbie médiévale. Ces rapports féodaux avaient pour base le fief qui se présentait sous deux for-

vivantibus ». Cependant, on ne doit pas chercher l'influence que peut avoir eu l'école domaniale française sur M. Miyatovitch, parce que non seulement il ne mentionne pas dans ses *Etudes* les représentants de cette école, mais encore il ne faut pas ignorer qu'il y a une différence entre les thèses de la théorie patrimoniale et celles de l'école domaniale. Car, bien que les partisans de cette école tels que MM. F. DE COULANGES, Ch. SEIGNOBOS, H. SÉE et J. FLACH s'attachent à démontrer que la justice et d'une façon générale le pouvoir seigneurial dérivent non du démembrement et de l'accaparement des prérogatives de la puissance publique, mais qu'ils sont un produit spontané de la grande propriété du « régime domanial » et que la propriété du sol équivalait à une sorte de souveraineté, leur principal représentant M. F. de Coulanges a toujours souligné que le roi au moyen-âge n'était pas seulement un suzerain, mais aussi un souverain et l'incarnation de l'Etat. Il a souvent insisté sur la survivance de l'idée royale aux époques les plus troublées du moyen-âge. Comp. BLOCH M., *Compte rendu critique de G. v. Below, Der deutsche Staat etc.*, *Rev. historique*, t. 128 (1918), p. 346. Au contraire, en Allemagne, les partisans de la théorie patrimoniale s'acharnent à identifier le prince avec le propriétaire de grand domaine.

(38) MIYATOVITCH, *op. cit.*, *Glasnik* XXXIII, p. 193.

mes : le fief de reprise et le fief *stricto sensu*. Ce dernier se constituait par la concession d'une terre que le souverain octroyait à un noble en lui donnant une partie du territoire d'Etat. Le fief de reprise avait pour origine une concession fictive : un propriétaire libre déclarait tenir du souverain à titre de fief ses propres terres. De cette façon naissaient des rapports féodaux entre le monarque et les nobles qui donnaient naissance à des obligations féodales. Les rapports dont nous venons de parler, sont des rapports qui existaient entre le prince et les grands seigneurs ; quant aux petits nobles, selon toute vraisemblance, ils n'étaient que des nobles subordonnés aux grands seigneurs suivant les principes du droit féodal (39).

D'après ce qui a été cité on voit très aisément que M. Miyatovitch met en lumière les traits spécifiques du régime féodal. Selon lui dans la Serbie médiévale existeraient la hiérarchie des personnes et la hiérarchie des biens, toutes deux découlant du contrat féodal et toutes deux propres à la féodalité. On pourrait donc penser que suivant l'opinion de M. Miyatovitch, l'Etat serbe du moyen-âge était féodal.

Cependant, ce serait une erreur, cet auteur ne s'est pas arrêté là. Il est allé encore plus loin et a découvert des faits qui caractérisent un Etat patrimonial, notamment le caractère de droit privé du pouvoir princier et la confusion de la souveraineté et du droit de propriété qui sont séparés soigneusement aujourd'hui et qu'on distinguait l'un de l'autre même pendant le régime féodal (40). La

(39) *Ib.*, pp. 197 et ss.

(40) On a parlé souvent même d'une confusion de la souveraineté et du droit de la propriété dans la féodalité. Cependant cela ne correspond pas à la réalité historique. Leur fusion, non leur confusion, qui existait au moyen-âge n'était pas un principe, mais

souveraineté monarchique serait dans la Serbie médiévale de la nature du droit privé, non seulement parce que l'on ne connaissait pas au moyen-âge de distinction entre le domaine de la couronne et le patrimoine privé du souverain, le prince disposant des biens de la couronne en vertu du droit privé, mais aussi parce que son droit de commander, de rendre la justice et d'exiger prestation et corvées des habitants du territoire de l'Etat découlait du fait qu'il était considéré comme propriétaire de tout ce territoire. Ainsi, le sotch, impôt payé par tout le monde, ne représenterait que la reconnaissance du droit de propriété du souverain, car celui-ci, bien qu'il ne se trouvât pas en possession réelle de toutes les terres se considérerait comme propriétaire de tout le territoire de l'Etat, puisque même sur les terres appartenant aux nobles et à l'église il possédait un droit de propriété supérieure (*Obereigenthum*) (41). M. Miyatovitch, poursuivant son idée et partant de l'affirmation que la propriété domaniale donnait le droit de rendre justice, a émis l'hypothèse que tous les propriétaires de fonds terriens exerçaient ce pouvoir à l'égard des tenanciers de leurs domaines, sauf dans les cas réservés au souverain en vertu de sa qualité de propriétaire supérieur (42). En ce qui concerne les prestations et les corvées, dues par les hommes installés sur le domaine d'un noble et qui étaient de la nature du droit

seulement une grande tendance, suivant l'opinion très juste de M. OLIVIER MARTIN, *Cours d'histoire du droit public* 1927-1928, p. 140. Elle doit être considérée plutôt comme conséquence du régime féodal et non comme la cause. Voir GLASSON, *Hist. du droit et des institutions de la France*, Paris 1891 t. IV p. 175 et CHÉNON, *Etude sur l'Histoire des alleux en France*, Paris 1888, n° 8.

(41) MIYATOVITCH, *op. cit.*, p. 195.

(42) *Ib.*, p. 197.

public, elles aussi appartenait à ce noble en vertu de son droit de propriété de la terre (43).

Ainsi, suivant le système de M. Miyatovitch, le caractère le plus remarquable de l'organisation sociale et politique de la société serbe au moyen-âge consisterait en ce que la souveraineté s'identifierait avec la propriété. Le souverain aurait exercé ses pouvoirs régaliens à l'égard de ses sujets en qualité de propriétaire et de la même façon les droits des nobles à l'égard de leurs tenanciers n'auraient été que des droits de souverain. Il ne pourrait être question de nation : l'Etat eût assumé les fonctions d'un propriétaire.

Donc, on le voit, en identifiant d'une part la souveraineté avec la propriété et, de l'autre, l'autorité des grands propriétaires avec celle du souverain, M. Miyatovitch met en relief l'idée fondamentale de la théorie dite patrimoniale, bien qu'il ne songe pas à employer le mot lui-même. Quelle que soit l'importance que nous attachions à ce terme, nous sommes obligés de reconnaître que la conception juridique de cet auteur s'adapte exactement à cette théorie et par suite de les identifier l'une à l'autre dans le cours de notre travail (44).

(43) *Ib.*, *Les finances de la royauté serbe* (en serbo-croate), *Glasnik* xxvi (1868), pp. 178 et s.

(44) Nous ne saurions passé sous silence certains auteurs qui ont émis en partie des opinions sensiblement semblables à celle de M. Miyatovitch, bien qu'ils soient encore moins explicites que lui. M. POLITCHEVITCH dans son mémoire, *L'organisation judiciaire dans l'ancien Etat serbe aux XIII^e et XIV^e siècles* (en serbo-croate), paru dans l'*Arhiv*, t. xxiii (1923) p. 10, dit que « selon le droit coutumier serbe, l'Etat était considéré comme le patrimoine privé du prince régnant qui le partageait entre ses fils ». Pour M. WLAINATZ, *Die agrarrechtliche Verhaeltnisse des mittelalterlichen Serbiens*, Jena 1903, pp. 54 et ss., le souverain serbe du moyen-âge s'estimait le propriétaire privé de toutes les terres n'appartenant pas aux classes privilégiées. Voir également : MACIEJOWSKI, *op.*

En abandonnant ce dernier historiographe, nous laissons en même temps de côté, la théorie patrimoniale pour étudier maintenant des auteurs qui voient dans l'organisation sociale et politique de la société serbe au moyen-âge le régime féodal tel qu'il existait en Occident.

Le premier et le plus important de tous ces auteurs est M. St. Novakovitch (45), qui occupe une place à part dans la littérature historique yougoslave et dont les travaux, sur toutes les parties de l'histoire yougoslave, se répartissent sur près d'un demi-siècle. Seulement, tout pénétré de l'historiographie de la civilisation et de la méthode socialopolitique, il s'est préoccupé plutôt de tracer une image de la société que d'esquisser une conception juridique de l'Etat serbe du moyen-âge ; il n'en a jamais donné une vue d'ensemble et n'en a parlé qu'à propos des institutions particulières qu'il compare constamment à celle de la féodalité. D'autre part, suivant en cela l'inclination naturelle de son esprit d'analyse et d'érudition, il s'est borné en général à l'exposé analytique des faits.

Toutefois, en rattachant presque toujours ses études à des problèmes d'histoire sociale, politique et juridique, parmi lesquels celui de l'organisation sociale et politique de la Serbie médiévale, occupe la place prépondérante, M. Novakovitch n'a point manqué de marquer le rôle et le caractère des institutions politiques. C'est ainsi seulement qu'il est possible de découvrir chez lui une esquisse

cit., t. II § 22 pp. 23 et ss. ; MARKOVITCH M. St., *Le Pouvoir royal en Serbie sous les Nemagnides*, (en serbo-croate), *Porota* III (1882), pp. 135 et ss. ; SRETCHKOVITCH P., *Histoire du peuple serbe*, (en serbo-croate), Beograd 1888, t. II pp. 271 et ss.

(45) Comp. l'essai et l'opinion très réservée de M. STANOYEVITCH, *St. Novakovitch comme historien*, (en serbo-croate), dans la *Spoimenica St. Novakovica* (Srp. Kn. Zadruga XXIII, 157 I), Beograd 1921, pp. 61 et ss.

de la constitution politique de la société serbe au moyen-âge qui se laisse apercevoir dans quelques passages noyés dans le texte de ses monographies, d'où nous avons extrait les plus intéressants.

Suivant M. Novakovitch, en Serbie, la féodalité fut empêchée de se développer et de prendre l'autorité qu'elle avait acquise dans les autres pays d'Europe (46), où comme on le sait, le pouvoir central, personnifié dans la personne du souverain, était plus émietté et plus affaibli que dans les autres pays des Balkans (47).

Cependant, « la Serbie médiévale était bien loin d'être soumise à un seul pouvoir, quoiqu'elle fut une monarchie absolue » (48). Car d'une part, « il y avait des régions tout entières tout à fait autonomes et sous la seule suzeraineté du roi » (49) et de l'autre, « bien que l'organisation féodale de l'Occident n'existât pas dans la Serbie médiévale, les grands domaines des nobles et de l'Eglise égalaient dans une grande mesure par les privilèges qui y étaient attachés en constituant à côté d'eux ceux du souverain comme une sorte de domaines autonomes ou de provinces munies de l'autonomie (50). Ainsi selon la formule de M. Novakovitch empruntée à quelque historien allemand et d'un emploi courant quand il s'agit de la féodalité occidentale, « l'Etat serbe du moyen-âge présentait en quel-

(46) NOVAKOVITCH, *Les problèmes serbes*, *Archiv. f. sl. Philologie*, Bd. XXXIII (1922), p. 461.

(47) *Ib.*, *Le Code de Douchan*, (en serbo-croate) 2^e éd. Beograd, 1898, p. 173.

(48) *Ib.*, *Monuments juridiques des Etats serbes du moyen-âge*, (en vieux serbo-croate), Beograd 1912, Préface p. VII.

(49) *Ib.*, p. VIII.

(50) *Ib.*, *le Code de Douchan*, p. 194 ; comp. *Ib.*, *Villes et cités au moyen-âge dans l'Europe Occidentale et dans la péninsule Balkanique*, *Archiv. f. sl. Phil.*, xxv (1903), p. 337.

que sorte une fédération de petits Etats plus ou moins indépendants » (51).

En somme, bien que M. Novakovitch ne s'exprime pas clairement, il est très aisé de voir, d'après les extraits cités, que suivant lui, la structure de la Serbie médiévale était semblable à celle de la féodalité. Enfin, pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler que M. Novakovitch révèle l'existence du fief dans la Serbie médiévale aussi bien que les rapports qui en découlent (52).

D'autre part, pour faire mieux connaître la véritable conception de M. Novakovitch, nous devons remarquer ici, qu'on a essayé à tort de lui attribuer une opinion soutenue par M. Miyatovitch, celle concernant le caractère patrimonial de l'Etat serbe du moyen-âge (53).

Depuis la publication des premiers travaux de ces deux historiens, qui ont trouvé, après Engel (54), que l'Etat ser-

(51) *Ib.*, *L'ancienne armée serbe*, (en serbo-croate), Beograd 1895, p. 54. Cette pensée de M. Novakovitch se trouve reprise sous une autre forme par M. ALIMPITCH D. Dj., *Les pouvoirs administratifs dans l'ancien empire serbe* (en serbo-croate), Beograd 1921, p. 40 où il dit que « les ouverneurs de provinces étaient de véritables petits souverains dans les provinces qu'ils administraient.

(52) *Ib.*, *Les proniyars*, etc, pp. 50 et 58 ; *ib.*, *Le Code de Douchan*, p. 240 ; *ib.*, *Le village*, p. I et *ib.*, *La bachtina et le boliar dans la terminologie yougoslave du moyen-âge*, (en serbo-croate), Glas XCII (1908), p. 228 et ss.

(53) MARKOWITCH L., *Die Grundbesitzverhaeltnisse in Serbien nach Duschans Gesetz Zeitschr. f. vergl. Rechtswiss.*, xxii (1909) pp. 168 et ss. C'est une interprétation conjecturale et indécise de la pensée de M. Novakovitch. L'idée fut reprise et présentée sous une forme absolue par M. GRACHITCH B., *Essai sur la législation serbe du moyen-âge, Le régime des terres et les conditions des personnes*, thèse (Nancy), Paris 1919, pp. 57 et ss. Mais cette affirmation est entièrement réfutée par la distinction que fait M. Novakovitch entre le patrimoine privé du souverain et le domaine de la couronne : NOVAKOVITCH, *Les proniyars* etc., pp. 53 et ss. et *ib.*, *Le village*, etc., p. 155, Cfr. WLAINATZ M., *Die agrarrechtliche Verhaeltnisse des mittelalterlichen Serbien* Jena 1903, p. 57.

(54) *Op. cit.*, p. 327.

be du moyen-âge était féodal, la plupart des auteurs ayant traité de l'organisation économique, sociale et politique de la société serbe à l'époque de la royauté et de l'empire ont accepté la thèse de l'un ou de l'autre principalement celle de M. Novakovitch. Parmi ces auteurs, c'est M. Stanoyevitch, éminent historien et un des meilleurs médiévis-tes yougoslaves, qui a exprimé cette idée de la manière la plus décisive. Ainsi, dans son « Histoire du peuple serbe » (55), devenue classique, il dit que « la Rascie et la Bosnie étaient des Etats féodaux » et il répète la même idée dans son « Histoire des Serbes, Croates et Slovènes » (56) en admettant que « l'Etat de Douchan a été organisé d'après le système féodal ».

C'est ainsi que le régime féodal, en tant que phase traversée par le peuple serbe dans son évolution historique est considéré comme un résultat acquis par l'histoire, dont les livres parlent couramment, sans aucune discussion, de la féodalité dans la Serbie du moyen-âge (57).

(55) (en serbo-croate), 2^e éd. Beograd 1910, p. 142.

(56) (en serbo-croate), 4^e éd. Beograd 1920, p. 42.

(57) Ainsi par ex. : FLORINSKII F., *Les Slaves du Sud et Byzance pendant le deuxième quart du xiv^e siècle*, (en russe), St-Pétersbourg 1882, t. II p. 115 : « déjà avant Douchan, en Serbie, existaient en germe la féodalité, qui n'est pas propre aux peuples slaves, et ses conséquences néfastes : la puissance de la noblesse et l'asservissement du peuple » ; *Ib.*, *Monuments de l'activité législatrice de Douchan, l'empereur des Serbes et des Grecs*, (en russe), Kieff 1888, p. 19 ; NIKOLITCH-ZEMOUNSKI V., *Histoire de l'empereur Douchan*, (en serbo-croate), Beograd 1927, p. 158 : « l'esprit de toute la législation était féodal » ; POGODIN A. L., *Histoire de la Serbie* (en russe), St-Pétersbourg s. d., pp. 76 et ss. ; POLITCHEVITCH, *L'organisation judiciaire dans l'ancien Etat serbe aux xiii^e et xiv^e siècles*, (en serbo-croate), *Arhiv VI* (1923), p. 12 : « notre société (serbe) était organisée d'après les principes du droit féodal » ; RADOSAVLIÉVITCH M., *L'évolution de la zadrouga serbe*, (en serbo-croate), Beograd 1893, p. 96 où en adoptant l'ancienne théorie qui trouvait dans l'invasion l'origine de la féodalité, il nous dit qu'en

Ces derniers temps, cependant, on a vu se dessiner un nouveau mouvement historiographique, mouvement d'idées qui oppose le caractère de l'organisation politique

Serbie la féodalité est née du fait que la plus puissante tribu, celle de la Rascie, a subordonné les autres ; NOVAKOVITCH D., *La Zadrouga*, thèse Paris 1905, p. 10 ; ROJKOV, *Histoire russe du point de vue d'histoire comparative* 4 vol. St-Petersbourg 1915, t. III. Même un des meilleurs historiens des Yougoslaves M. K. Jirecek, qui se défiait à l'excès des idées générales et préférerait suivre strictement les textes historiques, a fait lui aussi une comparaison semblable à celle faite par les auteurs ci-dessus cités, mais seulement d'une façon beaucoup plus vague. Ainsi pour lui l'Etat serbe de cette époque était tout à fait semblable aux « Etats de l'Europe occidentale au moyen-âge » ; *Ib.*, *La civilisation serbe au moyen-âge*, Paris 1920, p. I ; cfr. *Ib.*, *Staat und Gesellschaft im mittelalterlichen Serbien*, *Studien zur Kulturgeschichte des 13-14 Jahrhunderts*, dans le *Denkschrift Wiener Akad. d. Wissensch Phil. — hist. Klasse*, t. 55 et ss., I *Introduction* et p. 3, où il avance que « l'organisation de l'Etat... se rapproche plutôt des institutions des Etats de l'Europe centrale et septentrionale que celle de Byzance ». Ici, il nous faut encore signaler une opinion à part sur la féodalité serbe. Tandis que les autres historiens, en comparant la Serbie du moyen-âge au régime féodal, avaient en vue les traits qui sont affectés à ce régime par l'école dite classique, cette opinion nous rappelle la conception que se font de la féodalité occidentale, certains historiographes comme MM. J. Flach et F. Funck-Brentano qui voient dans les rapports féodaux une variété des rapports de famille. Pour ces auteurs le fief apparaît comme une famille agrandie dont le seigneur est le père. Le seigneur doit à ses vassaux : protection, assistance, subsistance. En retour le vassal est lié à son suzerain par les sentiments et les devoirs du fils envers son père. De même réciproquement entre le seigneur et le serf existent les mêmes sentiments d'union, de dévouement et d'affection. L'Etat n'existe pas. Il se gouverne comme une grande famille sous l'autorité patronale du roi qui se trouve au sommet de cette grande famille composée d'un agrégat de milliers de familles jointes les unes aux autres et superposées. Cette autorité patronale forme le seul lien qui unisse les divers membres à la communauté étatique, cela concerne l'Occident féodal ; en Serbie médiévale, c'est la même chose, si on remplace la grande famille par la zadrouga d'après M. Popovitch, *La Zadrouga*, (en serbo-croate), Sarajevo 1921, pp. 2 et ss. où il dit que « l'importance qu'avait l'organisation de zadrouga pour la vie nationale, se voit dans le fait que la conception juridique de la zadrouga et l'organisation de celle-ci se sont transmises inconsciemment à l'organisation supé-

de la Serbie médiévale à celui des Etats d'Europe de cette époque. C'est la conséquence d'une réaction qui s'est produite contre le courant prédominant dans la science historique en faveur de l'idiographie pour lui donner une place importante. En effet, on s'est rendu compte des résultats néfastes suscités par ce courant qui consiste en un mauvais usage de la méthode comparative, nous voulons dire, dans l'abus continu d'un procédé qui consiste à relever seulement les analogies et jamais les dissemblances et à appliquer à la lettre la théorie sociologique selon laquelle toutes les sociétés ont eu le même point de départ et suivent nécessairement le même cycle de phases.

Seulement, ce mouvement n'est pas uniforme et se divise en plusieurs tendances. MM. Radoitchitch (58) et Taranovski (59) qui représentent l'une d'elles, trouvent qu'il

rieure, à l'Etat... L'Etat Serbe du moyen-âge et les rapports entre le souverain et le peuple reposaient pour beaucoup sur les principes de zadrouga... A l'époque médiévale, selon l'esprit de toute l'évolution historique de la société européenne, il (sc. le souverain) était le chef d'une communauté où la seule caste qui gouvernait était la caste féodale. La plus grande partie du peuple, qui ne prenait aucune part au gouvernement, se trouvait dans une situation analogue à celle des serviteurs de zadrouga. Ce sont ces fondements juridiques de la zadrouga auxquels on doit attribuer ce monarchisme de zadrouga spécifique aux Serbes, qui se fait remarquer à travers toute leur histoire et qui se distingue nettement du républicanisme monarchique de la noblesse polonaise (*sic* !). Cfr aussi *ib.*, *Histoire des Yougoslaves*, (en serbo-croate), Sarajevo 1920, t. I, pp. 21 et ss.

(58) RADOITCHITCH N., *La force de la loi d'après le code de Douchan*, (en serbo-croate), Glas CX (1923) pp. 100-139 ; *ib.*, *Die Gründe einer serbischen Entlehnung aus dem byzantinischen Rechte*, dans l'*Académie roumaine, Sect. hist.*, t. XI (1924), pp. 228-235 ; *ib.*, *Le juge et la loi dans la Serbie médiévale et en Hongrie*, (en serbo-croate), dans le *Letopis Matice Srpske*, t. 305 (1925), pp. 53-8.

(59) Outre *Quelques traits*, etc., notamment *Le Code de Dou-*

est toujours nécessaire pour comprendre et expliquer l'ensemble compliqué des institutions de la Serbie médiévale, d'accorder une place convenable à la méthode comparée, appliquée directement et admise comme base générale de toutes études d'institutions.

Nous allons en quelques lignes donner les traits principaux et généraux de leur thèse ; un exposé plus large de leur opinion serait en effet superflu puisque nous aurons maintes fois au cours de notre étude, l'occasion de puiser à pleines mains dans leurs beaux travaux, qui se distinguent surtout par la clarté et par l'heureuse hardiesse de la pensée.

M. Taranovski dans les travaux mentionnés et de nombreux compte-rendus (60), dont la forme est toujours précise, simple et élégante, restreint le champs des recherches relatives à l'Empire de Douchan. En reprenant en principe la thèse de Maciejowski et en tenant compte des observations très judicieuses de Krstitch et Miyouchkovitch, qui voyaient, tous les trois, dans l'Etat des ordres, la forme politique de la Serbie Médiévale, il compare l'Etat serbe du moyen-âge à l'Etat des ordres sorti de la féodalité occidentale. Car « l'Etat des ordres est une phase de l'évolution politique, commune à toutes les nations de la civilisation européenne » (61).

Le pouvoir monarchique y était limité comme en Occident. Le prince rencontrait de toutes parts les droits des

chan et l'empire de Douchan (en serbo-croate), Novi Sad 1926 ; *Ib.*, *Le principe de la légalité dans le code de l'empereur Stéphan Douchan*, (en serbo-croate), dans la *Spomenica* (Recueil jubilaire) *Sime Lozanica* Beograd 1922, pp. 146-153.

(60) Parus, (en serbo-croate), dans l'*Arhiv za pr. dr. nauke*, et en partie rassemblés depuis dans l'*Histoire du Droit Yougoslave*, etc...

(61) *Ib.*, *Le Code de Douchan*, p. 10.

ordres et des villes. Pourtant, si le cercle des droits royaux était limité, s'il devait respecter les divers droits, ce n'est pas parce qu'il était obligé de le faire sous peine de se heurter contre la résistance litigieuse ou même armée du lésé, mais c'est parce qu'il existait dans l'Etat une égalité objective posée par le code. L'empereur était lié, mais non comme partie contractante : il est au-dessus des ordres, il est la vraie incarnation de l'Etat (62). Donc, c'est un Etat des ordres, mais d'un type spécial qui s'oppose à celui de l'Europe.

Cette thèse de M. Taranovski, émise déjà partiellement dans son mémoire précédemment cité : « Le principe de la légalité dans le Code de Douchan », fut approuvée et développée par M. Radoïtchitch dans une controverse, menée avec une âpre vivacité contre M. Kostrentchitch qui voulait trouver une similitude complète entre l'Etat serbe du moyen âge et l'Etat hongrois de l'époque correspondante (63). M. Radoïtchitch, contrairement à son adversaire, oppose l'Etat serbe du moyen âge au type de l'Etat des ordres tel qu'il existait en Europe et surtout à celui de l'Etat hongrois (64). Car, tandis qu'en Occident l'Etat des ordres reposait sur le système des privilèges des ordres (*jura ac libertates*) qui disposaient de la *facultas resistendi et contradicendi*, la Serbie médiévale se basait sur le système du *status*, dérivant de la loi objective (65).

(62) *Ib.*, *op. cit.*, pp. 28 et ss.

(63) KOSTRENTCHITCH M., *Compte rendu du mémoire de M. Radoïtchitch, La force de la loi*, (en serbo-croate), dans la *Narodna Starina* 7 (1924), pp. 100-102.

(64) RADOÏTCHITCH, *Le juge et la loi, etc.*, *loc. cit.*

(65) Une conception sensiblement semblable et pourtant originale se rencontre chez M. DOLENC M., *Le Code de Douchan*, (en slovène), Lioubliana 1925. La conception de la dignité impériale

C'est de cette façon que ces deux historiens considèrent l'Etat serbe du moyen âge comme un Etat des ordres, mais d'un type spécial. L'organisation politique de la Serbie médiévale entre donc, d'après eux, dans le cadre des institutions européennes avec un caractère qui la distingue nettement des autres Etats des ordres.

M. Guerassimovitch, au contraire, s'est efforcé, non seulement de ne pas appliquer à l'Etat serbe du moyen âge les définitions admises pour la société médiévale de l'Occident, mais encore de démontrer l'originalité absolue de la structure de la Serbie médiévale.

Dans ce but, au lieu de procéder par comparaison pour faire ressortir la différence entre l'organisation politique de la Serbie du moyen-âge et celle de la féodalité et de l'Etat des ordres, qui avaient servi de point de comparaison à d'autres historiens, il a préféré se tenir dans le cadre de l'histoire des institutions indigènes pour y chercher le moyen de définir la constitution étatique. Ce moyen, il l'a trouvé dans l'institution de la zadrouga. Car la zadrouga présente, suivant l'opinion de la majeure partie des savants, une institution spécifique aux Slaves (66) et en même temps un mode d'organisation très ré-

était dans l'empire de Douchan en quelque sorte « primitive et familiale ». (p. 21) L'Etat de Douchan se rapprochait beaucoup de l'Etat Carolingien (p. 17). Le souverain représentait l'Etat (p. 122). La noblesse ne devait sa situation privilégiée qu'au prince (p. 43). Car elle ne ressemblait pas à la noblesse du droit germanique : il n'y avait pas de véritables classes politiques distinctes par suite de la conception démocratique des différences sociales et juridiques (p. 42). Pourtant la Diète qui était composée de la noblesse et du clergé était aristocratique et possédait un grand pouvoir. Elle jouissait du rôle de co-régnant (p. 27). Ce serait donc en quelque sorte une monarchie des ordres à esprit primitif. M. TARANOVSKI, *Histoire*, etc. (p. 21), croit pouvoir appeler cet Etat tel qu'il résulte de la conception de M. Dolenc, la monarchie royale.

(66) BALZER O., *Sur la zadrouga slave*, (en polonais), dans le

pandu chez les Slaves du Sud, où son influence jouit, même de nos jours, d'un rôle extrêmement important tant au point de vue économique et social qu'au point de vue politique (67). C'est elle également qui aurait formé l'esprit constitutionnel chez les Yougoslaves (68). L'esprit de zadrouga qui était le fondement de la structure sociale et politique des Yougoslaves primitifs et qui, à cette époque, animait toute la vie sociale, aurait également dominé au moyen âge l'organisation politique (69), de telle sorte que cela permettrait, d'après M. Guerassimovitch, d'assimiler l'Etat serbe du moyen âge à la zadrouga.

C'est ainsi que suivant, peut-être, sur ce point M. Popovitch, dont nous avons déjà parlé, il nous dit que « l'ancien Etat serbe du moyen âge, tant au point de vue

Kwart. Historyczny XIII (1899), pp. 183 et ss. ; BOGISIC, *De la forme dite inokosna de la famille rurale chez les Serbes et les Croates*, Paris 1884 ; KADLEC, *La zadrouga dans le droit slave* (en tchèque), Prague 1898 ; RATCHKI, *Fragments du droit politique croate* (en serbo-croate), Vienne 1864, pp. 64 et ss. RADOSAVLIEVITCH, *op. cit.*, pp. 106 et ss. ; YOVANOVITCH A., *Développement historique de la zadrouga*, (en serbo-croate), Beograd 1896 etc., Voir BOBTCHIEFF, *La zadrouga bulgare dans le passé et dans le présent*, (en bulgare), Sofia 1907, où se trouve exposées tous les principales opinions sur l'origine et le caractère de la zadrouga.

(67) Sur le caractère éducateur de la zadrouga, voir outre les auteurs cités dans la note précédente et dans celle qui suit MILOVANOVITCH M., *La zadrouga*, (en serbo-croate), Beograd, p. 7, ainsi que VOUKITCHEVITCH M., *Le rôle de la zadrouga dans nos luttes pour la libération*, (en serbo-croate), Béograd, 1898.

(68) KALLAY, *op. cit.*, p. 116 ; KRICHKOVITCH V., *Le droit croate sur les zadrougas familiales*, (en serbo-croate), Zagreb 1925, pp. 14 et 68 et ss. ; MAJOURANITCH, *Les matériaux pour un dictionnaire historique du droit croate*, (en serbo-croate), Zagreb 1908-1922, *sub voce zadrouga* ; RATCHKI, *op. et loc. cit.*, et tant d'autres.

Aujourd'hui même l'idée d'un Etat de zadrouga sert de programme à un des mouvements politiques ; voir *Politika* n° 6772 du 3 mars 1927, (Béograd), et comp. TARANOVSKI, *Quelques traits etc.*, p. 251 note 2.

(69) V. supra, p. 28, n. 57.

du droit qu'au point de vue du fait n'était ni un Etat limité, ni un Etat non-limité. C'était un Etat *sui generis* : l'Etat de zadrouga. Le souverain, de même que le chef de zadrouga du droit privé (il serait pourtant dangereux de tirer de cette comparaison toutes les conséquences qu'elle implique), avait tous les pouvoirs entre ses mains : le pouvoir de gouverner, régi non par la loi, mais par l'opportunité qui trouvait son expression dans le sentiment de la justice, dans les opinions du chef et dans celles des autres membres de la zadrouga ; le pouvoir de gouverner qui se manifestait par l'intermédiaire de ses organes législatifs rudimentaires et qui se réalisait par l'intermédiaire de ses organes exécutifs et judiciaires... (70). Le souverain se considérait comme fonctionnaire placé à la tête de tous les pouvoirs. ... Au point de vue de son pouvoir législatif il semble qu'il n'eût pas un pouvoir absolu : tous les actes législatifs étaient adoptés par la Diète, ce qui n'a rien d'étonnant si on tient compte du caractère de zadrouga de l'Etat serbe » (71).

Ce caractère de zadrouga se reflète encore, d'après lui, dans le fait qu'au moment de la décadence du pouvoir monarchique, « les gouverneurs de province... se détachèrent de l'Etat et se firent souverains indépendants pour gouverner leur province en toute liberté, de même qu'aujourd'hui un membre de la zadrouga se sépare et sort de la zadrouga, s'il est mécontent » (72).

Donc, en assimilant l'Etat serbe du moyen âge à la zadrouga, M. Guerassimovitch s'est contenté d'identifier,

(70) GUERASSIMOVITCH, *L'ancien droit serbe*, (en serbo-croate), Beograd 1924, p. 101.

(71) *op. cit.*, p. 114.

(72) *Op. cit.*, p. 30.

dans une certaine mesure, le monarque au chef de zadrouga, en promettant de s'expliquer davantage une autre fois. La promesse n'ayant pas été tenue, nous serons obligés de considérer cette théorie comme définitivement élaborée et nous tâcherons plus loin de lui donner son vrai sens et ensuite d'examiner sa valeur.

*
**

De ce qui précède, il résulte avec évidence que l'historiographie de la constitution et du caractère de l'Etat serbe du moyen âge constitue une œuvre incohérente. Parmi les historiens, les uns s'appuient sur différentes théories caractérisant l'organisation sociale et politique des sociétés occidentales à l'époque médiévale, pour en appliquer les traits principaux et les formules généralement admises à la structure étatique de l'ancienne Serbie; les autres et c'est notamment le cas du dernier auteur cité, s'acharnent à démontrer l'originalité absolue du processus politico-historique de la société serbe, *le sui generis* de son aspect constitutionnel et élaborent ainsi de nouvelles théories. Enfin, il faut le rappeler, deux auteurs se sont appliqués dans ces derniers temps à mettre en relief ce qui à travers le crible de la critique moderne, reste à leur avis valable des théories bâties par les premiers historiens juristes et à mener à bonne fin les recherches commencées il y a plus de cent ans.

Si bien qu'en résumé, on se trouve aujourd'hui en négligeant les petites différences de détail, en présence de quatre opinions différentes sur le caractère de l'Etat serbe du moyen-âge (73).

(73) Signalons en marge qu'il existe encore une cinquième opinion mais qui ne mérite pas le nom de théorie. C'est l'opinion de

1° L'Etat des ordres ou l'Etat ordonné (ce point est toujours en discussion), est la forme politique de la société serbe du moyen âge. C'est ce qu'ont soutenu autrefois Maciejowski et Miyouchkovitch et que de nos jours MM. Radoïtchich et Tranovski s'efforcent de prouver.

2° La théorie patrimoniale de M. Miyatovitch, pour qui la souveraineté et le droit de propriété s'identifiaient dans la Serbie médiévale, les droits politiques y dérivant de la propriété foncière.

3° La Serbie médiévale est d'après son organisation sociale et politique, un Etat féodal puisque les fiefs y existaient et que l'Etat serbe du moyen âge présentait un ensemble de petits Etats plus ou moins indépendants. C'est là l'opinion de la majorité des auteurs.

4° L'opinion de M. Guerassimovitch, qui est aussi en partie celle de M. Popovitch, inspireur peut-être de cette théorie, suggérant que l'Etat serbe du moyen âge était un Etat *sui generis*, un Etat de zadrouga.

Comment donc déterminer le vrai caractère de l'Etat serbe du moyen âge et la théorie qui tient le plus compte de la réalité historique?

Au cours de cet historique du problème on s'est efforcé de donner un exposé complet des différentes opinions émises sur le caractère de l'Etat serbe au moyen âge. On a essayé de rendre clair ce que l'on a dit ça et là d'une manière imprécise et sans souci d'envisager l'Etat comme une entité.

M. Grachitch, qui tentant de réfuter l'hypothèse considérant la Serbie médiévale comme un Etat féodal, avance qu'il ne peut donner à ce régime (sc. de Serbie) le nom de féodalité et que pour lui c'est un état de fait, un régime de fait, (*op. cit.* p. 39) comme si un régime de fait pouvait présenter un régime déterminé et caractérisé et comme si la féodalité n'était pas, elle aussi, un régime de fait, un état de fait !

On a vu en effet que presque toujours ce n'est qu'incidemment, à propos d'une autre question d'histoire sociale et politique qu'on s'est exprimé sur le caractère de l'Etat. Donc *a priori* aucune de ces théories, exception faite de celle de M. Taranovski, limité il est vrai à l'empire de Douchan, ne peut nous faire connaître le vrai caractère de l'Etat, et, par conséquent, l'examen successif de ces théories envisagé pour acquérir une opinion exacte sur ce problème, apparaît dès à présent comme incapable de nous mener au but désiré.

D'ailleurs, bien que ces différentes théories envisagent la structure sociale et politique de la société serbe médiévale de points de vue différents et sans lien entre eux, bien que pour se former elles empruntent des idées à droite ou à gauche, les unes beaucoup, les autres peu ou presque rien, elles finissent néanmoins par se rencontrer et à s'accorder sur certains points; on s'aperçoit alors qu'entre ces diverses théories existent des affinités partielles. Par suite examiner ces théories indépendamment l'une de l'autre serait dangereux et risquerait de nous faire tomber dans des répétitions inutiles, soit de nous faire passer à côté de certains traits caractéristiques dignes de remarque. D'autre part, si on veut saisir l'essence même d'un tel problème, c'est à dire si on veut le rendre clair en s'efforçant de pénétrer dans la structure intime d'un Etat, il est indispensable d'envisager tout d'abord successivement les divers éléments qui le composent et qui sont susceptibles de nous révéler différents aspects caractéristiques de sa constitution, pour ensuite, par une synthèse générale, examiner l'Etat dans son ensemble.

Aussi, nous semble-t-il tout naturel d'appliquer cette dernière méthode à notre travail, c'est à dire d'étudier l'un après l'autre les éléments de l'Etat de la Serbie mé-

diévale qui, comme chez tout Etat sont au nombre de trois : le territoire, la nation et la puissance publique, en nous reportant lors de l'examen de chaque élément aux différentes opinions qui ont été émises relativement à chacun d'eux. Une fois terminées ces analyses partielles, nous les grouperons en un ensemble qui nous permettra de donner une idée synthétique de l'aspect général de l'Etat serbe du moyen âge et de son caractère juridique.

Notre plan se trouve dès lors tout tracé : nous allons consacrer un chapitre à l'étude de chacun des éléments de l'Etat et donnerons ensuite une conclusion dans laquelle nous essaierons de définir dans leur ensemble la nature de l'Etat et le caractère qui lui est propre.

CHAPITRE PREMIER

Le territoire

§ 1. — *L'Etat serbe du moyen-âge comme corporation territoriale.*

Nous avons déjà indiqué rapidement que deux historiens yougoslaves se sont efforcés d'assimiler l'Etat serbe du moyen âge à la zadrouga.

L'un d'eux, M. Popovitch (1), l'a fait en caractérisant les rapports entre le souverain et le peuple comme analogues aux rapports existants entre le chef de zadrouga d'un côté et les membres de zadrouga et les serviteurs de l'autre. D'après lui, bien qu'il ne s'exprime pas ainsi textuellement, l'Etat serbe du moyen âge se confondait en fait avec la zadrouga.

L'autre, M. Guerassimovitch (2), a voulu en outre démontrer par là l'originalité absolue de la structure poli-

(1) V. *supra* p. 28.

(2) V. *Supra* p. 31 et ss.

tique de la Serbie médiévale, et c'est pour cela que l'Etat serbe du moyen âge est pour lui un Etat *sui generis*, l'Etat de zadrouga.

Cependant, sans se soucier pour le moment si la comparaison est vraie, nous pouvons remarquer que ces auteurs n'ont pas présenté des idées tout à fait neuves en comparant l'Etat à la famille en général, ni même en essayant de l'assimiler à un type spécial de famille. Car, d'une part, on a souvent répété que la famille est la figure de l'Etat et que l'Etat est une famille agrandie (3) — et la zadrouga ne représente qu'une espèce déterminée de famille, la famille agnatique suivant l'expression de M. Durkheim —, et d'autre part, un savant russe, F.-J. Léontovitch (4), a même tenté, d'ailleurs sans succès, d'appliquer les principes de la zadrouga à l'organisation sociale et politique de l'ancienne Russie.

Au surplus, sans exiger que la comparaison soit originale, on est en possibilité de signaler *a priori* que par le fait d'avoir assimilé l'Etat serbe du moyen âge à la zadrouga, M. Guerassimovitch n'a pas prouvé l'originalité absolue de la structure politique de la Serbie médiévale. Phénomène historique qui s'est manifesté chez beaucoup de peuples, parvenus à un certain degré de civilisation,

(3) Cfr BLUNTSCHLI, *Théorie générale de l'Etat*, trad. franç., Paris 1891, p. 76.

(4) LEONTOVITCH, *Le caractère de zadrouga et de commune (zadroujno-obchtchinyi) de l'organisation politique de l'ancienne Russie*, (en russe), dans le *Journ. Min. Narodn. Prov.* 1874, fasc. 173, pp. 206-224, et fasc. 174, pp. 120-151, et pp. 194-233. Cfr TARANOVSKI, *Quelques traits etc.*, p. 251. — Déjà MACIEJOWSKI, lui aussi, *op. cit.*, t. I. § 429, p. 445, t. II. § 1, p. 1, t. III, § 8, p. 7, § 33, pp. 38 et s., § 59, p. 64 et § 377 pp. 362 et s., reconnaissait que l'organisation primitive slave présentait le caractère de zadrouga, bien qu'il ne connût pas le terme de zadrouga qui est d'origine scientifique.

l'institution de la zadrouga n'est pas propre aux Slaves (5). Il est fort probable, par conséquent, que chez les autres peuples également la constitution étatique se soit calquée sur la zadrouga. C'est ce qui s'est passé en réalité, car au fond la zadrouga ne diffère en rien de l'organisation tribale, comme nous le verrons tout à l'heure.

Mais, si la comparaison n'est pas originale et si elle ne prouve pas l'originalité absolue de la structure sociale et politique de la société serbe au moyen âge, est-elle au moins vraie? C'est ce que nous allons examiner en comparant les deux institutions : la zadrouga et l'Etat serbe du moyen âge.

Seulement, en traçant cette comparaison, nous ne nous contenterons pas de répéter tout simplement les points de ressemblance relevés par ces auteurs et de noter les similitudes extérieures, nous irons encore plus loin en tâchant d'approfondir l'idée même de ces deux institutions, d'étudier leur essence et leur rôle. Toutefois, pour le moment, nous bornerons notre étude comparative aux caractères qui ont trait au premier élément de l'Etat, au territoire.

Ceci dit, nous pouvons aborder la comparaison. Commençons par la zadrouga (6).

(5) On rencontre par exemple l'institution de la zadrouga dans les Indes. v. MAINE H.-S., *De l'organisation juridique chez les Slaves du Sud et chez les Radjpoutes*, trad. fr., Paris 1880 ; cfr aussi JOLLY J., *Grundriss der indo-arischen Philologie*, Bd. II Heft 8., *Recht und Sitte (sc. der Indier)*, Strasbourg 1896, pp. 76 et ss. Comp. JIRECEK, *Staat etc.*, t. I., p. 37; KRICHKOVITCH, *op. cit.*, pp. 15 et s. et tant d'autres qui considèrent l'institution de la zadrouga comme un phénomène historique général.

(6) La bibliographie sur la structure de la zadrouga est très importante. Nous indiquons avant tout l'ouvrage fondamental de PERITCH J., *Le droit de zadrouga d'après le code civil du Royaume de Serbie*, (en serbo-croate), 2 vol. Béograd 1921-1924. Outre les travaux précités (p. n.), consulter MAYER A., *Die bauerliche Hauskommunion* (Zadruga), Heidelberg 1910; YOVANOVITCH A., *L'évo-*

Il est bien connu que la zadrouga est une communauté d'individus liés par une parenté réelle ou fictive, communauté dont les membres vivent en commun, travaillent en commun et exploitent des biens communs. Pour l'existence de la zadrouga, il n'est pas nécessaire qu'il y ait une propriété immobilière (7). La fortune de la zadrouga peut ne consister qu'en biens mobiliers et en droits d'usages. La propriété terrienne ne constitue pas un des éléments, ni un des traits caractéristiques de la zadrouga ; celle-ci est tout simplement une famille élargie, le *joint-family* ainsi que la définissent les Anglais. Comme la famille, elle est une association primitive, instinctive, qui s'est formée spontanément dans le temps où l'on menait encore une vie nomade et où les parents devaient s'entraider tant au point de vue économique qu'au point de vue de sécurité (8). Par conséquent, c'est l'identité de sub-

lution historique de la zadrouga serbe, (en serbo-croate), Béograd 1896. Cfr aussi un bon aperçu de DOPSCH A., *Die slavischen Hauskommunionen* dans l'*Oesterreich. Rundschau* Bd XIX (1909). Comp. encore dans un sens contraire, tout au moins dans une présentation différente de la question, BERNHOEFT, *Die Principien des europaeischen Familienrechts* dans la *Zeits. f. verg. Rechtswiss.* Bd. IX (1895), surtout p. 426; COHN G., *Gemeinderschaft und Hausgenossenschaft* dans la *Zeit. f. verg. Rechtswiss.*, Bd. XIII (1899); LAVELEY E. DE, *Les communautés de famille et de village*, Bar-le-Duc, 1888.

(7) JIRECEK, *op. et loc. cit.*; YOVANOVITCH Y. Bl., *Les problèmes de l'Histoire Economique*, (en serbo-croate), tirage à part de l'*Arhiv XVIII*, Béograd 1928, p. 20 ; MILENOVITCH A., *L'évolution historique de la propriété foncière en Serbie*, thèse Paris 1929, p. 82. Un voyageur atteste également l'existence de zadrougas nomades qui n'ont pas de propriété foncière ni de résidence fixe, v. PIRCH, *Reise in Serbien im Spaetherbst* 1829, Berlin 1830, pp. 110 et 128; cfr MIYOUCHKOVITCH, *Compte rendu de Radosavljevitch*, *op. cit.*, *Prosv. Glasnik*, t. XV (1894), (en serbo-croate), p. 279.

(8) La controverse sur l'ancienneté de la zadrouga n'a pas pris fin. Toutefois, une majorité des auteurs (notamment BALZER, BOBT-

stance et de sang, soit effective, soit fictive, qui est le fondement de l'unité. Les préoccupations du groupe rou-

CHEFF, BOGUSLAWSKY, LAVELAYE, KADLEC, KOVALEWKY, KRICHKOVITCH, MAINE, MARKOVITCH, MILENOVITCH, NOVAKOVITCH D., NOVAKOVITCH ST., POPOVITCH, RATGHKI, SMIRNOFF, YVANOVITCH A., etc.) en recherchant l'origine de la zadrouga conclue que celle-ci est une institution ancienne. Cependant, ces auteurs ne sont pas d'accord sur le fait de savoir si la zadrouga est venue pour remplacer l'ancien communisme agraire ou si elle est née indépendamment de tout régime foncier; voir sur ces auteurs MAYER, *op. cit.*, pp. 167 et ss. et STANISCHITSCH, *Ueber den Ursprung des Zadrouga*, Bern 1907, pp. 36 et ss. A notre avis, la zadrouga n'a pas succédé aux communautés de villages, le communisme agraire n'ayant pas existé (v. surtout F. DE COULANGES, *Recherches sur quelques problèmes d'histoire*, Paris 1885, pp. 189 et ss., et NOVAKOVITCH ST., *Le village etc.*, pp. 191 et ss. A l'époque primitive le droit de l'association humaine sur le territoire habité n'était qu'une modalité du *jus imperium*. Les notions de propriété individuelle et de propriété collective sont apparues simultanément. L'une sans l'autre est impossible. (v. en général sur ce point HILDEBRAND R., *Recht und Sitte auf den verschiedenen wirtschaftlichen Kulturstufen*, Iéna 1896, I pp. 140 et ss.). La zadrouga, d'ailleurs, n'est pas liée à la propriété foncière. Elle s'est formée, comme nous l'avons déjà dit, sous l'influence des besoins économiques et de sécurité; v. NOVAKOVITCH D., *op. cit.*, pp. 36 et ss. La théorie, qui nie l'ancienneté de la zadrouga, en prétendant que la zadrouga est la conséquence du régime seigneurial et du système d'imposition fiscale trouve son expression la plus complète dans les travaux de PEISKER J., *Le mot sur la zadrouga*, (en tchèque), dans le *Narodohosp. Sborn Cesk.* IV (1899), pour nous inaccessible, et *Die serbische Zadrouga*, *Zeitsch. f. Social-und Wirtschafts-G.* VII (1900), ainsi que dans le mémoire de STROHAL J., *La zadrouga des Slaves du Sud*, (en serbo-croate), *Glasnik zem. muzeja u B. i. H.* XXI (1909). La théorie dans son essence n'est pas nouvelle. Elle se rencontre déjà esquissée par VANICEK, *Spezialgeschichte des Militaergrenze*, Wien, 1875, pp. 199 et s., et même chez BOYVE, OSTERWALD et TROPLONG, qui ont donné leur avis à propos des communautés familiales en général. Pour ces trois derniers, voir ORELLI, *Rechtschulen und Reschlitteratur in der Schweiz*, Zurich, 1879, pp. 25 et s. L'hypothèse selon laquelle la zadrouga est née grâce à l'influence du système de taxation de l'impôt et du régime seigneurial, est acceptée par RACHFAHL F., *Zur Geschichte des Grundeigentums* dans les *Jahrb. f. Nationaloek. u. Statistik*, 74 (1900), p. 221, n. 2; BRUCKNER A., *Archiv. f. slav. Philol.* XXIII, p. 626; BELOW G. v., *Problème der*

lent donc sur des idées de généalogie et de génération. Les devoirs et les droits en dépendent. (C'est le règne du *jus sanguinis*) (9).

Il s'ensuit que la zadrouga est un groupement de parenté pareil à la tribu, dont elle est une image nuancée : une tribu en miniature avec cette seule différence que le but économique de la zadrouga paraît un peu plus accentué que celui de l'autre groupe. Le principe fondamental est toujours le même. Les membres de chacune de ces associations se disent issus d'un même ancêtre mythique ou physique : on est, ou l'on se croit de même sang. Ils se considèrent parents entre eux. La parenté est la base et l'élément essentiel du groupe, parce que c'est elle qui en lie les membres les uns aux autres. C'est donc un lien d'homme à homme : le lien personnel (10).

Or, à la zadrouga aussi bien qu'à la tribu — l'une et l'autre — modes antiques d'agrégation humaine, il faut à ce point de vue opposer l'Etat civilisé. Tandis que les premières associations représentent des communautés de sang, des corporations personnelles, l'Etat civilisé est un groupement de localité, une corporation territoriale, se-

Wirtschaftsgeschichte, Tuebingen 1920, pp. 17 et ss., et YOVANOVITCH Y. BL. *op. et loc. cit.* Cependant, l'hypothèse est entièrement réfutée par BALZER, *op. cit.*, pp. 230 et ss. ; DOPSCH A., *Die aeltere Social und Wirtschaftsverfassung der Alpen-slaven*, Weimar 1909 pp. 147 et ss. ; KADLEC, *A propos du « Mot sur la Zadrouga »*, (en tchèque), Prague 1900 ; NOVAKOVITCH, *op. cit.*, pp. 33 et ss. ; WLAINATZ, *op. cit.*, pp. 121 et ss. et par beaucoup d'autres.

(9) Cfr. BOUDANOFF, *Cours d'Histoire du droit russe*, (en russe), 7^e éd. Saint-Petersbourg-Kieff 1915, p. 9.

(10) Sur ce rapprochement et l'identification de la zadrouga et de la tribu, qui précède, ainsi que sur l'opposition entre la zadrouga et la tribu d'un côté et l'Etat de l'autre côté, qui va suivre, voir MAUNIER R., *Essai sur les groupements sociaux*, Paris, 1929, pp. 23-60.

lon la terminologie créée en cette matière par Gierke (11). Les premières organisations reposent sur le principe de consanguinité, de parenté, et dans la seconde institution, c'est le principe de territorialité qui domine. On ne peut pas concevoir un Etat sans un territoire délimité, qui est son élément constitutif (12), et la zadrouga, de même que la tribu, existent très bien sans connaître la vie sédentaire. Le membre d'un quelconque de ces groupes reposant sur le principe de parenté est pris comme apparten-

(11) GIERKE O., *Das deutsche Genossenschaftsrecht*, Bd. II *Geschichte des deutschen Koerperschaftsbegriffs*, Berlin 1873, p. 829 (Gebietskoerperschaft) ; cfr. aussi PREUSS H., *Gemeinde, Staat, Reich als Gebietskoerperschaft*, Berlin 1889, notamment pp. 261 et s.

(12) A l'encontre de la doctrine généralement admise qui voit dans le territoire l'élément constitutif et le trait caractéristique de l'Etat (v. notamment CARRÉ DE MALBERG, *Contribution à la théorie générale de l'Etat*, Paris 1920, t. I pp. 3 et ss. ; ESMEIN, *Eléments de droit constitutionnel*, 7^e éd. Paris 1921, t. I, p. 2, HAURIOU, *Principes de droit public*, 2^e éd. Paris 1916, pp. 334 et ss. ; JELINEK, *l'Etat moderne et son droit*, trad. franç., Paris 1913, t. II, pp. 17 et ss. ; TARANOVSKI, *Encyclopédie du droit*, (en serbo-croate), Bèograd 1923, pp. 342 et ss. ; YOVANOVITCH SL., *Sur l'Etat*, (en serbo-croate), 3^e éd. Bèograd 1922, § 18 pp. 35 et ss.) certains auteurs affirment, d'ailleurs sans succès, que le territoire n'est pas une condition nécessaire à l'existence de l'Etat. Sur ces tentatives isolées et malheureuses, voir REHM H., *Allgemeine Staatslehre*, Freiburg i. B. 1899, pp. 36 et ss. Nous n'avons pas besoin d'insister sur la conception de l'Etat de M. DUGUIT, qui n'y fait pas entrer la notion de territoire et pour qui le territoire n'est pas un élément indispensable à la formation de l'Etat. D'après lui « on peut bien concevoir qu'une différenciation politique se produise dans une société qui n'est pas fixée sur un territoire déterminé, et pourtant il y aurait un état ». Mais, en même temps il parle du territoire comme d'un des trois éléments de l'Etat (DUGUIT, *Traité de droit constitutionnel*, 2^e éd. Paris 1923, t. I pp. 94 et ss. et t. II pp. 46 et ss.) et ailleurs il dit que l'Etat est une corporation territoriale (*Ib.*, *Manuel de droit constitutionnel*, 1^e éd. Paris 1907, p. 102, cité d'après CARRÉ DE MALBERG, *op. cit.*, p. 3 n. 4). Comp. encore contre Duguit, BIGNE DE VILLENEUVE, *Traité général de l'Etat*, Paris 1929, pp. 239 et ss.

nant au cadre d'une institution, tandis que dans l'Etat, l'individu est pris comme appartenant à la circonscription d'un territoire (13).

Si donc, d'un côté, on oppose l'Etat territorial ou politique à la zadrouga et si de l'autre, on assimile l'Etat serbe du moyen-âge à cette dernière, quelle est la conclusion qui s'impose ? Indubitablement celle-ci : l'Etat serbe du moyen-âge ne devrait pas se présenter à nous comme un Etat territorial, autrement dit comme un Etat civilisé, mais comme un Etat à constitution gentilice. Car, lorsqu'on se sert du terme d'Etat de zadrouga pour définir l'organisation politique de la Serbie médiévale, on nous suggère très aisément l'idée que la société serbe du moyen-âge reposait sur le même principe que la zadrouga ou les autres premières formations historiques, étant donné que ces institutions sont analogues. Et ce principe, c'est le principe de la parenté *lato sensu*. Ce n'est donc pas le lien territorial qui unirait les membres à la communauté étatique. Ceux-ci ne seraient pas pris comme appartenant à la circonscription du territoire d'Etat, les individus seraient pris, comme il ressort clairement du fait d'avoir assimilé l'Etat à la zadrouga, comme appartenant au cadre d'une institution.

Ainsi en résumant notre développement nous nous croyons autorisés à dire que par le seul fait d'avoir assimilé la structure sociale et politique de la Serbie médiévale à la zadrouga, on a émis une hypothèse d'une portée extrêmement grande qui peut-être dépasse ce qu'on a voulu entendre par là. La signification que nous donnons à cette hypothèse pourrait paraître invraisemblable, mais le point essentiel, la nature du lien qui unit les membres

(13) HAURIOU, *op. cit.*, p. 335.

de la zadrouga et ceux de l'Etat, que nous avons essayé de déterminer pour arriver à bien saisir le vrai sens de l'Etat de zadrouga milite en sa faveur d'une manière qui ne laisse aucun doute. D'ailleurs, M. Popovitch corrobore notre opinion lorsqu'il prétend que « dans la Serbie médiévale les nobles se considéraient comme les membres de la zadrouga et que le reste du peuple se trouvait dans une situation analogue à celle des domestiques de zadrouga » (14). Donc si tous les membres de la société serbe du moyen-âge n'étaient pas liés par la parenté, ils étaient au moins, comme dans la société domestique, tous pris comme appartenant au cadre d'une institution : c'est donc bien le lien personnel qui les unissait à la communauté politique.

De toute façon, même en faisant abstraction de ce qu'allègue M. Popovitch, nous nous sentons en bonne voie en affirmant que l'hypothèse qui caractérise l'Etat serbe du moyen-âge comme un Etat de zadrouga implique la conclusion suivante : la Serbie médiévale aurait possédé l'organisation gentilice et aurait dû, par conséquent, présenter un groupement politique qui correspondrait à un degré inférieur de l'évolution historique ou, encore mieux, qui coïnciderait avec les premières formations étatiques. En un mot, elle aurait dû être un Etat tribal.

En effet, les premières formations politiques chez les Serbes (15) aussi bien que chez les autres Slaves (16) et

(14) V. *supra*, p. 28, n. 57.

(15) JIRECEK, *Geschichte der Serben*, Gotha 1911, t. I p. 117.

(16) KADLEC-TARANOVSKI, *Le droit slave primitif avant le X^e siècle*, (en serbo-croate), Béograd 1924, p. 37 ; KOVALEVSKY, *Institutions politiques de la Russie*, Paris 1903, pp. 26 et ss. ; NIEDERLE, *op. cit.*, pp. 179 et ss.

en général chez tous les Aryens (17) se rattachaient au groupement de parenté qui chronologiquement précède les organisations étatiques. Mais, d'une façon générale, bien que la manière dont les Etats civilisés se sont constitués soit confuse et incohérente et bien qu'aujourd'hui on ne puisse supposer une progression unique et uniforme dans l'évolution sociale, il est pourtant impossible d'ignorer que dès qu'un peuple a accompli le changement de la vie nomade en vie sédentaire, changement accompagné naturellement de l'établissement de relations définies avec le sol, il tend tout de suite à substituer l'organisation territoriale à l'organisation tribale (18). La transformation du type social ne laisse pas subsister intact le principe unique et exclusif du sang qui est à la base de la structure gentilice. Les liens de parenté, liens personnels, se relâchent sous l'influence de la vie sédentaire pour donner naissance au principe de territorialité. La société politique commence d'abord à revêtir progressivement le caractère territorial, ensuite met tous les deux principes à niveau d'égalité et finit ensuite par faire de l'idée territoriale le principe dominant de la constitution (19).

(17) JEHRING, *Les Indo-Européens avant l'histoire*, trad. franç., Paris 1895, pp. 40 et ss.

(18) POSADA A., *Les théories modernes sur les origines de la famille, de la société et de l'Etat*, trad. franç., Paris 1896, surtout pp. 119 et ss.

(19) En se plaçant à ce point de vue certains juristes affirment que l'on doit attribuer un caractère politique aux communautés familiales ainsi qu'à la zadrouga (v. chez REHM, *op. cit.* pp. 37 et ss.). Par là, la zadrouga se serait beaucoup rapprochée de l'Etat et l'hypothèse sur le caractère de zadrouga de la structure sociale et politique de la Serbie médiévale eût été plus soutenable. Cependant, si quelquefois la société politique se confond au début avec la société domestique, si dans ce cas, ces deux sortes de sociétés ne peuvent pas pendant longtemps être formellement distinguées l'une de l'autre, (v. POSADA, *op. cit.* pp. 109 et ss. ; SCHRADER O.,

Or, la substitution au principe de parenté de l'idée territoriale s'était produite chez les Serbes même avant la formation de l'Etat médiéval. Il est vrai qu'il est très difficile, sinon impossible, de saisir sur le fait cette transformation de corporation personnelle en corporation territoriale, comme il est par exemple très aisé de le faire dans la Grèce antique et à Rome (20). Mais déjà à l'aube du moyen-âge serbe, c'est-à-dire dès le début du IX^e siècle les *plémés*, tribus, se décomposaient par suite de la vie sédentaire et sous l'influence des divers facteurs historiques. Les groupes naturels basés sur la parenté s'élargissaient ou se rétrécissaient, se subdivisaient et s'amal-

Sprachvergleichung und Urgeschichte, Jena 1890, pp. 568 et ss.), le sédentarisme n'a pas assez de puissance pour faire d'une société humaine une société politique. Une société peut être sédentaire sans que pourtant les membres de la communauté soient liés par le lien territorial, c'est ce qui est le cas pour la zadrouga qui apparaît aujourd'hui régulièrement sous la forme sédentaire. Le caractère territorial que revêt la communauté politique ne suffit pas, comme on le remarque avec raison, pour expliquer la nature de l'Etat. Il faut se rendre compte encore de la nature de la puissance publique. C'est un des points essentiels qui crée une profonde différence entre ces deux espèces d'associations humaines. En ce qui concerne la différence entre l'Etat et la Zadrouga à ce point de vue voir *infra*, p. 145

(20) Cfr. HAURIOU, *op. cit.* p. 335 note. Consulter aussi JARDE A., *La formation du peuple grec*, Paris 1923, pp. 354 et ss., où le passage de l'union personnelle à l'union territoriale est décrite d'une autre façon. La transition de la corporation personnelle à la corporation territoriale se reflète d'une excellente manière dans les langues aryennes, v. SCHRADER O., *Reallexikon der Indogermanischen Altertumskunde, Grundriss einer Kultur- und Voelkergeschichte Alteuropas*, Strasbourg 1901, pp. 791 et ss. Aussi, dans certaines langues slaves, les noms nationaux qui servaient en même temps à désigner et les nations et les pays, ont-ils pris au cours de l'évolution linguistique, au nom. et acc. pluriel, des suffixes de la déclinaison des êtres inanimés, lorsqu'ils indiquent les pays, v. MIKLOSICH Fr., *Vergleichende Grammatik der slavischen Sprachen*, Bd. III *Formenlehre*, Wien 1856, § 709 pp. 375 et s. et § 805 p. 457. C'était sans aucun doute sous l'influence de la vie sédentaire.

gamaient en des groupes artificiels qui tendaient à se substituer à ces groupes primitifs ou à se les subordonner (21). D'abord on se groupait en *joupas* qui constituaient des unités complètes aussi bien au point de vue social et politique qu'au point de vue morphologique (22) et qui n'avaient presque rien de commun avec l'ancienne organisation tribale (23). Plus tard, sous l'influence des mêmes facteurs on forma des groupes plus larges, des groupements de nationalités secondaires qui ont survécu jusqu'à nos jours dans les diversités provinciales (24).

Ces groupements par nationalités secondaires se sont développés au détriment de l'organisation tribale et de son principe fondamental à un tel point que l'on a pu voir les diverses appellations des tribus disparaître progressivement pour être remplacées par les noms régionaux que les hommes avaient donnés, lors de la fixation de la tribu, à la terre à laquelle ils s'étaient attachés. C'est ainsi que les populations slaves prirent le nom des divers régions où elles s'établirent au lieu de donner à celles-ci leur nom de tribu. On peut citer comme exemple

(21) V. les vues suggestives de SUFFLAY M. v., *Les Serbes et les Albanais*, (en serbo-croate), Bèograd 1924 pp. 51 et ss., où l'on trouve notamment une opinion tout à fait exacte, à savoir que les tribus que l'on rencontre depuis le xvii^e siècle, sont des formations secondaires, postérieures à l'Etat serbe du moyen-âge. Toutefois les allégations de l'auteur sont souvent discutables.

(22) CVIJIC, *La Péninsule Balkanique*, Paris 1918, p. 26.

(23) JIRECEK, *Geschichte der Serben*, Gotha 1911, t. I p. 115.

(24) Le problème de la géographie politique, dont il s'agit ici n'a pas été étudié jusqu'aujourd'hui dans toute son ampleur ; v. RADOITCHITCH N., *Le rapport de la géographie avec l'historiographie serbe*, dans *Recueil de travaux offerts à M. Cvijic*. Ce que M. POPOVITCH a donné dans son *Histoire du peuple yougoslave*, reste, malgré les vues suggestives et les pensées ingénieuses, une esquisse hardie. C'est pourquoi nous nous bornons ici à des indications générales vu le manque de place pour le développement complet du problème.

les Narantans, les Trébuniaïtes, les Zachumliens, les Diocleates et les Rasciens (25). Peu importe à cet égard si les noms de province étaient d'origine ancienne ou si la région avait été baptisée par les Slaves, soit en s'inspirant du nom du centre de la province comme par exemple Rascie, qui tire son nom de la forteresse Rass, soit d'après son caractère géographique : Zachumlie de Chlm, etc. (26).

Ce que nous venons d'exposer est largement suffisant pour nous persuader que l'organisation sociale et politique de la Serbie médiévale ne reposait pas sur le même principe que l'organisation gentilice, ou, en d'autres termes, qu'on ne peut pas appliquer le nom de l'Etat de zadrouga à l'Etat serbe du moyen-âge. Mais il existe encore d'autres faits à citer à l'appui de notre opinion.

L'organisation militaire, qui correspond nécessairement à la constitution étatique à laquelle elle est intimement liée (27) contredit directement l'hypothèse sur le caractère de zadrouga de l'Etat serbe du moyen-âge.

L'organisation militaire qui à l'époque primitive se confondait avec la division politique en tribus et en zadrougas, qui obéissait en même temps à la loi selon laquelle

(25) Les exemples chez JIRECEK, *Die Handelstrassen und Bergwerken von Serbien und Bosnien waehrend des Mittelalters*, Prag 1879, pp. 19 et ss.

(26) *Op. et loc. cit.*

(27) Sur le rapport existant entre la constitution étatique et l'organisation militaire en général, voir HINTZE OTTO, *Staatsverfassung und Heeresverfassung, Neue Zeit- und Streitfragen*, III, 4, Dresden 1906. Comp. encore BOGUSLAWSKI A. v, *Betrachtungen über Heerwesen und Kriegsführung*, Berlin 1897, pp. 9 et ss. ; DELBRUECK H., *Geschichte der Kriegskunst*, 3 vol. Berlin 1898-1907, *passim*, et DUSSIEUX L., *L'Armée en France, histoire et organisation, depuis les temps anciens jusqu'à nos jours*, 3 vol. Versailles 1884, *passim*.

ceux qui réunissaient les occupations quotidiennes se trouvaient ensemble à la bataille (28), cette organisation militaire n'existait plus. L'abandon de la vie nomade et le relâchement des liens de parenté ont entraîné un changement dans l'organisation militaire : l'apparition de la division de l'armée par nombre. Déjà avant l'Etat médiéval on rencontre les centuries chez les Slaves du Sud (29). C'était le premier pas vers l'organisation territoriale de l'armée. Ce fait est bien connu quant à la Serbie médiévale (30), où on ne trouve plus le service militaire reposant sur la zadrouga. La troupe de guerriers appartenant à une même zadrouga (31) avait disparu : on ne remplissait plus le service militaire en qualité de parent, mais en qualité d'homme installé sur le territoire de l'Etat. On ne prenait même pas égard à la nationalité. L'organisation militaire reposait sur une base territoriale (32). Sous l'influence de la vie sédentaire l'ancienne conception de l'armée conquérante avait disparu. La nation n'était plus à l'époque de l'organisation guerrière ; ce n'était plus l'homme qui comptait, mais le territoire (33),

(28) JEHRING, *op. cit.*, pp. 359 et ss.

(29) JIRECEK, *Geschichte*, I pp. 128 et ss.

(30) RAMBAUD, *L'Empire grec au x^e siècle*, Paris 1870, p. 455, dit en parlant de l'organisation militaire et politique des Serbes que « après leur établissement cette organisation devint en quelque sorte territoriale. »

(31) Sur l'organisation primitive des Slaves, voir NIEDERLE L., *Manuel de l'antiquité slave*, t. II *La Civilisation*, Paris 1926, pp. 266 et ss. ; RATCHKI, *L'Etat intérieur de la Croatie avant le XII^e siècle*, *Rad* 99, pp. 102 et s.

(32) NOVAKOVITCH, *L'ancienne armée etc.* ; JIRECEK, *Staat*, I p. 76.

(33) Une conception semblable de l'Etat bulgare et de son armée au x^e siècle a été donnée par M. JORGA, *Formes byzantines et réalités balkaniques*, Bucarest-Paris 1922, p. 71. Seulement, il considère la christianisation comme la raison primordiale de cette

qui était bien délimité et bien gardé grâce à l'institution spéciale des régions limitrophes, connues sous le nom de krayichté, semblable à la marche carolingienne (34).

Au point de vue qui nous intéresse, les intitulations princières sont encore plus remarquables. La plupart des titres, surtout ceux du XIII^e siècle, et toutes les inscriptions contemporaines connues appellent le souverain le prince « de tous les pays serbes, grecs, maritimes et d'Albanie » ou « des pays serbes et maritimes » ou « des pays serbes ou grecs » ou bien « des pays serbes et des contrées occidentales », etc. (35). Ce mode de dénomination avait été poussé si loin que dans quelques cas ont trouvé place dans le titre princier même des termes géographiques ne représentant pas des vraies provinces. Nous citerons comme exemple un des titres du roi Miloutine (1281-1321), qui s'intitule « le roi de tous les pays serbes et maritime et d'Ovtché polyé (champs) et de Velboujd » (36). Ainsi, on le voit, ces titres attestent nettement que les souverains possédaient la souveraineté territoriale et non la souveraineté personnelle, c'est-à-dire

transformation de l'armée et de l'Etat tribals en un autre type d'organisation militaire et politique. On doit attribuer le rôle prépondérant au sédentarisme. Avec la vie sédentaire toutes les formations sociales et politiques reposant sur la parenté tendent à devenir territoriales ; v. MORET et DAVY, *Des Clans aux Empires*, Paris 1923, pp. 64 et ss. ; POSADA, *op. et loc. cit.*

(34) NOVAKOVITCH ST. et MALET A. dans LAVISSE et RAMBAUD, *Histoire Générale*, t. III Paris 1894, p. 902.

(35) V. les titres rassemblés chez STANOYEVITCH ST., *Etudes sur la diplomatie serbe*, Glas. XCII (19), pp. 143 et ss. et chez MARKOVITCH V., *La Macédoine a-t-elle été considérée comme bulgare par les Serbes au moyen-âge ?* Paris 1919, *passim*.

(36) SOLOVIEV A., *Monuments choisis du droit serbe (Du XII^e à la fin du XV^e siècle)*, (en vieux serbe), Béograd 1926, p. 111.

qu'ils n'avaient pas le droit de commander aux individus appartenant à la société politique en tant que personnes rattachées à la nation par la consanguinité ou quelque autre lien personnel. L'Etat serbe du moyen-âge, sorti de l'organisation gentilice, devance l'Occident au point de vue de la souveraineté, comme cela s'est produit pour les monarchies issues de la féodalité (37), il commence même par être presque exclusivement territorial, par suite du droit que le monarque avait sur le territoire et qui atteignait directement tous ceux qui l'habitaient. Le lien qui unissait les membres à la communauté dans la Serbie médiévale n'était donc pas comme dans la zadrouga, ou la tribu, basé sur le sang, mais bien sur la communauté de nature ; la société politique serbe parvenait à se maintenir par la *symbiose territoriale* (38) : le principe de territorialité (dans le sens que nous donnerons plus loin à cette expression) prévalait : l'Etat serbe du moyen-âge était une corporation territoriale.

§ 2. — *Le rôle joué par le territoire et son caractère.*

Frappés par l'importance du territoire en Serbie au moyen-âge et influencés par la théorie patrimoniale, certains auteurs ont émis l'hypothèse que la souveraineté et

(37) En France, le premier roi de France est Henri IV, et en Angleterre, c'est Jean-sans-Terre qui devient le premier « King of England ». Ce sont des faits qui indiquent le changement de la notion de souveraineté ; mais la souveraineté territoriale est reconnue explicitement pour la première fois à la Paix de Westphalie ; v. MAINE H. S., *Lectures on the early History of institutions*, London 1875, p. 73 et FORD H. J., *The natural history of the State*, Pinceton 1915, p. 150.

(38) Ce terme est emprunté à POSADA, *op. et loc. cit.*

le droit de propriété se confondaient dans la Serbie médiévale (1). Cette hypothèse a trouvé également l'appui chez un des philologues qui, en invoquant les diverses significations vagues et générales du mot *drjava* (*drzava* : Etat), affirme que, de toute façon, les princes médiévaux yougoslaves considéraient le territoire d'Etat comme leur patrimoine privé (2).

Or, on a assimilé l'organisation politique de la Serbie du moyen-âge à l'Etat patrimonial, même avant que ne fut posée la question de l'application de ce terme à l'Etat serbe médiéval par l'historiographie allemande, qui voudrait appliquer ses méthodes historiques et ses manières de voir à l'histoire des droits slaves (3). Certes, le mot n'a été employé que très récemment par M. Taranovski, qui l'a introduit pour la première fois dans la science serbe, en lui donnant, en même temps, la traduction sous la forme de *bachtinski*, dérivé du substantif *bachtina*, patrimoine (4). Et encore, il est fort douteux qu'il considère vraiment le Royaume serbe du moyen-âge comme un Etat patrimonial. Car, en parlant de l'Empire serbe qu'il définit comme un Etat des ordres, il dit que tous les Etats des ordres sont sortis ou bien de la féodalité, ou bien de l'Etat patrimonial qui se rapproche du régime féodal (5), pourtant sans préciser duquel de ces deux types d'organisation sociale et politique est sorti l'Empire de Douchan.

(1) V. *supra*, pp. 24. et ss.

(2) SKOK P., *Drzava-dezela* (Etat), (en serbo-croate), *Casopis za slov. jezik., knj. i zgodovino*, VI (1927), pp. 248 et ss.

(3) SCHMIDT H. F. U. TRAUTMANN, *Wesen und Aufgaben der deutschen Slavistik (ein Programm)*, *Slavisch-Baltische Quellen und Forschungen*, Heft 1, Leipzig 1927, pp. 49 et ss.

(4) TARANOVSKI, *L'Encyclopedie du Droit*, pp. 346 et *pari passu*.

(5) TARANOVSKI, *Le Code de Douchan etc.*, p. 32.

Il est donc impossible d'en tirer aucune conclusion sur sa conception de l'Etat serbe médiéval, à l'époque qui précède l'avènement de l'empire, et de juger s'il pense que la Serbie médiévale a eu, à un certain moment, la constitution d'un Etat patrimonial.

Mais il importe peu si le terme patrimonial a été appliqué à l'Etat serbe du moyen-âge ou non, et si ce vocable a obtenu le droit de cité ou non. On a émis l'hypothèse que dans l'organisation sociale et politique de la Serbie médiévale se rencontrent les mêmes traits essentiels qui caractérisent l'Etat patrimonial défini par la théorie du même nom ; et, comme nous l'avons déjà remarqué, nous serons donc obligés de prendre en considération cette théorie, et cela non seulement les traits isolément, mais aussi bien la dite théorie prise dans son ensemble.

Toutefois, nous n'insisterons pas sur un point que l'historiographie, s'occupant de l'Etat serbe du moyen-âge, n'a pas envisagé particulièrement, d'ailleurs avec beaucoup de raison, et qui est pourtant pour les vrais partisans de la théorie patrimoniale d'un très haut intérêt. C'est la première et une des principales conséquences de la patrimonialité de l'Etat, à savoir l'intégration, si l'on ose dire ainsi, du droit public dans le droit privé (6). Car,

(6) MACIEJOWSKI, *Slavische Rechtsgeschichte*, t. II § 12 p. 13 parle d'un certain mélange de droit public et de droit privé, mais il est très loin d'en faire un principe, un fondement de l'organisation politique. De même M. GUERASSIMOVITCH, *l'Ancien droit serbe*, p. 50. — Dans le même ordre d'idées il faut rappeler que N. KRSTITCH (*op. cit.*, *Glasnik* VI, p. 93) a émis l'opinion que le code de Douchan doit être considéré comme une sorte de « code civil », ce qui pourrait induire en erreur et faire penser que d'après Krstitch, il y avait une confusion entre le droit public et le droit privé dans la Serbie médiévale, puisque le Code de Douchan est une sorte de constitution (v. TARANOVSKI, *Le principe de la légalité* etc., p. 146

comme ils disent, dès l'instant que la notion qui est fondamentale du droit public, parce qu'elle est caractéristique de l'Etat, la notion de la souveraineté se trouve patrimonialisée, elle est confondue avec la notion même de la propriété, il n'y a plus dès lors de démarcation entre le droit public et le droit privé (7). On ne devrait pas, par conséquent, dans l'exposé des institutions médiévales parler d'un droit public et d'un droit privé, puisque les hommes du moyen-âge ne connaissaient pas cette distinction. C'est ce que les historiens allemands ont prétendu devoir faire (8).

Or, même de nos jours, on n'est pas d'accord sur la division fondamentale du droit en droit public et en droit privé. Elle n'est pas admise par tous. Il y a tant d'auteurs juridiques qui reconnaissent à côté du droit public et du droit privé, un droit ecclésiastique (Walter), un droit international (Warnkônig), un droit social (Mohl, Rôs-

et les auteurs y cités). Cependant, d'une part, même les constitutions d'aujourd'hui contiennent les prescriptions du droit privé, et d'autre part, la division du droit en droit privé et en droit public est en général d'origine scientifique. Or, dans la Serbie médiévale, il n'y avait pas de vraie doctrine, de même qu'à Byzance en décadence qui était celle que les Serbes imitaient. Les compilations byzantines de droit, la plupart du temps, ne contiennent que des dispositions de droit privé avec quelques brins de droit public, et ne font pas de distinction théorique entre ces deux branches de droit, ou si elles le font, c'est toujours en contradiction évidente avec la division romaine, comme par exemple le *Prochiron auctum*, en usage au xiv^e siècle, d'après qui le droit public comprenait le droit sur la constitution civile et ecclésiastique, tandis que le droit privé contenait le droit ethnique, le droit naturel et le droit municipal (LINGENTHAL Z. v., *Jus graeco-romanum*, Paris VI, Lipsiae 1859, p. 381). D'ailleurs, les interpénétrations du droit public et du droit privé existaient partout et toujours aussi bien que dans l'empire serbe du moyen-âge.

(7) Sur ce point, voir chez BELOW, *Der deutsche Staat* etc., pp. 3 et ss.

(8) V. chez BELOW, *op. cit.*, pp. 101 et ss.

ler) (9). Un juriste (Bähr) divise même le droit en droit privé et en droit des sociétés (10). Et mieux encore, beaucoup parmi ceux qui admettent la division classique que nous ont léguée les Romains disent qu'elle n'a pas des limites fixes (11). D'autres encore l'acceptent en principe, mais ne sont pas contents de l'ancienne distinction : ils critiquent vivement les différences entre ces deux branches de droit établies par les Romains et proposent de nouveaux systèmes (12). A vrai dire, on ne sait pas, même aujourd'hui, en quoi consiste cette distinction. Les démarcations nettes sont en droit, en général, d'une extrême difficulté. Les limitations sont toujours à bords frangés et portent plutôt le caractère des explications que des définitions à précision logique. L'instinct juridique se tire mieux d'affaire que le système et le langage (13).

Cependant si, à vrai dire, on ne sait même pas aujourd'hui en quoi consiste cette distinction classique du droit public et du droit privé, et si elle est sujette à une discussion interminable, il y a pourtant quelque chose qui ne se prête aujourd'hui à aucune confusion : ce sont la notion de la propriété et celle de la souveraineté que l'esprit et le langage distinguent soigneusement aujourd'hui. Or, si les Serbes du moyen-âge ne pouvaient avoir que la notion d'un Etat patrimonial, si leur esprit confon-

(9) Chez KORKOUNOV, *La théorie générale du droit*, trad. franç., Paris 1903, p. 253, note.

(10) V. *ib.*, pp. 256 et s.

(11) GENY F., *Science et technique en droit privé positif* t. I (Introduction), Paris 1922, p. 65.

(12) KORKOUNOV, *op. et loc. cit.*, Comp. aussi TARANOVSKI, *l'Encyclopédie*, etc., pp. 220 et ss.

(13) PICARD E., *Le Droit pur*, Paris 1927, p. 112.

daît la notion de souveraineté et celle de propriété, ce fait devait nécessairement trouver l'expression dans la terminologie juridique d'alors, étant donné que le sens des mots est étroitement lié à la vie sociale et à la manière de voir de la société. Un examen de la terminologie juridique s'impose donc impérieusement.

Si nous tournons notre regard vers le passé, nous serons obligés de reconnaître qu'aucun des termes, dont les Slaves primitifs nommaient leurs organismes politiques, ne nous est transmis par les sources historiques. G. Krek (13 *bis*) en utilisant les résultats de la philologie actuelle admet que les Slaves employaient le nom *plémé* (*semen, generatio, soboles, consanguinei, genus, partus*) (14) pour désigner l'unité reposant sur le lien du sang et sur la communauté d'ascendants, et les mots *narod* (*genus, populus, turba, homines, mundus*) (15), *iezik* (*lingua, populus*) (16) et *pl'k* (*turba, populus, castra, cohors, acies*) (17), quand il s'agissait de l'organisation en voie de transformation et de transition du régime tribal en régime d'Etat. Nous pourrions y ajouter volontiers encore le terme *rod* (*partus, genus, generatio, gens, urbs, natura*), (18) bien que l'on s'y oppose (19), en soutenant que

(13 *bis*) KREK G., *Einleitung in die slavische Literaturgeschichte*, 2^e éd. Gratz 1887, pp. 158 et ss.

(14) MIKLOSICH F., *Lexicon Palaeoslovenico-graeco-latinum*, Vindobonae 1862-1865, p. 571.

(15) *Ib.*, p. 1167.

(16) *Ib.*, p. 411.

(17) *Ib.*, p. 575.

(18) *Ib.*, pp. 801 et s.

(19) KREK G., *op. cit.*, p. 156 note I. Cependant, il ne s'est pas intéressé au terme *liud*, bien que chez MIKLOSICH, *Lexicon etc.*, p. 355, on ne trouve qu'une seule signification : *populus*. D'ailleurs,

le mot *rod*, pris dans le sens de nation est de formation secondaire. Pourquoi admettre alors le *plémé* dans le même sens ? Qu'est-ce que la nation primitive sinon la gens, la tribu ?

Nous ne sommes pas assez informés s'ils se servaient de tous ces termes à la fois ou alternativement suivant la région et les occurrences. Mais, il importe pour nous que tous ces termes, soit d'emploi général ou régional, soit d'origine slave ou germanique (20), aient une semblable signification : la gens, le peuple, la nation, l'armée, et la même valeur : ils nous font connaître que les liens sur lesquels reposaient les premières sociétés slaves n'avaient rien de commun avec la notion de propriété, ça revient à dire que le patrimoine et le bien patrimonial ou domanial n'étaient pas à la base de l'ancienne communauté politique des Slaves.

La même idée nous est suggérée par le mot *voï*, qui signifiait l'armée (21), et quelquefois même, d'après Ratchki, la gens, le peuple (22). Cette double signification, pro-

il a eu tout à fait raison. Car, dans ces derniers temps, un philologue a montré en comparant ce terme avec celui qui lui correspond en allemand, qu'il ne signifiait pas le peuple, la nation en général, mais seulement « *freies Volk* » « *freie Volksgenossenschaft* » ; v. STENDER PETERSEN A., *Slavische-Germanische Lehnwortkunde*, Goeteborg 1927, pp. 190 et ss. Toutefois, son affirmation que ce mot est d'origine germanique n'est pas fondée. Pour s'en convaincre, v. MIKLOSICH *Etymologisches Woerterbuch der slavischen Sprachen*, Wien 1886, p. 172.

(20) Ainsi le mot *pl'k* serait du germ. **fulka* : Shar, Haufe, Menge ; v. STENDER PETERSEN, *op. cit.*, pp. 194 et ss. Les autres sont d'origine slave et possédaient le sens originaire de « se multiplier » ; v. LAVROSKII P., *La signification des racines dans les noms de parenté chez les Slaves*, *Zapiskii Imp. Akad. Nauk.*, t. XII, 2 (1867), pp. 50 et ss.

(21) Bellator, castra, exercitus ; Miklosich, *Lexicon*, p. 71.

(22) RATCHKI, *L'Etat intérieur de la Croatie avant le XII^e siècle*, *Rad*, 99 (1890), p. 102.

pre aux Yougoslaves, nous est transmise par le prêtre de Dioclie dans sa chronique (23), sur laquelle Ratchki base son opinion.

Peut-être même n'irons-nous pas trop loin, si nous affirmons que dans le lien qui unissait les membres à la communauté il y avait dans une certaine mesure un sentiment de nationalité qui se reflétait dans un ordre d'idées de cette époque, d'après lequel la langue valait la nation. Dans les plus anciens textes slaves on traduit le grec ἔθνος par *iézik* (langue) (24).

Le premier nom pour la civitas, la cité, que les sources historiques nous ont transmis, c'est le terme *joupa* (25). A notre avis, il n'a rien de commun avec la notion de propriété, ni avec l'ancienne organisation tribale (26),

(23) CHRONIQUE, cap. 29, éd. Chichitch, Béograd, 1928, p. 175.

(24) V. JAGIC V., *Zur Entstehungsgeschichte der kirchenslavischen Sprache*, Denkschr. Wiener Akad., Phil.-Hist. Cl., XLVII (1902), 111 Abt., pp. 68, 70 et 75.

(25) Mentionnée déjà par Porphyrogénète, *De adm. império*, cap. 32, éd. Bonn. p. 145 : ζουπανία La forme slave, pour la plupart est *zupa* ; cfr. JIRECEK, *Geschichte* etc., t. I p. 115, qui croit à l'inexistence de la forme slave de *joupantiya* (*zupantiya*). Toutefois, outre cette forme qu'on rencontre aujourd'hui, on peut la trouver aussi dans le *Codex diplomaticus II*, p. 26, et chez LUCIUS, *De regno Dalmatiae et Croatiae*, Amstelaedami 1666, Lib. 1 cap. XIII p. 48.

(26) Seulement JIRECEK, *op. et loc. cit.* ; Cvjic, *op. cit.*, p. 33 et NIEDERLE, *op. cit.*, p. 182 ne disent pas que la *joupa* et la gens ou la tribu se confondaient, autrement tous les autres sont de cette opinion ; voir notamment JIRECEK H., *Le droit slave en Bohême et en Moravie*, (en tchèque), t. I. Prague 1863, p. 70 ; KALLAY, *op. cit.*, p. 76 ; KRAUSS F., *Sitte und Brauche der Südslaven*, Wien 1885, pp. 18 et ss. ; MACIEJOWSKI, *op. cit.*, I § 540 pp. 544 et ss. ; RACHFAHL F., *Die Organisation der Gesamtstaatsverwaltung Schlesiens vor dem dreissigjaehrigen Kriege*, Schmollers Staats- und Sozial-Wissenschaftliche Forschungen, Bd XIII H. I, Leipzig 1894, pp. 11 et ss. ; RATCHKI, *L'Etat intérieur etc.*, Rad, 99, pp.

bien que le sens originaire du mot soit obscur. Suivant certains auteurs qui mettent ce terme en rapport avec le mot sanscrit *guph* (lier, unir, unifier), la signification primitive serait le lien, la ligue (27). Selon les autres, qui préfèrent comme point de départ de l'évolution sémantique *gopa* -, la racine *gup* - : défendre, garder, de la langue-mère (28), il aurait le sens « de défense, d'objets et du territoire auquel elle s'applique » (29). Un autre auteur, qui inspire peut-être Peisker, dont nous parlerons tout à l'heure, propose au lieu de *gopā*, le mot sanscrit

105 et s. ; SCHAFARIK, *Slavische Alterthümer*, Leipzig 1843-4, t. I § 6, 12 p. 59 ; WLAINATZ, *op. cit.*, p. 41 ; même JIRECEK autrefois dans sa *Geschichte der Bulgaren*, Prague, 1876, p. 98 ; KADLEC est indécis, voir KADLEC-TARANOVSKI, *op. cit.*, pp. 41 et s. MIKLOSICH, *Lexicon*, p. 201, donne comme signification de la joupā en vieux slave : *gemeinde-congress*.

(27) HILFERDING A., *Geschichte der Serben und Bulgaren*, Bautzen 1856, Abt. 1, p. 14 n. 9 ; *ib.*, *Histoire des slaves baltiques*, (en russe), *Œuvres complètes* t. IV, St.-Petersbourg 1874, p. 100 n. 392 ; comp. aussi BOGUSLAWSKI, *Histoire des pays slaves du nord-ouest*, (en polonais), t. II, Poznan 1889, p. 328 ; GROT K., *Les relations de Const. Porphyrogénète sur les Serbes et les Croates*, Saint-Petersbourg 1880, p. 218.

(28) UHLENBECK C. C., *Kurzgefasstes étym. Woerterbuch d. altind. Sprache*, Amsterdam 1898-9, pp. 82 et s. (*gup*-: hüten, bewahren) ; MIKLOSICH, *Etym. Woerterbuch* p. 315 ; BRUGMANN K., « Zupa » *Bezirk*, dans les *Indogerm. Forschungen* xi (1900), p. 111 et s. ; JANKO J., *Sur les relations des Slaves avec les Turco-tartares et les Germains du point de vue linguistique*, (entchéque), *Vest. Cesk. Akad.*, xvii (1900), p. 185 ; ILIINSKI G., *A propos de la question sur le trésor dit d'Attila*, *Vestnik nautch. obcht tataroved.*, N° 8 (1928), p. 129 ; PERSON P., *Beitraege, zur indogerm. Wortforschung, Arbeiten Utgifna nied understöd af Vilhelm Ekmans Universitetsfond* 12, 1, Upsala-Leipzig 1912, I pp. 114 et s. n'admet pas l'hypothèse que *zupa* (de *gup*) signifiait originairement la défense (Hut), mais, avec toute réserve, il la met en rapport avec *angs. géap* : « geraeumig, weit ».

(29) KADLEC-TARANOVSKI, *op. cit.*, p. 41 ; Kadlec, *La joupā et le joupān*, (en tchèque), dans le *Ottuv Naučný Slovník*, t. xxvii, pp. 899 et ss. ; MAJOURANITCH, *op. cit.*, *ad h. v.*, et d'autres.

gōpá, et le sens originaire du gardien de vaches (30). Enfin, il y en a qui cherchent son origine dans le sanscrit *gop* (domus) (31). Mais toutes ces filiations philologiques ne valent pas grand'chose (32). Le mot n'est pas d'origine slave et non plus sanscrite ; il est emprunté, ce qui se démontre notoirement par le fait qu'il n'est pas attesté chez tous les Slaves, mais seulement chez les Slaves du Sud et ceux de l'Ouest, et surtout chez les premiers (33). Le fait même indique aussi où il faut chercher le foyer du terme et qu'historiquement et géographiquement le lieu où est né ce terme correspond au lieu d'habitation des Illyro-thraces. Le mot n'est donc pas non plus un emprunt fait par les Slaves à un des peuples turco-tartares comme le supposent quelques-uns des philologues (34), puisque ce seraient en premier lieu les Russes qui l'auraient emprunté, et c'est justement leur vocabulaire qui ne le connaît pas. Il est d'origine illyro-thrace de même que

(30) SCHLECHTA-WSEHRAD, A. P. RITTER v., *Ursprung und Bedeutung der historischen Bezeichnung zupa und zupan*, *Mitth. des Vereins für Geschichte der Deutschen in Boehmen*, xxxii (1893-1894). Heft 1, pp. 156 et s. : zupa < gopa : Kuhhirt.

(31) BALZER O., *op. cit.*, p. 26.

(32) Brueckner A., *Ueber etym. Anarchie, indog. Forschungen* xxiii (1908-9), p. 217. Cfr. aussi *ib.*, *Dict. etym. de la langue polonaise*, (en polonais), Krakau 1927, pp. 667 et s. Skok P., *A propos du nasalisme et du rhotacisme roumaino-albanais*, *Arhiv za Arbansku starinu etc.*, t. II (1924), p. 339, émet des doutes sur l'origine slave de joupa et de joupán même au point de vue linguistique, qui jusqu'alors n'était pas combattu.

(33) BRUECKNER, *opera et loc. cit.*

(34) BRUECKNER A., *Encyclopédie polonaise*, (en polonais), t. II, Krakow 1912, p. 240 ; cfr. NIEDERLE, *op. cit.*, p. 182 n. 5. Voir aussi la même opinion, bien qu'une autre argumentation, chez PEISKER J., *Die aelteren Beziehungen der Slaven zu Turkotartaren und Germanen und ihre sozialgeschichtliche Bedeutung*, *Vierteljahrsschrift f. Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, III (1905), pp. 103 et s.

le mot *joupan*, dont M. Ostir a démontré l'origine du point de vue linguistique (35). Or, il se peut bien que le nom de *joupa* s'est formé sur celui de *joupan* (36), qui était dès le début de l'ère historique, un titre, une dignité et peut-être même une fonction (37).

En tous cas, d'après ce que l'on vient de lire, on voit très bien que ce terme n'impliquait point une notion qui se rapprocherait, soit de la notion de propriété foncière, soit de celle d'une communauté reposant sur la parenté.

Cependant, étant donné que ce que nous venons de dire pourrait paraître assez hypothétique, il est préférable et même nécessaire de jeter un coup d'œil sur le sens qu'a eu le terme *joupa* dans le bas moyen-âge. Ici non plus les auteurs ne sont pas d'accord : F. Palacky assimile la *joupa* à la marche germanique et à la *Markgenossenschaft* et affirme que la *joupa* s'opposait à la *bachтина*, terre possédée en pleine et libre propriété individuelle, et indiquait la propriété collective, dont on ne pouvait avoir que la jouissance commune avec les autres membres de la communauté (38). J. Peisker a émis une hypothèse fantaisiste d'après laquelle la *joupa* n'était que le district de pâturage (39). Suivant l'historien J. Lippert, la *joupa* signifiait la domination, le pouvoir, la *Herr-*

(35) OSTIR, *Illyro-thrakisches, Archiv, za Arbansku starinu*, etc., t. 1 fasc. 1-2, (1923), p. 113; cfr. SUFFLAY, *op. cit.*, p. 52.

(36) BRUECKNER, *opera et loc. cit.*

(37) v. *infra*, pp. 140 et ss.

(38) PALACKY F., *op. cit.*, pp. 146 et ss. ; *ib.*, *Histoire du peuple tchèque*, (en tchèque), Prague s. d., p. 232.

(39) PEISKER, *op. cit.*, p. 103 *zupa* : regio pastoria, compascua, Weiderevier. Cfr compte-rendu sur Peisker de RACHFAHL F., dans *Jahrbuch f. Nationaloek u. Statistik*, 3. Folge Bd. 19 (74) (1900), p. 21 qui admet *Zupa* : Weideplatz, et NIEDERLE, *op. et loc. cit.*

chaft (40). Toutes ces opinions ne sont que des allégations dénuées de tout fondement : elles ne peuvent pas être prouvées par des sources historiques, et la fantaisie de Peisker est sévèrement critiquée par M. Dopsch (41). La joupas désignait, d'après les sources et l'opinion communément admise, le territoire d'une unité administrative, l'unité administrative elle-même ainsi que, par extension, sa population (42). Ainsi, la joupas, comme on l'a déjà remarqué n'avait rien de commun ni avec le patrimoine, ni avec l'organisation tribale.

A côté de ce dernier terme, on employait aussi, à notre avis, le mot *zemlia*, puisque la Rascie qui se divisait en joupas s'appelait aussi *rachké zemlié* (43), pays rasciens, expression employée pour l'ensemble des pays de Rascie. Ce mot, dont le sens primitif était la terre ferme (44), si-

(40) LIPPERT J., *Ueber den historischen Werthe der Bezeichnungen «Zupan» und «Zupa» in der bohmischen Geschichtschreibung, Mitth. des Vereines f. Gesch. der Deutschen in Boehmen*, xxvi (1893) pp. 223 et ss.

(41) DOPSCH A., *Die altere Sozial-und Wirtsch*, etc., p. 52. Les articles du code de Douchan que Peisker cite à l'appui de sa thèse sont mal compris par lui. LUCIUS, l'auteur du xviii^e siècle, dit (*op. et loc. cit.*) que la joupas « *populum, vel regionem aliquam populatam significat* » et plus loin (*op. cit.*, lib. VI, cap. I p. 271) que « *zupa hodie queque regionem aliquam habitatam vel regionis homines congregatos significat.* »

(42) JIRECEK H., *Prove*, etc., pp. 439 et s. ainsi que la plupart des philologues et des juristes.

(43) Dans les titres princiers la Rascie est désignée par « *les pays rasciens* » et la Rascie était divisée en joupas. Cfr. CVIJC, *op. et loc. cit.*, qui les identifie en disant « le morcellement du relief en pays ou « joupas ». Comp. aussi l'emploi du terme *zemlia* en Russie dans le sens de l'Etat ; v. sur ce point FILIPOFF, *Cours de l'histoire du droit russe*, (en russe), t. I Jouriev 1907 pp. 147 et ss.

(44) Ainsi UHLENBECK C. C., *Die lexicalische Urverwandtschaft des Baltoslavischen und Germanischen*, Leiden-Leipzig 1890, p. 19, le met en rapport avec le mot latin : *humus*, et le mot sanscrit :

gnifiait au moyen-âge ainsi que plus tard la terre, le territoire, la province, le pays (45), mais jamais la propriété ou n'importe quelle tenure, et par la suite ne parle nullement en faveur de la thèse patrimoniale.

De même, il est fort probable que, déjà au début du moyen-âge serbe, pour désigner l'unité politique on faisait usage aussi du terme *oblast* (46), bien qu'il n'était pas si courant dans la Serbie médiévale (47), et qui, comme le mot *zemlia*, n'impliquait point l'idée de patrimoine ou de rapports se basant sur la consanguinité. Le sens de ce mot, dérivé du verbe *oblasti*, *oblastiti* : prendre, avoir, tenir un territoire, un groupe d'hommes et en général quelque chose dans son pouvoir, sous sa domination (48), était

ksam, gen. *gmas* ; MIKLOSICH, *Etym. Worterbuch*, p. 400 est moins sûr.

(45) Terra, orbis terrae, regio, fundus ; DANITCHITCH, *Vocabulaire d'antiquités littéraires serbes*, Beograd 1863, t. I, p. 375 ; Cfr. aussi MIKLOSICH, *Lexicon*, etc., p. 224, terra, terra continens ; MAJOURANITCH, *op. cit.*, pp. 1679 et ss. tellus, terre, terrenum, regio, peuple, pays ou Etat, v. l'exemple du « pays hongrois » (ougrs'ka zemlia), chez SAFARIK, *Monuments*, p. 77.

(46) Ainsi dans le vieux slave on rencontre ce mot dans le sens de potestas, regio circumjacens, provincia, regio, v. MIKLOSICH, *op. cit.*, p. 467. En Russie, ce terme indiquant l'Etat est attesté dès le x^e siècle ; v. FILIPPOFF, *op. et loc. cit.*

(47) NOVAKOVITCH, *Le Village*, pp. 4 et ss. ne le mentionne même pas dans ce sens.

(48) Oblasti, oblastiti : ἄρχειν, κυριεύειν, κατακυριεύειν, imperare, MIKLOSICH, *op. et loc. cit.* Le mot est d'origine slave dont le sens primitif est : garder, tenir > pouvoir, être puissants, gouverner, et se trouve en rapport avec le sanscrit Vardh (< var) : idée de puissance, de pouvoir, de prééminence, v. DANITCHITCH, *Racines des mots avec leurs dérivés dans la langue croate ou serbe*, (en serbo-croate), Zagreb 1877, pp. 203 et 194. Cfr aussi MIKLOSICH, *Etym. Woerterbuch*, p. 378. L'opinion de STENDER-PETERSEN, *op. cit.*, pp. 213 et ss., que le mot est d'origine germanique et que son sens originaire indiquait le pouvoir de la nature du droit privé, est mal fondée puisqu'il ne prouve pas l'emprunt de la part des slaves d'une part, et d'autre part, il se trouve influencé par les

le pouvoir, la domination, la province et l'Etat (49).

Outre les termes *oblast* et *zemlia*, ce dernier employé la plupart du temps au pluriel *zemlié*, on se servait aussi dans le même but du mot *drjava* et le plus souvent du nom de nationalité mis au pluriel : *Srblji*, comme à l'époque où on n'avait pas d'habitations stables et où la notion de rapports personnels dominait encore.

En ce qui concerne le terme *drjava*, il indiquerait, d'après les allégations d'un philologue (51), justement ce que la théorie patrimoniale voudrait faire croire sur le caractère de l'Etat médiéval, à savoir que le pouvoir souverain était de nature de droit privé, c'est-à-dire que le souverain regardait le territoire d'Etat comme patrimoine privé, ou tout au moins qu'il possédait un droit de propriété supérieur sur toutes les terres faisant partie de l'Etat. C'est de ce droit de propriétaire, du droit privé, que dérivait son droit de commander aux hommes installés sur le territoire de l'Etat, et que les hommes se considéraient comme accessoires de la terre qui se trouvait sous la dénomination étatique. Cependant, ce terme n'implique pas une idée pareille, bien que ce philologue prétende qu'on pourrait le penser et bien que d'après M. Novakovitch ce mot signifiât fief (52).

théories allemandes d'après lesquelles le droit public et le droit privé se confondaient au début de l'évolution juridique de même qu'au moyen-âge.

(49) Potestas, provincia, DANITCHITCH, *op. cit.*, t. II pp. 183 et ss. C'est incomplet. Il faut ajouter « Etat », car l'exemple « Etat grec » (*grtchka oblast*). L'exemple est cité par lui.

(50) NOVAKOVITCH, *Le village*, etc., p. 3.

(51) SKOK P., *op. et loc. cit.*

(52) NOVAKOVITCH, *op. cit.*, p. 1 et ss.

Disons tout d'abord que le mot *drjava* ne pouvait pas désigner le fief à cause d'une raison tout à fait simple : le fief n'existait pas dans la Serbie médiévale (53). Quant à la première opinion, d'après laquelle ce terme montrerait que les Serbes du moyen-âge confondaient la notion de souveraineté et celle de propriété, la question paraît du premier abord plus délicate. Car, outre la signification *imperium*, le pouvoir par lequel on tient, ce terme signifiait d'une façon vague et générale aussi ce qui se trouvait sous la domination du prince, ainsi qu'une partie de celui qu'on tenait en particulier (55), c'est-à-dire il signifiait le territoire administratif, et, d'après F. Zigel, en général tout ce qui appartenait à quelqu'un à un autre titre que *bachtina* : propriété (56). Une autre difficulté serait encore en ce que le vocable sert en Serbie et en Bulgarie à désigner la propriété foncière (57).

Cependant, la question n'est pas si difficile, si on fait un recours à l'étimologie et à la méthode comparative. Ainsi, le vieux slave, *derjava*, dérivé du verbe *dergêti* : tenir (58), n'avait qu'une seule signification *κράτος* impérium (59). C'est plus tard que les significations se multiplient et se diversifient de sorte que l'on a les sens les plus divers suivant le pays slave : en serbo-croate : pos-

(53) V. *infra*, pp. 82 et ss.

(54) DANITCHITCH, *op. cit.*, pp. 309 et ss.

(55) NOVAKOVITCH, *Les Proniyars*, etc., p. 28.

(56) ZIGEL F., *Le Code de Stephan Douchan*, (en russe), Saint-Petersbourg 1872, p. 73.

(57) KARADJITCH V., *Lexicon serbico-germanico-latinum*, 3^e éd. Belgradi 1898, p. 145 ; BOBTSCHEFF S., *Histoire de l'ancien droit bulgare*, (en bulgare), Sofia 1910, p. 120.

(58) MIKLOSICH, *Etym. Woert.*, p. 42 ; cfr. DANITCHITCH, *Les racines*, etc., p. 110.

(59) MIKLOSICH, *Lexicon*, p. 177.

sessio, ditio, imperium, civitas, respublica, territoire, provincia, regio, ager, praedium (60) ; en bulgare : domination, empire, Etat, la totalité des biens immobiliers (61) ; en polonais : la possession et, chez les auteurs du xvi^e siècle, état (62) ; en russe : Etat, pouvoir, puissance, prééminence (63) ; en tchèque, le mot *drjava* n'est pas attesté.

Grâce à ce rapprochement des diverses significations du mot *drjava* chez les différents peuples slaves, il est très aisé à voir que le slave commun ne connaissait ce terme que dans le sens de puissance, pouvoir, domination. Etat, et que la signification de possession, tenure et propriété n'est que le calque linguistique formé sous l'influence du latin *tenementum*, comme le pense aussi M. Skok, puisque l'on ne rencontre cette signification que chez les populations qui ont subi une influence de la langue latine. Chez les nations slaves, polonaise et tchèque où l'influence de la langue latine était la plus forte le sens de *tenementum* du latin du moyen-âge, a fini même par expulser celui d'Etat. C'est le fait qui prouve le mieux que la souveraineté et la propriété ne se confondaient pas, comme on pourrait être incliné à le croire au premier abord.

Une autre chose qui milite pour notre thèse est aussi, comme nous l'avons cité, le mot « *Srblji* » qui était le plus

(60) *Dictionnaire serbo-croate de l'Acad. yougoslave*, t. II Zagreb 1886, p. 835.

(61) GUEROFF N., *Dictionnaire de la langue bulgare*, (en bulgare et en russe), Plovdiv 1895, t. I p. 373 ; Bobtcheff, *op. et loc. cit.*

(62) LINDE S. B., *Dictionnaire de la langue polonaise*, (en polonais et en allemand), Lwow 1854, t. I p. 607.

(63) SREZNEVSKII, *Matériaux pour servir à un dictionnaire de la langue slave d'église*, (en russe), Saint-Petersbourg t. I (1893) col. 773 ; *Dictionnaire de la langue russe de l'Académie impériale des sciences*, Saint-Petersbourg t. I 1895, col. 1012.

souvent employé pour désigner la nation, l'Etat, et qui montre que les rapports directs, les rapports personnels existaient encore et que les hommes n'étaient pas l'accessoire de la terre, de même que les termes *opchtestvo* : communauté (64), et *vladitchastvo* : règne, domination, (65) et que l'on rencontre parfois dans les textes médiévaux dans le sens de l'Etat, la nation.

Donc, si dans la Serbie médiévale la souveraineté était territoriale, c'est-à-dire que le monarque ne commandait pas aux sujets en tant que chef du groupe auquel les membres pouvaient être liés par des liens personnels, mais parce qu'ils appartenaient à une circonscription territoriale, et s'il n'y avait pas une division du droit en droit public et en droit privé comme aujourd'hui, pourtant la souveraineté et le droit de propriété ne se confondaient pas. L'esprit les distinguait très bien, puisque les termes juridiques désignant l'Etat, la nation, le peuple ne s'appliquaient pas à la propriété qui s'appelait en propre la *bachtina*, patrimoine, ou la *kouplienitsa*, acquêt. (Nous en parlerons plus loin, ainsi que des diverses formes de la possession de la terre pour montrer une fois de plus que les droits souverains ne dérivait pas de celui de propriété.) Le territoire jouait tout simplement le rôle d'un trait d'union entre les membres de la communauté politique.

§ 3. — *La division administrative et l'unité territoriale.*

Dans le paragraphe précédent on a fait remarquer que la terminologie juridique du moyen-âge ne parle pas en

(64) GUERASSIMOVITCH, *L'ancien droit serbe*, p. 26.

(65) DANITCHITCH, *op. cit.*, t. I, p. 125.

faveur de la thèse émise sur le caractère patrimonial de l'Etat serbe médiéval. Ici nous allons examiner si la division administrative ne prouve pas les allégations de cette théorie, car, dès l'instant que la souveraineté est de nature de droit privé et que chaque propriétaire en cette qualité se considère comme disposant des droits souverains, la division administrative ne saurait que correspondre à la répartition du territoire en domaine, de même que dans les Etats féodaux où l'organisation territoriale du pouvoir administratif tendait à correspondre avec le morcellement en fiefs.

Il est vrai que dans la pénurie des documents nous ne connaissons la division administrative (1) que sous le règne de Douchan et ce qui se laisse entrevoir de son code : on ne peut donner aucune preuve, les documents à la main, qu'elle était la même au début de la formation de l'Etat et qu'elle n'a pas subi de changements au cours des deux siècles de la vie étatique. Cependant, on ne doit pas croire aux transformations de ce genre, sauf à une nouveauté introduite par Douchan, à savoir, la division de l'Etat en provinces ou gouvernements embrassant à la fois plusieurs unités administratives, qui pourtant ne disparaissent pas et gardent leurs attributions, étant donné que celle-là était indécise. C'est donc la division en joupas, unités correspondant à un district d'aujourd'hui, qui nous intéresse et qui nous suffit pour examiner la question que nous avons posée.

(1) Sur la division administrative voir ALIMPITCH D. Dj., *Les pouvoirs administratifs dans l'ancien empire serbe*, Béograd 1921 ; GRACHITCH, *op. cit.*, pp. 106 et ss. ; LEBL, *Le Code de Douchan. — Etude sur l'histoire du droit public serbe*, thèse Paris 1912, pp. 114 et ss. ; NOVAKOVITCH St., *Le village*, etc., pp. 1 et ss.

Pourtant, nous dirons quand-même, en passant, quelques mots sur la division de l'empire en ces grands gouvernements, qu'a effectuée l'empereur Stephan Douchan, pour éviter des reproches éventuels de la part des partisans de la théorie patrimoniale. Certes, cette division a préparé dans une large mesure la dislocation de l'Etat pour le jour où le pouvoir central ne serait plus en des mains fermes : les gouverneurs, représentants du pouvoir central, à la façon de ce qui s'est produit dans l'empire carolingien, devaient tendre à l'indépendance par usurpation des terres et de la souveraineté, comme ils ont d'ailleurs fait après la mort de celui qui les a nommés à la tête de ces unités administratives. Mais, elle n'avait rien de patrimonial dans son essence : ce n'était qu'une division administrative créée pour faciliter la centralisation de l'Etat qui devenait de plus en plus vaste et de moins en moins facile à gouverner, et où, dans chacune de ces unités, le gouverneur ne se considérait que comme représentant du pouvoir souverain, comme nous apprend l'historien byzantin Chalcocondyle (2) qui dit que l'empereur Stephan Douchan a divisé son empire en provinces et les a données en administration à ses seigneurs qui, après sa mort, les approprièrent et se rendirent indépendants.

En ce qui concerne la division en joupas, à notre avis, elle n'a pas varié pendant le moyen-âge. Elle est sortie du sol, elle s'est fixée lentement avant la formation médiévale, s'est faite reconnaître par l'Etat et a résisté long-

(2) CHALCOCONDYLA L., *Historiarum libri decem*, Lib. 1, éd. Migne, Paris 1886, Pat. gr. t. CLIX col. 37 : ἐπεὶ δὲ ἐτελεύτηθε βασιλεὺς, ἔχαθος ἔην κατεῖχε χώραν ἐπιτετραμμένος, ἥρχόν ...

temps, parce qu'elle répondait aux besoins et aux habitudes des hommes qui l'ont acceptée. Le territoire que la joupas enfermait en elle-même n'a pas été découpé en une seule fois par l'autorité pour recevoir ensuite un chef-lieu factice ; elle a été conditionnée par la configuration du sol, puisqu'elle représentait aussi une unité géographique qu'une unité économique et possédait au milieu une ancienne cité fortifiée ou une simple forteresse, qui servaient de centres naturels autour desquels les habitants se groupaient, parce qu'ils satisfaisaient le besoin dominant de ce temps.

Donc, une pareille division est comme un être vivant : on n'en peut rien distraire sans la démembrer ; parce que toutes les parties sont nécessaires les unes aux autres, que la nature du sol et des habitudes invétérées ont solidement liées. Le régime monarchique qui remplace et détruit pièce par pièce l'ancienne mosaïque des petites principautés, fait disparaître le pouvoir indépendant, mais les cadres se sont conservés (3).

Quant à l'organisation foncière au commencement de l'Etat médiéval et son rapport avec la division administrative, nous n'en savons rien non plus. Mais la tendance marquée de l'accroissement du grand domaine, qui se poursuit en Serbie à travers le moyen-âge, comme d'ailleurs partout en Europe à cette époque, nous fait penser que, si la division du territoire en propriétés foncières ne correspond pas à l'organisation territoriale du pouvoir administratif sous l'empire de Douchan, elle ne le pouvait pas non plus avant ce moment. Nous nous croyons

(3) Sur ce qui précède, voir Cvijic, *op. cit.*, où se trouvent à peu près les idées que nous avons émises ici. Sur la situation géographique des joupas et leur étendue, cfr. aussi Jirecek, *Geschichte*, etc., pp. 116 et s.

donc autorisés d'étendre nos conclusions à tout le moyen-âge serbe, lorsque nous les obtiendrons en examinant dans ce but les données que nous fournit le code de Douchan.

Or, du point de vue qui nous intéresse on peut distinguer deux sortes de joupas : les joupas appartenant toutes entières à un propriétaire et les joupas où plusieurs propriétaires possédaient des domaines, ce qui ressort clairement de l'art. 157 du code de Douchan disposant que : « s'il se trouve des joupas mixtes composées de villages, de l'église, de l'empereur et des seigneurs et qu'il n'existe pas de maître et qu'il s'y trouve mon préposé de district et le juge que j'ai institués, eux seuls devront installer sur les routes des gardes... » (4). Mais la composition différente intérieure des joupas n'influençait nullement sur leur unité administrative, c'est-à-dire qu'elles représentaient devant les yeux du pouvoir central toujours une entité. La conséquence d'une répartition différente de la propriété foncière dans les joupas apparaissait seulement dans la façon dont la joupa était gouvernée. Dans les joupas dont la propriété se trouvait partagée entre plusieurs maîtres, les gouvernants étaient, d'après M. Novakovitch, l'ensemble des maîtres de la joupa outre le préposé de la cité et le juge impérial (5). Cependant, à notre avis, l'opinion de M. Novakovitch est fausse. Il serait incompréhensible que le préposé et le juge dussent s'occuper de la sauvegarde des voyageurs en faisant éche-

(4) Les articles du code de Douchan sont cités d'après l'ordre que leur a donné M. NOVAKOVITCH dans sa seconde édition du *Code de Douchan* et la traduction française faite par Lebl, *op. cit.*, sauf les corrections éventuelles.

(5) V. chez LEBL, *op. cit.* p. 118.

lonner des gardes sur les routes traversant leur joupas, si les maîtres gouvernaient la joupas ? Pourquoi, dans les joupas totalement à un seul maître, n'est-ce pas le préposé et le juge qui sont chargés de cette obligation ? Parce que, si la joupas avait un seul maître, c'est le maître qui, paraît-il, assumerait la fonction d'administrateur, et l'empereur n'instituait pas son préposé de ville, mais seulement son juge... Ainsi voit-on très bien que dans les joupas qui appartenaient à plusieurs propriétaires, le pouvoir central nommait un administrateur spécial, et si la joupas n'avait qu'un seul maître, c'est ce maître qui remplaçait le fonctionnaire du pouvoir central. Cependant il ne faut pas penser que le maître qui possédait une joupas à lui seul, gouvernait la joupas en qualité de propriétaire, comme le croient certains auteurs, mais en qualité de fonctionnaire monarchique. Tous les gouverneurs, joupans et kéfaliyas, étaient parfaitement amovibles (6) : il arrivait que ces dignités passaient de père en fils, surtout quand il s'agissait de propriétaire d'une joupas toute entière, mais ce n'était pas par droit héréditaire ; le souverain intervenait à chaque transmission et conservait toujours le droit de priver le titulaire des honneurs dont il était revêtu par concession du monarque. Lorsqu'on était nommé à la dignité de gouverneur et en général à toute dignité administrative ou militaire, on recevait du souverain une investiture solennelle par la remise d'un cheval de bataille et d'armes ; l'un et les autres devaient

(6) ORBINI M., *Il regno degli slavi*, Pesaro 1610, p. 260, nous a conservé le fait que l'empereur Douchan changeait très souvent ses administrateurs de provinces : Onde li suoi baroni gli rendevano granda ubidienza ; i quali genche egli honorasse, nondimeno non tenera alcuna di loro gran tempo nel governo delle provincie, alle quali gli preponeva ; ma spesso li mutava da un luogo in un altro.

être rendus après sa mort (7). C'est ainsi que le fils même d'un gouverneur à qui la joupa administrée appartenait en pleine propriété, ne succédait pas immédiatement à son père, mais devait attendre et recevoir l'administration des mains du souverain.

Ainsi donc, bien que le gouverneur d'une joupa fût d'ordinaire un noble qui avait une propriété dans sa joupa (8), et bien que dans les joupas appartenant à un seul maître le fils succédât au père, la dignité et la fonction du gouverneur ne dérivait pas du droit de propriété, c'est-à-dire que la notion de souveraineté et celle de propriété n'étaient pas confondues.

L'organisation administrative du village, de même que la division du pays en joupas et leur administration, prouve aussi que la notion de la souveraineté n'était pas patrimoniale. L'administration du village, soit que le village appartenait à un seul maître ou à plusieurs, était dans les mains de la population villageoise ; cette dernière jouissait encore à cet égard de l'ancienne organisation démocratique et était comme un corps administratif responsable envers le pouvoir central (9). Cela nous montre très bien que les droits politiques n'étaient pas entre les mains du propriétaire du village, qui pouvait en qualité de propriétaire prétendre à une sorte de souveraineté et se placer comme intermédiaire entre le pouvoir central et les sujets, mais entre les mains même du pouvoir central.

(7) Chez JIRECEK, *La civilisation serbe*, etc., p. 13 et *Ib.*, *Staat*, I p. 44. ainsi que DJORDJEVITCH T., *Le cheval de bataille et les armes comme signes de dignité noble et de pouvoir*, Knjiz. Sever, t. IV pp. 371 et ss.

(8) JIRECEK, *La civilisation*, etc., p. 8 et *Ib.*, *Staat*, I p. 12.

(9) V, *infra*, p. chap. III § 4.

Cependant, il y a encore un fait qui pourrait, sous certaines conditions, faire croire que la souveraineté était patrimoniale, à savoir les divisions du territoire d'Etat qui eurent lieu dans la Serbie médiévale. C'est pourquoi nous devons leur consacrer notre attention.

La première division s'est produite à la mort de Stephan Nemagna. Après lui, suivant M. Novakovitch, l'unité résidait seulement dans ce fait que les deux souverains appartenaient à une même famille (10). On pouvait donc croire que l'Etat était partagé entre deux fils de Nemagna, Stephan le Premier-couronné (1196 à 1228), l'un, et Voukan, l'autre. Mais ce serait une erreur. M. Novakovitch a mal interprété le fait. L'Etat n'a pas été partagé, ce n'était qu'une division administrative ou, si l'on veut, les parties de l'Etat que gouvernait Voukan n'étaient considérées que comme un apanage. Le successeur du trône était Stéphan le Premier-couronné, comme l'a décrit St. Sabbas (11) dans la biographie de Nemagna, son père. Donc on ne peut parler d'un partage patrimonial.

Le deuxième partage fut fait lorsque le roi Dragoutine (1276-1282) cédant le territoire à son frère Miloutine (1282 à 1321) retint une partie de l'Etat pour y gouverner. Depuis, il y eut pendant quelque temps deux rois (12). Cepen-

(10) NOVAKOVITCH St., *Les problèmes serbes*, Arch. f. sl. Phil. xxxiv (1913), p. 223.

(11) St. SABBAS, *La vie de St-Siméon Nemagna*, éd. Tchérovitch, *Les écrits de St-Sabbas*, Sbornik za ist., jez i knj., I. od. Knj xvii : *Dela starih srp. pisaca, knj.* I pp. 53 et 157. Cfr aussi STEPHAN LE PREMIER-COURONNÉ, *La vie de Stephan Nemagna*, ed. Safarik P. J., *Monuments de l'ancienne littérature yougoslave*, 2^e éd. Prag. 1873. partie III cap. 10 p. 12.

(12) Sur ce partage voir JIRECEK, *Geschichte*, etc., pp. ... et ss., NIKOLITCH-ZEMOUNSKI, *Histoire de l'empire de Stephan Douchan*, pp. 2 et ss. ; aux sources indiquées par Jirecek ajouter *Anonymi descriptio Europae orientalis*, éd. Gorka, Cracoviae 1916, p. 33.

dant, ce n'était pas non plus un partage de l'Etat ou un partage patrimonial, mais tout simplement une division de caractère plutôt administratif, comme on peut s'en convaincre d'après les historiens contemporains, bien qu'ils ne soient pas d'accord sur la question, lequel de ces deux régnants était le roi légitime. L'un d'eux, l'archevêque Danilo dit, peut-être avec parti pris, que le roi Dragoutine a donné à son frère le droit de régner (13) ; les autres, au contraire, considèrent Miloutine comme le régent (14). Mais ce qui importe c'est qu'il n'y avait pas deux rois légitimes et, par conséquent, le royaume n'était pas partagé. Or, s'il n'y avait pas de doctrine sur l'indivisibilité de l'Etat, sur quoi tout le monde est d'accord, le principe de l'indivisibilité se trouve au moins réalisé au cours de l'histoire, et le principe d'indivisibilité est la meilleure preuve que la souveraineté n'était pas patrimoniale.

En ce qui concerne la troisième division, la division de l'empire de Douchan en deux parties : en « terres serbes » ou « terres du roi » et en « terre grecque » ou « terre de l'empereur » dont nous parle Gregoras (15) et qui a été mentionnée aussi dans quelques chartes serbes contemporaines (16), cette division, admise par Florinskii (17), n'était qu'une simple division administrative et

(13) DANILO, *Les vies des rois et des archevêques serbes*, éd. Danitchich, Zagreb 1866, p. 106.

(14) PACHYMERES, *De Andronico Palæologo*, I. III cap. 30, éd. Migne, Paris, Paris 1865, Patr. gr. t. CXLIV col 301 ; ADAM G., (PSEUDO-BROCARDUS), *Directorium ad passagium faciendum*, *Recueil des Historiens des Croisades, Documents arméniens*, t. II. Paris 1906, pp. 436 et s.

(15) GREGORAS N., *Historia Byzantina* I. XV c. I, éd. Bonn. t. III p. 46 et ss.

(16) NOVAKOVITCH, *Monuments législatifs, etc.*, pp. 169 et 420.

(17) FLORINSKII, *Les Slaves et Byzance*, pp. 107 et ss.

« n'existait que sur le papier », comme l'a très bien remarqué M. Soloviev (18). La terre serbe n'était que ce qui était avant la Zeta, une partie de l'Etat administrée par le prince héritier, et en ce cas le pouvoir du roi était nominatif. M. Soloviev l'a bien trouvé. Seulement, nous ne pouvons pas admettre son opinion que le but de cette dernière était « de rehausser la splendeur du nouvel empire, de représenter Douchan comme un empereur qui a non seulement des césars et des despotes, mais même des rois comme vassaux » (19). Il ne faut pas oublier que Douchan a fait cette division pour régner sur les pays grecs selon les coutumes byzantines, comme le dit Grégoras. Or Douchan a voulu apaiser les esprits grecs qui voyaient en lui le destructeur τῆς ῥωμαϊκῆς ἐλευθερίας καὶ πολιτείας (20) : cette division a été dictée par le bon sens politique, et par conséquent n'avait rien de féodal ni de patrimonial.

Enfin, étant donné que les auteurs, partisans de la théorie patrimoniale, se sont contentés de considérations générales et vagues et qu'ils pourraient éventuellement invoquer à l'appui de leur thèse l'institution de l'apanage (21) que le monarque constituait parfois en faveur de membres quelconques de la famille régnante et spécialement en faveur du prince héritier, nous nous croyons

(18) SOLOVIEV A., *Codification d'Etienne Douchan, Rv. hist. de droit français et étranger*, 4^e série, t. VII (1918), pp. 393 et ss.

(19) *Ib.*, p. 394. La même opinion se rencontre déjà chez Gebhardi, *op. cit.*, Th. III, p. 664.

(20) MIKLOSICH ET MULLER, *Acta et diplomata graeca medii aevi*, t. I, Vindobonae 1860, p. 562, acte par lequel despota Serbiae, Ioannes Ungleses, partium sibi subditarum ecclesias subiicit ecclesiae constantinopolitanae.

(21) Les exemples, v. chez JIRECEK, *Geschichte*, etc., passim.

tenus d'envisager aussi le dernier fait de ce genre comme susceptible d'être employé comme argument pour prouver le caractère patrimonial de la Serbie médiévale.

Disons tout de suite sans détours, que cette institution n'implique nullement l'idée de patrimonialité. A propos de cette institution, on ne saurait même pas parler d'un démembrement de la souveraineté. Elle n'était pas non plus féodale, comme les apanages en France à l'époque de la féodalité des apanages. Car, une région, une province, n'a jamais été donnée à l'un des membres de la maison monarchique si ce n'est à titre viager, ou même pour une durée indéterminée ne dépassant celle de la vie du bénéficiaire, et par la suite il n'arrivait jamais qu'un tel apanage fût l'objet d'un héritage. On ne cédait que l'administration de l'usufruit.

Quant à l'apanage, ou si l'on veut, la principauté apanage qu'était la Zeta, et que l'on donnait régulièrement au prince héritier, on pourrait dire même que c'était une sorte d'école pour le futur monarque et en même temps une manière d'associer l'héritier au trône et de lui assurer la succession, la règle de succession au trône n'existant pas.

En résumant ce qui vient d'être dit, on peut conclure que le caractère du territoire ne confirme nullement l'hypothèse, d'après laquelle l'Etat serbe du moyen-âge aurait été un Etat patrimonial, bien que l'unité territoriale fût parfois compromise et qu'au premier abord les joupas paraissent être administrées par la noblesse en se basant sur leur droit de propriété. Les propriétaires d'une joupas exerçaient le pouvoir administratif seulement en qualité de fonctionnaires, et les divisions de l'Etat n'avaient pas de caractère patrimonial.

§ 4. — *Le régime des terres.*

Passant en revue deux différents aspects du territoire dans la Serbie médiévale, nous avons vu que le principe de territorialité était à la base de l'Etat et que la notion du territoire n'était pas imprégnée de la patrimonialité. Il nous reste encore à examiner le troisième, à savoir, la façon dont la terre était possédée, — fait qui est d'une importance capitale, tant au point de vue économique, qu'au point de vue social et politique. Car, il va sans dire que la structure sociale et politique dépend de beaucoup de l'organisation de la propriété foncière, surtout quand il s'agit de l'époque d'économie naturelle, organisation qui entre, par conséquent, en ligne de compte lorsqu'on veut bien connaître et définir la constitution d'un Etat, — bien qu'en principe cette matière fasse partie du droit privé. Il faut s'en occuper d'autant plus que la plupart des auteurs ayant écrit sur l'organisation et le fonctionnement de l'Etat serbe du moyen-âge ont découvert une féodalité forte et puissante (1). Or, la féodalité est non seulement un état social particulier, dont l'influence s'était étendue à toutes les branches du droit, mais aussi un état, où le régime des terres était la clef de voûte de l'édifice tout entier et appartenait par la suite autant au droit public qu'au droit privé (2).

Mais avant d'aborder l'exposé de l'organisation de la propriété foncière dans la Serbie médiévale, il faut tout d'abord et seulement du point de vue qui nous intéresse, dégager les traits fondamentaux de la féodalité, en vue d'acquérir une idée claire sur le régime des terres, à cette

(1) V. *supra*, pp. 26 et ss.

(2) ESMEIN, *Cours d'histoire du droit français*, pp. 215 et VIII.

époque, afin d'esquisser plus facilement une comparaison solide entre le régime des terres de la féodalité et celui qui a existé en Serbie. De cette façon nous éviterons de commettre la faute de certains écrivains qui voyaient dans chaque analogie trompeuse, dans chaque ressemblance fortuite, un trait qui leur permettait d'identifier la structure de la société serbe médiévale avec celle de l'Occident au moyen-âge. Mais cette comparaison entre le régime des terres de peuples si divers ne doit être employée qu'avec la plus grande prudence (3).

Evidemment, en traçant la comparaison entre la féodalité et l'état social et politique de la société serbe du moyen-âge, ce sont les principes de la féodalité prise comme type d'organisation des Etats d'Occident au moyen-âge et non d'un régime féodal déterminé, avec lesquels sera comparée l'organisation sociale et politique de la Serbie médiévale, bien qu'on devrait avoir en vue, le plus souvent, la structure sociale et politique de la France féodale où ces principes ont trouvé l'expression la plus pure. En effet, si chaque nation, chaque région avait son droit propre, toute la féodalité occidentale avait un même génie et une même logique (4).

Cependant, on pourrait se demander pourquoi comparer le régime des terres de l'ancien droit serbe uniquement avec l'organisation de la propriété foncière du système féodal ? La raison en est simple. Malgré la diver-

(3) Sur les précautions à prendre pour manier la méthode comparative, voir F. DE COULANGES, *Questions historiques* (mémoire sur les *Origines de la propriété foncière*). Paris 1893, pp. 192 et ss. dont nous nous inspirons également.

(4) ESMEIN, *Compte-rendu de l'ouvrage de Guilhiermoz, Essai sur l'origine de la noblesse de France au moyen-âge*, Extrait du *Moyen-âge* année 1903, p. 1 ; cfr. Waitz, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, t. IV, 2 Aufl. Berlin 1885, pp. 360 et s.

sité et la multiplicité apparente des droits de cette nature, on peut ramener à quelques types bien caractérisés les innombrables formes de la propriété que présentent les divers droits, et ranger ces types en deux grandes classes dont la première embrasse les propriétés romaines, qui sont aussi nos propriétés d'aujourd'hui, et la seconde, les propriétés féodales. C'est ainsi qu'en comparant les formes de la propriété foncière de la Serbie médiévale avec celle de l'époque féodale, on les rapproche ou on les distingue en même temps du système romain et moderne.

Or, d'une façon générale, du point de vue du régime des terres, la féodalité se caractérise par la désintégration de la propriété foncière. La conception féodale de la propriété s'oppose à la fois au passé et à l'avenir, c'est-à-dire d'une part au statut antique, d'autre part au statut moderne. « Tandis qu'en droit romain, comme aujourd'hui, la notion de propriété est à la base des relations juridiques, chaque terre ayant normalement son propriétaire et la pleine propriété se présentant comme le cas normal, au moyen-âge, au contraire, sur la même terre se superposent généralement des droits de diverse nature et tels que la notion de propriété est absente ou a perdu son sens » (5). « Les terres ne sont pas égales, mais dans des rapports de supérieur à inférieur, elles hiérarchisent leurs propriétaires, qui se superposent les uns aux autres, depuis le roi qui resplendit au sommet de la pyramide jusqu'à l'humble serf qui végète à la base », de sorte que « les attributs de la propriété ne sont pas concentrés entre les mains d'un propriétaire unique ; ils sont éparpillés

(5) CALMETTE J., *La Société féodale*, Paris 1927, p. 2.

entre un nombre considérable d'ayants-droits » (6). La terre véritablement libre était seule encore l'alleu, qui représentait l'ancienne propriété romaine, mais toujours sous certaines réserves. Lui aussi, n'étant d'ailleurs qu'un phénomène exceptionnel, tendait à disparaître et à devenir de plus en plus rare en entrant dans les cadres de l'organisation féodale de propriété foncière (7).

Peut-on découvrir la même organisation de la propriété foncière dans la Serbie médiévale ? Pourrait-on y trouver la même hiérarchie des terres ? Voilà le problème qui se pose.

Aussi loin que peuvent porter les découvertes de la diplomatique yougoslave, concernant le régime des terres à l'époque des Nemagnides, il appert que la société serbe du moyen-âge avait quatre formes de la possession de la terre : la *bachtina*, la *proniya* (administration), la *pro-niya* (militaire) et la *tenure roturière*.

Au point de vue de la classification des différentes formes de la propriété foncière nous ne suivons pas l'opinion commune. Certains auteurs mentionnent encore une forme de la propriété foncière qui ne figure pas dans notre système, à savoir, la *bachtina roturière* ou la *bachtina dite subordonnée* qu'ils distinguent de la *bachtina* en général ou de la *bachtina dite noble*. En réalité, il n'y a

(6) TARBOURIECH E., *Essai sur la propriété*, Paris 1904, pp. 303 et ss. Sur la hiérarchie des terres comme le trait caractéristique du régime féodal et la tendance de l'alleu à disparaître, v. entre autres BRUNNER H., *Grundzüge der deutschen Rechtsgeschichte*, Leipzig 1901, pp. 79 et 121 ; CHÉNON E., *Hist. générale du droit français public et privé*, t. 1 Paris 1926, p. 469 ; HOLDSWORTH W. S., *A history of english Law*, t. II 3^e éd. London 1923, p. 213 ; PERTILE A., *Storia del diritto italiano*, t. 1 Torino 1896, pp. 255 et ss.

(7) V. par ex. chez CHÉNON, *op. cit.*, t. II fasc. I (Publié par les soins de OLIVIER-MARTIN), Paris 1929, pp. 140 et ss.

aucune différence juridique entre ces deux prétendues sortes de bachtina. Certes, la bachtina possédée par un roturier était redevable, outre l'impôt impérial, de certaines prestations en nature au seigneur, tandis que sur la bachtina d'un noble ne pesait d'autre redevance que l'impôt impérial, *solch*, et l'obligation de fournir des soldats. Mais cette différence ne tenait pas à la nature des droits de propriété foncière ; elle avait sa source dans la personne du possesseur (8).

Dans notre classification des types de la propriété foncière dans la Serbie médiévale apparaissent aussi deux sortes de proniyas, tandis que tous les auteurs n'en reconnaissent qu'une seule, faisant entrer dans l'histoire du droit, sous la même étiquette, les éléments divers. Cependant, en dépit de leur nom commun, la différence est profonde entre la proniya-administration et la proniya militaire. Comme il arrive souvent dans l'évolution juridique, le peuple, frappé par la ressemblance extérieure, a confondu ces deux institutions. Les proniyas-administrations s'appelaient en droit byzantin *προνοίαι* et les proniyas-militaires *στρατιωτικὰ κτήματα*, mais, puisque dans ce temps de troubles le principal service que fournissait le possesseur d'une *προνοία* était le service militaire, de même que celui d'un *στρατιωτης*, le vulgaire a assimilé les terres militaires *στρατιωτικὰ κτήματα* à la *προνοία* et leur a donné le même nom. C'est ainsi que la société serbe du moyen-âge appliquait le même terme à deux institutions juridiques différentes, puisque l'emprunt n'a été fait dans les codes byzantins, qui à vrai dire ne parlent pas de la *προνοία* mais directement, plutôt en trouvant les deux institutions dans les pays arrachés aux Byzan-

(8) Cfr GUERASSIMOVITCH, *op. cit.*, p. 72.

tins. C'est la raison pour laquelle nous les avons séparées, de même que M. Moutavtchiev (9) l'a fait en ce qui concerne ces deux institutions de l'empire byzantin des XIII^e et XIV^e siècles. Nous remarquons en passant que M. Moutavtchiev a fait erreur en prétendant que la proniya serbe diffère de la proniya byzantine et que dans l'étude de cette institution, chez ces deux peuples, on ne pût pas se servir des rapprochements. A notre avis, au contraire, les Serbes ont trouvé cette institution dans les pays byzantins et n'ont fait que la conserver et l'introduire comme un des rouages de l'organisation sociale.

La bachtina (10) était de même que l'ancienne propriété

(9) MOUTAVCHIEV P., *Organisation militaire et fiefs militaires dans l'empire byzantin*, (en bulgare), *Spisanie na blg. Akad.*, xxvii (1923), v. pp. et ss.

(10) Sur la bachtina, v. DOLENC M., *Le Code de Douchan*, pp. 121 et ss. ; GUERASSIMOVITCH, *op. cit.*, pp. 54 et ss. ; GRACHITCH, *op. cit.*, pp. 61 et ss. ; HAJDEU B. P., *Chrysobulle de Stephan Douchan* (analyse), (en roumain), *Archiva historica a României*, t. III (1867), surtout p. 173 et ss. ; JIRECEK, *Staat*, I, pp. 39 et ss. ; *ib.*, *La civilisation*, etc., p. 39 ; LEBL, *op. cit.*, pp. 79 et ss. ; MARKOWITSCH, *Die Grundbesitzverhaeltnisse*, etc., *Zeitschr. f. vergl. Rechtswiss.* xxii, (1903), pp. 173 et ss. ; MILENOVITCH, *L'évolution de la propriété foncière*, pp. 27 et sss. et 38 et ss. ; NOVAKOVITCH D., *La zadrouga*, pp. 45 et ss. ; NOVAKOVITCH St., *Les Proniyars*, etc. surtout p. 23 ; *ib.*, *Le Code de Douchan*, 2^e éd. passim ; *ib.*, *La bachtina et le boliar*, etc., *Glas xci* (1911), pp. 210 et ss. I ; WLAINATZ, *op. cit.*, pp. 61, 149 et s. et 151 et ss. et d'autres. D'après la dernière opinion de M. Novakovitch, il les a changé deux fois, le principe fondamental de la bachtina consisterait en ce que la bachtina était considérée comme la terre de l'Etat, qui a pu être concédée même à titre héréditaire avec la charge de service militaire. (*La bachtina et le boliar*, etc., p. 231). Il est à peu près revenu sur son opinion de 1870, quand il a écrit que la bachtina est le fief et les droits de bachtina les droits féodaux, v. son *Code de Douchan*, première éd. Béograd, pp. 3 et 12. Mais cette thèse est absolument insoutenable, étant donné le caractère explicite des art. 43 et 174 du Code de Douchan sur le droit du propriétaire de disposer librement de sa bachtina. Dans l'ancien droit serbe on rencontre encore une distinction des propriétés immobilières.

romaine, la pleine et directe propriété foncière, que le titulaire possédait à titre de propriété personnelle. Elle ne pouvait être reprise qu'en cas de haute trahison. Le propriétaire, qui s'appelait bachtinik, en jouissait des revenus et avait le droit de l'échanger librement, de la donner à l'église, de la constituer en dot, de la léguer par testament ou de la vendre. Les terres appartenant en bachtina étaient libres de toute prestation, à la condition de fournir des soldats et de s'acquitter du stoch, impôt qui s'élevait à une perpère correspondant à la valeur de six francs-or, et qui, suivant le cas, pouvait être versé en nature.

Il en était ainsi quand un noble se trouvait en possession d'une bachtina. Si c'était un roturier, il se voyait redevable, en outre, de certaines prestations envers son seigneur, par suite des fonctions publiques que celui-ci exerçait, notamment le service militaire. Ces prestations étaient de nature de droit public.

De l'obligation de fournir des soldats qui pesait sur la bachtina, on a voulu conclure que la bachtina était une sorte de fief. Cependant, le service militaire n'est pas un trait spécifique au fief. Le fief est en réalité un mode de concession héréditaire à charge de service à cheval, mais, plus tard, il perd sa pureté primitive et devient un mode de concession réputée noble. D'autre part, on l'oublie toujours, le fief résulte de la jonction de deux institutions : la vassalité et le bénéfice. Or la bachtina n'est pas semblable au fief. La vassalité n'existait pas dans la Ser-

C'est la bachtina stricto sensu, la terre patrimoniale, *terra avia-tica*, et la koupliénitza, *terra acquisita*. Ces deux expressions équivalent aux terres propres et acquets de l'ancien droit français. Mais cette distinction ne nous regarde pas, puisqu'elle ne relève que du droit privé, n'ayant aucun rapport avec le droit public.

bie médiévale et le bénéfice ne se prête pas à un rapprochement avec la bachtina. La bachtina et le fief sont, au contraire, deux choses absolument différentes. Car, tandis que la propriété d'un bachtinik apparaît comme un droit absolu ne conférant à son titulaire que des droits sans lui imposer aucun devoir, outre ceux établis par l'intérêt public, par le fait même qu'il est isolé dans son domaine et sans lien juridique avec autrui, il existe, au contraire, entre les divers propriétaires du fief, des rapports dont le caractère contractuel est évident.

Et, si on voulait bien chercher dans le monde féodal une forme de la propriété foncière correspondant à la bachtina, ce serait justement à la catégorie des possessions terriennes qui se trouvait en dehors de l'édifice féodal, à l'alleu auquel on s'adresserait. Mais, on n'ose pas non plus assimiler le bachtina à l'alleu en général, étant donné que le franc alleu était dispensé des redevances féodales et par là même, le plus souvent, de toute imposition. La bachtina impliquait le sotch et le service militaire. Ainsi, la bachtina est conforme à l'alleu simple, terre entièrement libre, qui a échappé à la hiérarchisation des terres, tout en continuant à rester soumis aux autorités publiques, au souverain et à ses fonctionnaires ou au seigneur ayant le pouvoir public, « la seigneurie ».

LA PRONIYA-ADMINISTRATION (11), du grec *πρνοία* : soin, administration, apparaît dans la Serbie médiévale pour

(11) Sur la proniya en Serbie et à Byzance, v. DOLENC M., *op. cit.*, pp. 45 et ss. ; GUERASSIMOVITCH, *op. cit.*, pp. 67 et ss. ; GRACHITCH, *op. cit.*, pp. 80 et ss. ; JIRECEK, *Staat*, pp. 40 et ss. : *ib.*, *La civilisation*, pp. 40 et ss. ; LEBL, *op. cit.*, pp. 87 et ss. ; MAIKOFF, *Qu'est-ce que la proniya dans la Serbie médiévale ?* (en russe) *Tchtenia imp. obchchestva ist, i. drevn.*, t. I (1868), pp. 227 et ss. ; MAKOUCHEFF, *Sur la proniya de la Serbie médiévale*, (en russe).

la première fois à la fin du XIII^e siècle. Cette institution est d'origine byzantine ; les Serbes l'ont reprise de Byzance où elle existait déjà aux XI^e et XII^e siècles, comme le signalent les documents historiques. A Byzance et en Serbie aussi bien qu'en Occident, où la richesse essentielle était la terre, la rémunération des fonctionnaires en leur attribuant, à la façon moderne, des émoluments comptés en espèces étant inapplicable, on n'avait d'autre moyen de rétribuer leurs services qu'en leur déléguant l'usufruit d'un domaine fiscal et en leur maintenant, tant qu'ils s'acquittaient de ces services. Voilà la façon dont est née l'institution de la proniya, qui apparaît comme une concession précaire d'un droit de jouissance sur les revenus de certains domaines, concession faite par le prince à ses représentants dans les provinces pour la rémunération de leurs services. Le domaine que le prince concédait ainsi, à titre temporaire, pouvait comprendre toute une unité administrative, la joupà.

La proniya byzantine et serbe n'avait pas le caractère militaire, comme le croient M. Novakovitch et avec lui beaucoup d'autres auteurs. L'origine de la proniya ne sont pas les *fundi limitrophi* ou *agri limitanei* des Romains ni les στρατιωτικὰ κτήματα, στρατιωτόπια ou γῆ βασιλική des Byzantins, parce que même aux XIII^e et XIV^e siècles elle n'a rien de commun avec l'organisation militaire comme l'a

Journ. Min. Narodn. Prosviecht, t. 175 (1874), pp. 1 et ss. ; MARKOWITSCH, *op. cit.*, pp. 177 et ss. ; MILENOVITCH, *op. cit.*, pp. 32 et ss. ; MOUTAVTCHIEV, *op. cit.*, pp. 37 et ss. ; NOVAKOVITCH, *La zadrouga*, pp. 17 et ss. ; NOVAKOVITCH St., *Les proniyars*, etc., surtout pp. 17 et ss. ; *Ib.*, *Le Code de Douchan*, 2^e éd. pp. 182 et ss. et passim ; SKABALANOVITCH N., *L'Etat et l'Eglise byzantine au XI^e siècle*, (en russe), St-Petersbourg 1884, pp. 263 et ss. ; OUSPENSKII Th., *Caractère de proniya serbe et byzantine* (en russe), *Sbornik V. I. Lamanskii*, St-Petersbourg 1883, pp. 1 et ss. ; WLAINATZ, *op. cit.*, pp. 79 et ss.

très bien prouvé M. Moutavtchiev (12) pour Byzance. La proniya était une tenure analogue au bénéfice de l'époque préféodale. Il y a seulement une grande différence entre ces deux institutions non quant à la nature juridique, mais quant à la personne concédante. Le sourd travail qui à l'Occident désagrégea la notion de propriété, à savoir, la subinféodation, n'était pas connu dans la Serbie médiévale, la subinpronyation n'existant pas. Il n'y avait que le prince qui pouvait constituer une proniya (13).

LA PRONIYA-MILITAIRE (14) était, de même que les στρατιωτικά κτήματα une terre concédée à titre héréditaire et grevée de la charge perpétuelle de service militaire. En Serbie, de même qu'à Byzance, par le caractère héréditaire et par la charge du service militaire, la proniya-militaire se distinguait nettement de la proniya-

(12) MOUTAVTCHIEV, *op. cit.*, pp. 37 et ss. ; cfr DOELGER F., *Comte rendu sur le mémoire de Moutavtchiev*, *Byz. Zeitschrift*, Bd. 26 (1926), notamment pp. 108 et ss.

(13) GRACHITCH, *op. cit.*, pp. 84 et ss.

(14) Sur les terres militaires à Byzance, v. GAIGNEROT R., *Des bénéfices militaires dans l'empire romain et spécialement en Orient au x^e siècle*, thèse Bordeaux 1896, surtout pp. 81 et ss. et 89 et ss. ; GFROERER F., *Byzantinische Geschichten*, Bd. III Graz 1877, pp. 6 et ss. ; LINGENTHAL ZACHARIA, v., *Geschichte d. griech.-roem. Rechts*, 3 Aufl. Berlin 1892, pp. 271 et ss. ; MOUTAVTCHIEV, *op. cit.*, pp. 5 et ss. ; RAMBAUD, *op. cit.*, pp. 288 et ss. ; TESTAUD, *Des rapports des puissants et des petits propriétaires ruraux*, thèse Bordeaux 1898, p. 76. Quant à l'opinion de M. GRACHITCH, *op. cit.*, pp. 87 et ss., qu le *krayichté*, semblable à la marche carolingienne était la terre militaire, c'est-à-dire la terre grevée principalement de la charge du service militaire, elle nous paraît trop peu soutenable. Dans la Serbie médiévale, il n'y avait pas, comme à Byzance, de division de terre en terres militaires et en terres civiles, étant donné que le service militaire était général. Tout au plus, peut-on admettre que ces unités administratives, *krayichtés*, avaient des règlements spéciaux qui leur donnaient le caractère militaire, parce que la défense de la frontière demandait une organisation plutôt militaire.

administration. La proniya-administration concédée comme rémunération d'un fonctionnaire n'était pas héréditaire ; elle était en possession d'un fonctionnaire et par là d'un noble, qui ne faisait pas valoir la terre tenue en proniya. La terre militaire se trouvait en possession d'un roturier qui la faisait valoir lui-même et ne différait en rien d'un autre roturier ne possédant pas de proniya.

Cependant, il y a une différence entre la terre militaire byzantine et la proniya-militaire. A Byzance, par sa nature, ce n'était autre chose qu'une terre grevée de la **charge de servir**. Quiconque succédait au bien, héritait aussi de la charge, sinon, il était écarté de tout. En Serbie, les terres n'étant pas divisées en terres civiles et en terres militaires, comme à Byzance, la terre tenue en proniya ne pouvait pas avoir la même nature. D'après les données rassemblées par M. Novakovitch, la proniya-militaire n'était constituée que sur la terre, que le souverain concédait à l'église qui était la plupart du temps exonérée du service militaire. C'est pourquoi, le monarque laissait l'ancienne terre militaire byzantine à son possesseur pour s'assurer d'avoir de la force militaire. Si la famille de soldats, tenancière de la terre, ne s'acquittait pas de son service, elle était dépossédée et la terre donnée à l'église (15).

En ce qui concerne la ressemblance entre la proniya et

(15) Tout notre développement se base sur le texte suivant (et encore d'autres épars çà et là, mais beaucoup moins explicites) : « Dans le lieu... se trouva la proniya impériale et non la bachtina de Dragota. Et, « ma royauté » la donna à l'Eglise. Mais, Manota, le gendre de Dragota, voyant qu'il allait perdre la dot, que lui dona son beau-père, se recommanda à l'église pour tenir la terre de son beau-père, en faisant lui-même le service militaire (à l'église)... Si Manota et ses enfants et ses arrières-enfants s'éloignent de l'église qu'on leur prenne cette terre... » ; NOVAKOVITCH, *Monuments*, etc., p. 614.

le fief, relevée par M. Novakovitch et d'autres, elle est minime. Les différences, au contraire, sont nombreuses : l'existence d'une hiérarchie, d'une chaîne de suzerains et de vassaux caractérisant la féodalité, en Serbie, de même qu'à Byzance, tous les possesseurs des proniyas militaires bien que le but de cette institution et celui du fief soient les mêmes, à savoir, l'organisation d'une force militaire, ne sont pas des vassaux féodaux, mais des soldats, des gens pauvres qui, avec la dislocation de l'empire, devinrent des simples tenanciers de l'église (16).

Le TENURE ROTURIÈRE (17) est très peu connue. La connaissance en est très délicate dans la pénurie des documents qui s'y réfèrent. Tout ce qu'on peut dire, c'est, semble-t-il, que les droits que le roturier avait sur sa tenure, étaient fort peu de chose. Le droit de jouissance sur la tenure s'il existait, pouvait être largement annihilé par le propriétaire ; il n'y avait ni hérédité ni, moins encore, aliénabilité de la tenure. On peut tout au plus signaler que les fils continuaient d'être tenanciers sur la même tenure que leur père et cela par la force des choses, puisqu'ils étaient attachés à la glèbe et puisqu'on avait besoin de leurs bras. D'autre part toutes les charges que ces roturiers subissaient étaient déterminées par les lois.

Toutefois, on peut signaler une différence entre la te-

(16) Cfr. pour Byzance, GAIGNEROT, *op. cit.*, la conclusion ; HARTMANN L., *Ein Kapitel von spaetantiken und frühmittelalterlichen Staate*, Stuttgart, 1913, p. 12. Les ressemblances entre le fief et la terre militaire byzantine et qu'on repète toujours, ont été relevées par CUJACIUS, *De Feudis Lib. V., Opéra II, Neapoli 1858*, col. 1345 et ss.

(17) Sur ce qui suit, v., notamment GUERASSIMOVITCH, *op. cit.*, ; pp. 69 et ss. ; NOVAKOVITCH, *Le Code de Douchan, passim* ; WLAINATZ, *op. cit.*, pp. 189 et ss.

nure roturière de la Serbie médiévale et celle du régime féodal. La propriété féodale manque d'unité juridique. La terre est l'objet d'une multitude de droits réels d'intensité très variable. Et, ce morcellement avait pour conséquence la participation à la propriété du travailleur qui dans la Serbie médiévale, de même que dans le droit romain et l'organisation juridique moderne reste toujours fermier, privé de tout droit réel sur le champ qu'il fait valoir.



Il résulte d'après ce qui précède que malgré certaines similitudes de détails, d'ailleurs souvent assez importantes, l'organisation de la propriété foncière de la Serbie médiévale et celle de l'Europe occidentale présentent, dans leurs grandes lignes, une très grande dissemblance. L'essence du régime n'est pas la même dans ces deux contrées. En Serbie il n'y avait pas de relations contractuelles entre les propriétaires fonciers, plus ou moins importants et indépendants, tandis qu'en Occident, le contrat était, si l'expression est permise, la charpente de la société. Tandis qu'en Occident, il y avait des terres nobles et non nobles, dont le caractère se reflétait dans la nature du droit de propriété, en Serbie, de même qu'à Byzance, la propriété foncière avait à peu près, comme dans la Rome antique, pour tous le même caractère. Quiconque était propriétaire avait un droit absolu que personne ne pouvait attaquer si ce n'est l'Etat et dans des circonstances tout à fait particulières. La différence avec le système romain consistait en ce que la base du régime de la propriété était plutôt l'intérêt de l'Etat que les principes d'équité. Le pouvoir monarchique se plaçait à un point de vue, qui se distinguait à la fois de l'esprit du droit romain et des fonde-

ments juridiques de la féodalité, à savoir, de distribuer la propriété de façon à parvenir aussi bien que possible à la pleine réalisation des charges publiques. Il n'était plus guère question que d'assurer le fonctionnement de l'Etat et l'accomplissement de ses buts.

En interprétant mal cet état de choses, c'est-à-dire les lourdes charges et les grandes restrictions par lesquelles le souverain personnifiant l'Etat, limitait les droits des divers possesseurs terriens, certains auteurs prétendent que le monarque avait un droit de propriété supérieur sur le territoire d'Etat, dont dérivait son droit de commander aux individus installés sur ce territoire, et de leur imposer diverses prestations. Concevoir les choses comme le font les partisans de la théorie patrimoniale, c'est mettre en avant l'idée que les sujets ne possédaient leurs biens qu'à titre précaire et comme usufruit, que la propriété appartenait au prince par voie de souveraineté. Cependant nous avons bien vu dans tout ce qui précède qu'il y avait de la propriété romaine dans la Serbie médiévale.

M. Grachitch, embarrassé par cette thèse, a eu, pour la réfuter, recours à la notion du *droit éminent*. A notre avis, c'était complètement superflu et même une erreur. Pourquoi ne pas appeler ce droit, que le monarque possédait, le droit de souveraineté de l'Etat ? Bien que la différence entre le droit de souveraineté de l'Etat et le droit de domaine éminent soit subtile, on peut les distinguer quand même, et même d'une manière qui ne prête pas à équivoque. Le droit de domaine éminent et le droit de souveraineté limitent l'exercice du droit de propriété. Mais tandis que le droit éminent restreint le droit de propriété à l'intérêt de l'Etat propriétaire ou patrimonial, le droit de souveraineté puise dans l'intérêt de l'Etat, qui se confond

avec l'intérêt public, le droit de donner des ordres (18).

Or dans la Serbie médiévale, ce droit, qui restreignait l'exercice du droit de propriété, était basé et limité par la charge de défenseur et de gardien de l'intérêt national qui obligeait le monarque à veiller à la protection de l'extérieur et à maintenir l'ordre à l'intérieur, les buts de l'Etat, comme nous le verrons plus loin, n'étant pas ceux du propriétaire.

(18) Sur la différence entre le droit éminent du moyen-âge et le droit éminent d'aujourd'hui ou la souveraineté qui apparaît comme un droit réel, v., VILLENEUVE, *op. cit.*, p. 246.

CHAPITRE II

La Nation

§ 1. — *L'aspect ethnographique.*

Au point de vue ethnique, la Serbie médiévale ne présente pas un Etat homogène. Parmi ses habitants, outre les Serbes, on rencontre aussi des Grecs, des Albanais, des Roumains, des Bulgares et des Sasses (Saxons) (1). Mais la différence de nationalité n'entraînait pas de différence de conditions juridiques; à cet égard, toutes les populations étaient traitées sur le même pied, excepté les Sasses qui se trouvaient plutôt dans une situation privilégiée (2). Le système des lois personnelles connu par les peuples barbares, où la nationalité résultait de l'unité d'origine, avait complètement disparu. Les lois étaient territoriales, et l'opinion de M. Politchevitch (3) sur la personnalité des lois dans l'Etat serbe du moyen-âge doit être considérée comme erronée. En effet le principe de

(1) V. pr. ex. chez JIRECEK, *Geschichte*, I. pp. 152 et ss.

(2) GUERASSIMOVITCH, *op. cit.*, p. 77 ; NOVAKOVITCH, *Le Code de Douchan*, p. 220.

(3) POLITCHVITCH, *op. cit.*, p. 340.

la personnalité des lois, comme M. Taranovski l'a bien établi, ne peut être démontré (4). Certes, certaines villes gardent leurs anciens privilèges et continuent à s'administrer suivant leurs propres statuts, mais cette question n'a pas de rapport avec le système des lois personnelles, bien que M. Taranovski (5) soit disposé à l'admettre, car, dans ce cas, il s'agit uniquement d'autonomie locale. La thèse de M. Radoïtchich (6), qui croit que la personnalité des lois existait dans une certaine mesure, c'est-à-dire que le principe de la légalité posé par le Code de Douchan ne s'appliquait qu'aux « pays grecs », n'est pas non plus soutenable. Car, non seulement, le principe de la légalité était en vigueur dans l'Empire tout entier (7), comme d'ailleurs toute la législation (8), mais, en outre, la division même de l'Etat de Douchan en « pays serbes » et en « pays grecs », comme nous l'avons vu, « n'existait que sur le papier » (9). Ici, c'était, comme partout, l'idée de territorialité qui dominait.

Comment donc, après toutes ces considérations, pourrait-on encore concevoir une construction juridique de l'Etat de zadrouga appliqué à la structure sociale et politique de la société serbe au moyen-âge? Dans une zadrouga, de même que dans toute communauté reposant

(4) TARANOVSKI, *Quelques traits*, etc., p. 272.

(5) *Op. et loc. cit.*

(6) RADOÏTCHICH, *Glas* CX (1923), p. 138 note.

(7) TARANOVSKI, *Le principe de la légalité*.

(8) SOLOVIEV A., *Le droit byzantin dans la codification d'Etienne Douchan*, *Nouv. Rev. hist. de droit fr. et étr.*, 4^e série t. VII (1928), pp. 393 et ss. ; *ib.*, *La Législation de Stephan Douchan, empereur des Serbes et des Grecs*, Skoplié, 1928, pp. 63 et ss.

(9) V. *supra*, p. 75.

sur la parenté, où règne le *jus sanguinis*, celui qui n'est pas du même sang n'a pas les mêmes droits que les autres membres (10). Bien mieux, les organisations basées sur le sang, où le principe des rapports personnels prédomine, sont caractérisées par l'absence de l'institution de l'hospitalité juridique ; pour elles, l'étranger est le synonyme de l'ennemi (11). Or, dans la Serbie médiévale, comme on le sait, les concitoyens, même de races différentes, étaient sur ce point de vue traités en égaux. l'Etat ne se basant pas sur le principe de la consanguinité.

Toutefois, si dans la Serbie médiévale on ne rencontre pas de parenté réelle, peut-être y pourrait-on découvrir une parenté fictive ? Un tel essai serait, à notre avis, absolument déplacé, étant donné que la religion n'aurait pas pu offrir sur ce point une base suffisante à l'établissement d'une parenté fictive. Il est vrai qu'à l'origine la religion constituait chez la plupart des peuples la base de l'organisation sociale et politique (12). Il est vrai aussi que même à Byzance, la religion remplaçait en quelque sorte le nationalisme (13). Mais, dans l'Etat serbe du moyen-âge, on ne trouve rien de pareil. Au contraire, non seulement la foi orthodoxe n'était pas le fondement de l'Etat, mais encore la division en catholiques et orthodoxes, si peu sensible qu'elle fût et si flottante que fût la notion que le bas peuple avait du catholicisme et de l'or-

(10) V. *supra*, p. 43.

(11) VIERKANDT, etc., *Allgemeine Staatsverfassungen und Verwaltungsgeschichte, Kultur der Gegenwart*, Teil II Abt. II, Erste Hälfte Berlin u. Leipzig 1911, pp. 141 et 199 ; IHERING, *op. cit.*, p. 41.

(12) F. DE COULANGES, *La cité antique*, 14^e éd. Paris 1912, pp. 31 et ss. ; 129 et 226 et ss.

(13) DIEHL, *Byzance*, p. 179 ; MORTREUIL, *Histoire du droit byzantin*, t. III Paris 1847, p. 32.

thodoxie, cette division produisait quand même une différenciation spirituelle et par la suite ne conditionnait nullement la formation du lien de parenté fictive.

Donc ici, comme partout ailleurs, les faits historiques militent contre la conception qui assimile l'Etat serbe du moyen-âge à un Etat de zadrouga. Il est impossible de découvrir dans la Serbie médiévale un lien semblable à celui de parenté, l'Etat étant hétérogène, tant au point de vue de la religion qu'au point de vue de la composition ethnique.

Cependant, si la société serbe du moyen-âge n'était pas au point de vue ethnographique une agrégation humaine homogène, cela ne veut point dire que les éléments allo-gènes prévalaient ni que l'Etat serbe moyen-âgeux était un Etat anational. Il est impossible d'admettre les allégations de la théorie patrimoniale, d'après laquelle le seul lien, qui unissait les membres de la communauté étatique, était le lien patrimonial, les hommes n'étant alors considérés que comme l'accessoire du territoire, et selon laquelle l'Etat était patrimonial, puisque la nation d'Etat n'existait pas, l'Etat remplissant seulement les fonctions d'un propriétaire. En effet, bien que l'Etat serbe du moyen-âge, de même que les autres formations politiques de la même époque, se fondât sur la dynastie, on y rencontre une conscience nationale déjà bien développée : un lien de nationalité y existait déjà dans une certaine mesure.

Certes, il est facile de prouver que le rôle de l'Etat consiste à satisfaire aux besoins du droit public et de la vie économique et à sauvegarder la vie et les biens de ses citoyens ; il n'a pas de rapports directs avec les intérêts ethniques. Pourtant, si, comme nous le verrons au chapitre suivant, la notion d'Etat n'a pas été ignorée par la

conscience juridique du moyen-âge, si les membres de l'organisation politique serbe de cette époque ont eu l'idée de l'Etat, ils ne l'ont pas eue, pour la plupart, sous une forme abstraite ; la conception qui pouvait dominer leur intelligence, diriger leur volonté, n'était sans doute pas celle de l'Etat en général, mais celle de l'Etat serbe. En d'autres termes, il semble que l'histoire de l'idée de nation ou de patriotisme. Dès lors se pose la question suivante : y a-t-il eu un patriotisme serbe au moyen-âge et sous quelle forme s'est-il exprimé ?

Chaque peuple se fait une idée de sa personnalité ; cette idée est plus ou moins spontanée, plus ou moins fondée sur l'histoire ; elle est plus ou moins désintéressée, plus ou moins suscitée par le gouvernement, l'administration, les écoles et au moyen-âge surtout par l'église. Le nationalisme est jusqu'à un certain point intimement lié à l'évolution politique de la nation.

C'est ainsi que le sentiment national prit naissance chez les Serbes au IX^e siècle, selon l'opinion de la plupart des historiens, parce qu'à ce moment les Serbes apparaissent comme une entité ethnique susceptible d'attraction. Mais ils étaient alors, semble-t-il, peu nombreux ; la grande nation serbe s'est formée un peu plus tard par l'assimilation d'autres tribus slaves sujettes ou voisines (14), auxquelles la tribu serbe imposa son nom, dont l'extension progressive est très instructive à cet égard : vague et flottant à l'origine, ce nom finit par se stabiliser dans les limites de l'Etat ; l'Etat et la nation dès lors se confondent.

(14). Sur ce point, v. DVORNIK, *Les Slaves, Byzance et Rome au IX^e siècle*, th. ès-lettres, Paris 1928, pp. 8 et s. ; NOVAKOVITCH, *Les Problèmes serbes*, Arch. f. sl. philologie xxxiii, p. 440 ; STANOJEVIČ, *Le nom serbe dans les régions serbes occidentales*, Srpski knj. Glasnik VII (1902), pp. 42 et ss.

Dans l'intervalle de quelques siècles quatre acceptions différentes ont été attribuées aux termes serbe, Serbe et Serbie ainsi que, dans une certaine mesure, au vocable géographique Sclavonie qui remplaçait le nom de Serbie dans les documents de Raguse et de Venise.

L'extension géographique de ces noms n'a pas eu dès le début de limites fixes. Lors de l'établissement définitif des Slaves dans la Rascie, le mot de serbe comprenait d'abord une région aux confins de laquelle se trouvait la ville de Rass, et la Bosnie qui était sa dépendance. Plus tard, avec l'indépendance de la Rascie, cette expression ethnique se confond à peu près avec cette dernière, et toutes deux deviennent synonymes. Mais la continuité de l'union politique des autres régions finit par engendrer deux acceptions nouvelles du mot. Tantôt on entendait par Serbie la Rascie et la région côtière par opposition « aux pays grecs », tantôt on appliquait ce terme au royaume et, plus tard, à l'empire tout entier. C'est ce que faisaient les écrivains contemporains serbes de même que les étrangers, qui, lorsqu'il leur arrivait d'écrire sur l'Etat serbe du moyen-âge, emploient généralement les noms de serbe et de Serbie dans le sens qui embrasse toutes les provinces soumises à la dynastie des Nemagnides (15). C'était pour eux une expression équivalente à celle de l'Etat serbe. Les souverains, eux aussi, considéraient leur Etat comme serbe. Ainsi, Nemagna, le fondateur de la dynastie, dans une des chartes accordées au monastère de Hilandare, dit que l'empire appartient aux grecs, la royauté aux Hon-

(15) Les exemples pour ce qui précède, v. chez JIRECEK, *Handels strasse und Bergwerke*, etc., pp. 19 et ss. ; 29 et ss. ; 70 et 74 ; DJERITCH V., *Sur le nom serbe dans l'Ancienne Serbie et la Macédoine*, Beograd, 1904, pp. 9 et ss. ; 43 et s.

grois et la dignité de joupan aux Serbes (16). De même, le roi Miloutine parlant de son pays, dans un des diplômes accordés au même monastère, le nomme « pays serbe » et se dit « roi régnant sur le pays serbe » (17). L'idée politique du serbisme apparaît donc nettement au XII^e siècle, et dès ce moment la conscience nationale se fait sentir. « L'expansion de la force politique sous la dynastie des Nemagnides représentait toujours l'extension de la patrie serbe. La nationalité serbe allait parmi les slaves jusqu'aux limites de l'Etat serbe » (18). Le serbisme et l'Etat étaient deux mots synonymes.

De son côté l'église orthodoxe de la Serbie médiévale, qui travaillait sous les ordres et pour le compte du pouvoir monarchique et achevait par le bas d'œuvre d'organisation poursuivie par la puissance publique, était, elle aussi, toute serbe (19). Elle était tellement serbe « que, plus tard, quand l'Etat eût disparu par suite de l'invasion turque, l'église serbe suppléa, dans les limites de ses moyens, à l'Etat lui-même, et tant qu'elle subsista, elle continua d'être le porte-enseigne du serbisme. » (20).

Mais ce qui est le plus significatif au point de vue qui nous intéresse, c'est que, pour désigner le pays et l'Etat serbes médiévaux, le terme de Serbie étant d'origine littéraire et peu usité, le peuple ainsi que les classes élevées

(16) V. SOLOVIEV A., *Le chrysobulle du grand-joupan Stephan* (ultérieurement le Premier-couronné), Béograd 1926, p. 24.

(17) V. chez MIKLOSICH, *Monumenta serbica*, Vindobonnae 1868, n° 72, p. 76.

(18) NOVAKOVITCH, *op. cit.*, *Arch. f. sl. Phil.*, xxxiii p. 443.

(19) V. les vues suggestives de M. TCHOROVITCH dans son mémoire : *La religion et la race dans le passé*, (en serbo-croate), *Pokrti i dela*, Béograd 1921.

(20) NOVAKOVITCH, *op. cit.*, xxxiv pp. 213.

employaient le plus souvent les expressions « Srblii », les Serbes, et « ou Srbliëkh », chez les Serbes (21), ce qui prouve non seulement l'existence d'une conscience nationale, mais encore démontre combien peu fondée est l'hypothèse de la théorie patrimoniale, les hommes, la nation équivalant à l'Etat. La notion de l'Etat existait donc en dehors de la personne du monarque et de son droit sur le territoire d'Etat. La souveraineté n'était pas patrimoniale et son exercice n'était pas assimilé à l'exercice du droit d'un propriétaire, l'Etat et le souverain étant deux choses distinctes.

Cependant, en règle générale de l'existence d'un sentiment national, ne découle pas nécessairement la parfaite homogénéité d'un Etat, et c'est pourquoi, bien qu'un tel sentiment existât en Serbie médiévale, certains de nos historiens n'en ont pas conclu que l'Etat serbe du moyen-âge était fortement homogène. On a, même souvent, exagéré le nombre des éléments étrangers parmi les populations serbes ainsi que l'importance de leur influence au point de vue de l'évolution de la société serbe médiévale (22). C'est ainsi que, sous l'influence de semblables théories, M. Taranovski a émis une opinion d'après laquelle on doit considérer comme un des traits idiographiques de l'ancien droit serbe le fait que l'on peut y reconnaître « la

(21) *Ib.*, *Le village* p. 3 ; JIRECEK, *Staat*, I pp. 1 et ss.

(22) Pr. ex. au point de vue de la langue, v. STOYANOVITCH LI., *Discours de réception à l'Académie royale de Serbie* (Glas LII, surtout pp. 4 et ss. ; 24 et s.), qui croit à l'influence prépondérante des Romans dans l'évolution de la langue serbe. Cfr. dans le sens contraire ERDÉLIANOVITCH dans le *Recueil des travaux offerts à M. J. Cvijic*, Béograd 1927, pp. 24 et ss.

présence dans sa composition des diverses couches ethnographiques » (23).

A notre avis, cette conception n'est vraie que dans un sens doublement restreint. D'abord, cet aspect du droit serbe médiéval ne peut pas être considéré comme son trait idiographique, car, dans tous les pays l'ethnographie est fortement complexe. La France est celtique, ibérique, germanique. L'Allemagne germanique, celtique, slave. Dans l'Italie, Gaulois, Etrusques, Pelasges, Grecs, sans parler d'autres éléments, s'y croisent dans un indéchiffrable mélange. Les Iles Britanniques, dans leur ensemble, offrent un mélange de sang celtique et germain, dont les proportions sont singulièrement difficiles à définir (24). La vérité est qu'il n'y a pas de nation pure. Vouloir donc voir le caractère idiographique d'un droit dans le fait qu'il est constitué par un assemblage des notions juridiques de divers peuples, nous paraît, malgré l'ingéniosité de la pensée, peu soutenable. Les droits français, italien et d'autres n'ont-ils pas autant ce trait idiographique que le droit serbe. Nous pourrions même dire que ce trait est un phénomène plutôt à peu près général.

D'autre part, on attache trop d'importance à l'influence juridique des diverses populations autochtones de la péninsule balkanique sur les Serbes. Le nombre et la puissance économique, sociale et politique de ces populations ainsi que leur civilisation avaient périclité dans la tourmente qui envahit ces régions dès le III^e siècle de notre ère. Elles n'ont pas pu, par conséquent, exercer sur les Ser-

(23) TARANOVSKI, *Quelques traits idiographiques, etc., Conférences des historiens*, t. I p. 41 ; t. II pp. 261 et ss.

(24) V. PITTARD, *Les races et l'histoire*, Paris 1924, pp. 157 et ss. ; 166 et ss. ; 190 et ss. ; 236 et ss.

bes l'influence qu'on leur attribue. Seule Byzance, en tant que monde civilisé et politiquement bien organisé, était capable de dominer l'esprit des barbares et possédait assez de prestige pour se faire imiter par eux.

En effet, à partir du III^e siècle les régions occidentales de l'empire byzantin offrirent continuellement un champs aux randonnées des diverses bandes guerrières (25). Ces incursions des barbares ne paraissent avoir présenté qu'un caractère meurtrier. Les barbares ne cherchaient pas à s'établir dans les pays de l'empire ; attirés par leurs richesses, ils accouraient de tous côtés pour piller et mettre tout à sac de sorte que, dès le VI^e siècle, ces provinces offraient un aspect déplorable : « de grandes étendues de territoire étaient désertes, les champs se trouvaient en friche et les villes dépeuplées ; l'Illyrie était dévasté de même que la riche Dardanie d'autrefois ; beaucoup de contrées s'étaient vidées de leurs populations et sur les champs devenus incultes, on voyait les os blancs des hommes qui étaient tués ou morts de faim. » (26) Les deux tiers des populations avaient péri, et le reste décimé et affaibli n'avait plus la force de repousser les hordes barbares. Devant l'invasion slave on quittait le foyer pour chercher un abri soit sur les hauteurs et dans les forêts, soit dans les places fortes et les villes maritimes. Ceux qui se réfugièrent dans les montagnes, et qui, plus tard, feront partie de la population de l'Etat serbe, étaient peu nombreux, puisqu'au bas moyen-âge, c'est-à-dire à l'époque des Némagnides, il ne subsiste guère de ces anciennes

(25) Sur ce qui suit, v. principalement STANOYEVITCH, *Byzance et les Serbes*, 2 vol. Novi-Sad 1903-1906.

(26) STANOYEVITCH, *op. cit.*, I p. 120.

populations que douze à vingt mille personnes (27). Ils étaient pour la plupart des pâtres ou ils le devinrent au cours des temps, comme le montre le terme *Vlaque* désignant au moyen-âge le plus souvent le pâtre nomade, et qui originairement s'appliquait à tout étranger habitant au sud des populations slaves primitives (28).

Quelle a donc pu être l'influence de ces populations ? Dépossédées, restées longtemps emprisonnées dans les montagnes, elles avaient perdu leur ancienne civilisation que Rome et la Grèce leur avaient inculquée, et leur organisation sociale ne dépassait guère celle de la tribu ; elles menaient la vie nomade et s'adonnaient souvent au brigandage. Or, dans de telles conditions parler de leur influence sur les peuplades slaves qui, après leur établissement définitif, se consacrèrent à l'agriculture et formèrent des organisations politiques stables, nous paraît peu soutenable. Ce sont, au contraire, les Serbes qui, par leur vie étatique plus développée, influencèrent puissamment sur ces populations (29).

En ce qui concerne l'influence de Byzance, il faut, à notre avis, distinguer d'une part, Byzance elle-même en tant qu'organisation politico-juridique puissante, et d'autre part, le niveau culturel de sa population. Car tandis que

(27) V. FISCHER E., *Die Herkunft der Rumaenen*, Bamberg 1904, p. 121 ; PIC L., *Ueber die Abstammung der Rumaenen*, Leipzig, 1880, p. 57.

(28) KADLEC K., *Les Vlaques et le droit vlaque dans les pays slaves et en Hongrie* (en tchèque), Prague 1916, pp. 3 et ss. ; STENDER-PETERSEN, *op. cit.*, pp. 176 et s. L'opinion de GHERGHEL J., *Quelques contributions à la signification de l'expression vlaque* (en roumain), *Convorbiri Literare*, 52 (1920) pp. 335 et ss., que le mot est d'origine orientale, est dénuée de tout fondement.

(29) SUFFLAY, *Les Serbes et les Albanis*, p. 53.

Byzance, Etat ancien possédant un régime juridique très développé et l'organisation politique la plus parfaite pour cette époque, dominait les barbares et leur imposait sa foi et ses institutions, la population de l'empire byzantin ne fut pas un facteur de l'évolution juridique serbe.

Parmi le bas peuple le droit redevint plus primitif par suite de l'infiltration des barbares, que l'empire ne réussit jamais à helléniser (30). Même, de nos jours, alors que le pouvoir central peut agir à tout instant sur les parties les plus reculées du territoire et les classes les plus basses de la société par les agents qu'il possède jusque dans le moindre village, alors qu'il possède le puissant facteur d'homogénéité qu'est le service militaire obligatoire, on peut voir combien la langue officielle a de peine à gagner sur celle des habitants. Malgré l'école, l'église, l'administration, le peuple conserve sa langue et ses coutumes locales. Comment croire dès lors qu'avec seulement une poignée d'agents dans chaque province, Byzance ait pu faire adopter aux barbares installés dans son empire, sa langue et ses institutions juridiques, au point que ceux-ci à leur

(30) Au xiv^e siècle dans la Thessalie occidentale l'élément slave est prédominant, et dans la Thessalie orientale il ne manque pas ; v. FLORINSKI, *les Slaves et Byzance*, t. II p. 107 et s. Cfr. aussi SOLOVIEV, *La codification de Douchan*. En Albanie presque la moitié de la population est slave ; v. MAKOUCHEFF, *Les recherches historiques sur les Slaves en Albanie au moyen-âge*, (en russe), Varsovie, pp. 47 et ss. — M. W. NAMISLOWSKI, *Wege der Rezeption des byzantinischen Rechts im Mittelalterlichen Serbien*, *Jahrb. f. Kultur u. Geschichte der Slaven*, N. F. I. (1925), pp. 139 et ss., ne s'arrête pas, avec beaucoup de raison, à la tradition comme manière par laquelle la réception du droit byzantin s'est effectuée, puisque le droit byzantin, en ce qui concerne les rapports de droit privé, ne s'appliquent que par des populations des grandes villes et des classes campagnardes cultivées. Dans le sens contraire, v. SOLOVIEV, *op. cit.*

tour aient pu les transmettre comme modèle à leurs voisins non civilisés, surtout si l'on tient compte des relations internationales très irrégulières à cette époque, sinon absolument impossibles, par suite des guerres incessantes et des incursions meurtrières et destructives des bandes de pillards.

Il ne reste donc que Byzance, prise dans son ensemble, qui ait été capable d'exercer une influence sur les Serbes. Avec une puissance publique forte et puissante, une des conceptions les plus magistrales qui se soient jamais rencontrées de l'autorité monarchique, avec une puissance publique admirablement bien servie par une armée puissamment organisée, avec une administration fortement centralisée assurant le fonctionnement de l'Etat, avec une diplomatie habile sachant propager et entretenir le prestige de l'empire, avec une église solidement organisée et une civilisation générale des plus avancées que l'on pût rencontrer à cette époque dans l'Europe demi-barbare, avec toutes ces qualités Byzance a dû être pour les barbares un modèle d'organisation sociale et politique. Et c'est pourquoi l'on peut voir les souverains serbes s'efforcer d'imiter l'autorité publique et l'empire et d'organiser l'Etat d'après la constitution étatique de Byzance ; les institutions politiques et administratives de la Serbie médiévale se calquent sur celles de Byzance ; les compilations juridiques byzantines se traduisent en langue serbe, et l'église serbe, au point de vue de sa constitution intérieure, ne fait que suivre servilement l'exemple de l'église orthodoxe byzantine. C'est ainsi que toute la structure sociale et politique de la Serbie médiévale se vit imprégnée de l'influence byzantine, et que toute la vie sociale et politique fut profondément pénétrée de l'esprit de Byzance.

Toutefois, en ce qui concerne cette influence et cet esprit byzantin qui animaient la vie de la société serbe au moyen-âge, il faut distinguer soigneusement deux sortes de relations juridiques : les rapports entre les personnes privées et les rapports entre l'église et l'Etat d'une part, et le peuple d'autre part. Tandis que l'église et l'Etat, par la force de leur organisation, imposaient dans leurs relations avec la population les institutions qu'ils empruntaient à Byzance, les personnes privées, au contraire, surtout celles qui appartenaient aux basses classes conservèrent les anciennes institutions slaves et réglèrent leurs rapports suivant les coutumes.

C'est donc dans ce sens seulement qu'il faut admettre l'opinion que dans l'ancien droit serbe il y avait aussi des notions juridiques empruntées aux étrangers. Nous ne tenons pas compte des petits emprunts de détail qui sont un phénomène historique général.

En étudiant le droit public de la Serbie médiévale, il est donc absolument nécessaire de prendre en considération l'influence byzantine qui donna aux institutions politiques serbes une telle impulsion qu'on peut parler d'une sorte de développement accéléré de l'évolution politique de la Serbie médiévale, comme l'a très judicieusement remarqué M. Krstitch (31). Ce caractère de l'ancien droit serbe doit être même considéré comme un de ses traits idiographiques, comme l'a brillamment démontré M. Taranovski (32).

(31) KRSTITCH, *op. cit.*, *Glasnik* VI, p. 93.

(32) TARANOVSKI, *Quelques traits*, pp. 265 et ss.

§ 2. — *L'aspect économique.*

Un coup d'œil sur la nation serbe du point de vue économique pourrait paraître quelque peu déplacé dans une recherche consacrée spécialement au caractère de l'Etat. Mais il faut se rappeler que même lorsqu'on se limite à l'étude de l'Etat comme entité juridique, le point de vue économique a encore une importance considérable. L'activité humaine qui a pour objet la production des biens, et les modes de groupement de la société qui en sont la suite exercent une influence profonde sur les relations des hommes entre eux et partant, cette influence s'étend aussi sur les rapports publics. Par là même l'organisation constitutionnelle de l'Etat et son caractère se trouvent également influencés par l'action des forces économiques, surtout quand il s'agit de l'Etat au temps de l'économie naturelle, où, suivant la très juste opinion de Fustel de Coulanges (1), « les institutions sociales dépendent de la manière dont le sol est occupé », — c'est justement « cette manière » qui est le point de départ de toute organisation féodale.

Ainsi la nécessité d'attribuer de la propriété foncière aux comtes carolingiens explique pour beaucoup le caractère féodal qu'ont revêtu par la suite en Occident, au moyen-âge, les fonctions publiques et l'Etat lui-même. C'est aussi le grand domaine médiéval représentant une unité économique et sociale qui a conditionné la formation de la seigneurie, un des éléments constitutifs de la féodalité.

(1) F. DE COULANGES, *Histoire des institutions politiques en France, Les origines du système féodal*, p. 83.

D'autre part, la propriété terrienne, seule richesse à l'époque médiévale, conférait à son titulaire une influence plus ou moins considérable sur la vie politique ; par là même elle était la source des inégalités sociales. Celui qui ne possédait pas, ou ne possédait qu'à un titre inférieur, occupait aussi un rang inférieur dans la vie sociale et politique.

De cette façon il n'est point exagéré de dire que dans un Etat où la terre est, non seulement le capital par excellence, mais presque le seul capital, où l'institution politique dépend pour une large part, de l'institution économique, dans un tel Etat l'organisation et les luttes des classes rurales, maîtresses ou non du sol, déterminent presque entièrement la structure de la société et par là même la forme et le caractère de l'Etat.

La place centrale et presque exclusive de notre travail reste donc aux habitants des campagnes, même si l'on ne saurait présenter un tableau fidèle de la société serbe du moyen-âge, sans distinguer soigneusement la population des villes et celle des campagnes, et sans faire du peuple des cités de l'Adriatique des Nemagnides une étude toute particulière, car il diffère essentiellement et sous les rapports les plus divers de la masse des populations urbaines de la Serbie médiévale tant de ses contrées septentrionales que de celles du Sud-Est. On le voit, il est vrai, que dans l'Etat serbe du moyen-âge, il y avait trois sortes de villes (2). En premier lieu les cités du littoral adriatique

(2) Sur les villes dans la Serbie médiévale, v. JIRECEK, *La civilisation*, pp. 23 et ss. ; *ib.*, *Staat I* pp. 61 et ss. ; NOVAKOVITCH St., *Villes et Cités du moyen-âge en Occident et dans la Péninsule balkanique*, *Archiv. Arch. f. sl. Phil.* xxxiii pp. 321 et ss. ; Sufflay,

qui gardaient les anciens privilèges des municipes romains, transmis de siècle en siècle. En deuxième lieu les villes du Sud-Est qui faisaient partie jusqu'à la seconde moitié du XIII^e siècle de l'empire byzantin et subissaient jusqu'à ce moment les destins des autres villes de Byzance, ces villes, disons-nous, conservèrent leur statut même après leur entrée dans les cadres de l'organisation politique serbe. En troisième lieu les villes de l'intérieur du pays qui se détachaient difficilement de la campagne et ne possédaient pas, pour la plupart, de privilèges pour elles-mêmes, c'est-à-dire que les citoyens ne jouissaient pas en bloc des exemptions etc., mais des privilèges dont la jouissance appartenait seulement à certaines classes d'habitants. Dans ces mêmes villes on rencontre aussi des classes diverses qui chacune avait leur condition spéciale. Cependant, on peut très bien diviser toutes ces villes en deux classes (3). La première comprendrait toutes les villes qui avaient une autonomie plus ou moins grande avec un territoire exactement délimité et un droit municipal particulier et celles parmi les villes de l'empire byzantin qui possédaient, à défaut d'une large autonomie, une justice municipale ayant à sa tête le gouverneur et des juges pris parmi les citoyens. Ces villes, d'ailleurs peu nombreuses, avec leurs citoyens qui menaient une vie politique dans les limites du territoire de la commune, ne sauront entrer en considération que lorsque on voudra envisager l'Etat au point de vue de son unité politique, puisque la condition économique, sociale et politique des citoyens dans

Staedten und Burgen Albanien hauptsaechlich waehrend des Mittelalters, Denkschriften der K. Ak. der Wissenschaften, Bd LXIII Abth. I (1924).

(3) Outre les ouvrages cités dans la note précédente, cfr. *infra*, pp. 118 et s.

leur commune n'influence nullement le caractère de l'Etat, étant donné que la population de ces communes ne jouait aucun rôle politique par le fait que le tiers état, dont elle faisait partie, n'avait pas le droit de s'immiscer dans les affaires d'Etat. A la seconde classe de notre division appartiendraient toutes les autres villes, soit qu'elles émergeaient avec peine de la campagne, c'est-à-dire qu'elles n'étaient pas des vraies villes, mais des marchés situés dans le voisinage d'une forteresse, soit des villes, qui appartenaient jusqu'à la fin du XIII^e siècle à Byzance, ne possédant pas d'autonomie. Les citoyens de ces villes étaient assimilés à la population campagnarde et ne jouaient aucun rôle spécial, ni économique, ni social, ni politique.

Il faut indiquer, dans le même ordre d'idées, qu'en ce qui concerne l'évolution économique et sociale de la Serbie médiévale, vue dans la perspective historique, on devrait faire un discernement entre les régions de l'Ouest et celles qui appartenaient à l'Etat serbe à partir de la fin du XIII^e siècle. Considérer ces deux groupes de régions comme un tout indivisible au point de vue de l'évolution économique et sociale, comme on le fait généralement, nous paraît l'effet d'une illusion provenant de deux sources : en premier lieu de l'exagération de l'influence de l'église ainsi que de celle de Byzance, comme le fait par exemple M. Novakovitch (4) en affirmant que déjà au début du moyen-âge serbe toute la vie portait l'empreinte de la civilisation chrétienne, c'est-à-dire byzantine ; en second lieu de l'insuffisance des documents à rendre frappantes les différences existant dans la structure économique

(4) NOVAKOVITCH, *Le Code de Douchan*, p. VIII.

et sociale de ces deux groupes de régions. Il suffit de rappeler seulement que les Serbes qui ne connaissaient pas l'institution de la *proniya* ni celle de la terre militaire, les trouvèrent, entre autres, dans les pays conquis et les reproduisirent aussi dans leurs propres régions en faisant même de la *proniya* un des rouages de l'organisation sociale. Cependant nous n'insisterons pas spécialement sur cette distinction au cours de notre travail, car si ces deux institutions, ainsi que les autres, que les Serbes rencontrèrent dans les contrées arrachées à l'empire byzantin, engendrèrent des rapports publics nouveaux, elles ne donnèrent pas naissance à des rapports et à des institutions qui auraient changé le caractère de l'Etat, excepté la *proniya* qui signifiait peut-être un pas vers la féodalisation, dont nous parlerons plus tard à propos du fonctionnement et de l'unité politique de l'Etat serbe du moyen-âge (5). Au point de vue économique, la *proniya* ne présentait aucun changement.

Or le caractère essentiel de la vie économique (6) des premiers Etats et des sociétés décomposées n'étant pas sorties de la phase de l'économie naturelle, est la tendance à

(5) V. *infra*, chap. III § 4.

(6) Sur ce qui suit, v. DOPSCH A., *Wirtschaftliche und soziale Grundlagen der europaeischen Kulturentwicklung*, 2^e vol. Wien 1918-1920 ; KOWALEWSKY M., *Die oekonomische Entwicklung Europas*. Bd. II. — *Die Feudalisierung des Grundbesitzes in oekonomischer Beziehung*, Berlin 1903 ; KULISCHER J., *Russische Wirtschaftsgeschichte*, Bd. I. Jena 1925, pp. 38 et ss.; LOT F., *La fin du monde antique et le début du moyen-âge*, Paris 1928, pp. 220 et ss.; 243 et ss.; RUTKOWSKI, *Histoire économique de la Pologne*, Paris 1927, pp. 1 et ss.; SÉE H., *Les classes rurales et le régime domanial en France au moyen-âge*, Paris 1901, surtout pp. 301 et ss.; SEELIGER G., *Die Bedeutung der Grundherrschaft im Mittelalter*, *Abhandlung der phil. hist. Klasse der koenig. saechs. Gesellsch. der Wissen.*, Bd. II. 1, (Leipzig) 1903, surtout pp. 194 et ss. — En faisant entrer le monde serbe dans les cadres de l'évolution économique et so-

prendre pour base l'économie domestique fermée, dont l'expression la plus complète pourrait être le régime domanial dans le sens économique et social du mot. Cette forme de propriété constitue partout un type en germe, puisqu'il répond à l'économie naturelle, aux besoins et aux intérêts des classes puissantes qui revendiquent une situation économique et sociale privilégiée. Les puissants usurpent les terres des petits propriétaires et cherchent à se saisir de leurs personnes en empruntant une partie de leurs forces à des fonctions de l'Etat et de l'église. D'autre part, les populations sans terre, presque unique richesse à l'époque primitive, n'ont qu'une seule ressource qui est de solliciter la protection d'un riche propriétaire foncier : les cultivateurs, les artisans et d'autres personnes recherchent la protection d'un propriétaire domanial et la concession d'un lopin de terre en échange de leur travail. Chaque domaine renferme ainsi dans son sein tous les éléments de main-d'œuvre, nécessaires pour assurer sa subsistance et former de lui une unité économique et sociale complète. C'est un petit monde organisé. Le proprié-

ciale de l'Europe occidentale nous suivons d'une façon générale l'éminent historien polonais M. HANDELSMAN, qui l'a fait pour tous les Slaves dans son mémoire, *Féodalité et féodalisation, La Pologne au V^e Congrès International de Bruxelles, 1923, VII*. C'est une synthèse vaste et brillante, dont les conclusions, cependant, ne peuvent être acceptées par nous, en ce qui concerne l'évolution politique. Les bases de ces conclusions ont été déjà posées dans son ouvrage : *Sur la méthode d'étudier la féodalité, I : Les bases de la comparaison*, (en polonais), Lwow 1917 ; ouvrage consacré à la recherche d'une méthode de comparaison de deux mondes, occidentale et slave, opposés jusqu'aux derniers temps par des historiens. Toutefois, pour le rapprochement de l'évolution des institutions politiques appartenant à ces deux mondes, il sera nécessaire de chercher une nouvelle base, qui n'est certainement pas la féodalité.

taire répartit les services fonciers entre les personnes de toute condition vivant sur son domaine et détermine le nombre et montant des prestations et des corvées. Cette organisation comprend déjà certains rapports de dépendance.

Mais, le grand domaine devenant le centre de l'activité économique et par là même de la puissance sociale, tend, à côté des fonctions économiques et sociales, à remplir aussi les fonctions déterminées de l'Etat, plus ou moins suivant son organisation et sa capacité de répondre aux besoins de la vie publique. Après s'être subordonné les petites unités non domaniales, avec l'abaissement au niveau de dépendance de population agricole, asservie ou libre, le grand domaine s'efforce d'empiéter sur les attributions de l'Etat par excellence, à savoir sur la juridiction. Le régime domanial, en tant que base de l'indépendance et de la force, acquiert un rôle essentiel dans la vie de l'Etat, où le pouvoir central est faible, et où le devoir d'assurer la défense et la sécurité intérieure et extérieure de la société doit incomber à la société elle-même. L'Etat se désagrège et le simple propriétaire domanial ainsi que le fonctionnaire public s'approprient de la souveraineté, soit par la voie d'immunités, accordées par le monarque, soit par un pur et simple accaparement. A la place de l'Etat qui disparaît on voit pulluler de tous les côtés de petits Etats qui ne sont autre chose que des grands domaines munis d'un gouvernement propre et capable d'accomplir toutes les fonctions de l'Etat. Le propriétaire domanial administre, gère, exige le service militaire, tranche les litiges et même légifère. Par démembrement de la puissance publique qui s'est fragmentée et est devenue un des éléments de la propriété des particuliers le

régime domanial s'est transformé en régime seigneurial, où le domaine devient l'unité constitutive, tant au point de vue économique et social qu'au point de vue politique.

Aussi dans la Serbie médiévale, de même qu'en Occident, l'évolution sociale avait abouti à la formation d'un régime domanial. Il y avait une absorption constante de la petite propriété par la grande, — phénomène social dont les princes pour des raisons d'Etat n'avaient pas enrayeré le développement. La cause principale en était l'instabilité de la colonisation au moyen-âge. L'établissement des villages et leur disparition, leur partage et leur fusion, tout cela était extrêmement fréquent. La population était habituée à ces changements de résidence et pouvait s'y décider avec une facilité relative. L'élevage du bétail, qui réclame des pâturages différents en été et en hiver, entraînait la nécessité de déplacement. D'autre part, certains facteurs provoquaient directement des changements incessants. Tout d'abord les guerres ; les guerres heureuses conduisaient à la création d'un grand nombre de nouvelles agglomérations ; les guerres malheureuses faisaient disparaître celles qui existaient déjà. Les famines et les épidémies, terribles dans leurs conséquences, n'étaient pas non plus rares à cette époque ; elles dépeuplaient des villages entiers et forçaient les masses à chercher d'autres endroits pour s'établir. Plus tard venaient s'ajouter les charges écrasantes, auxquelles étaient soumis les petits propriétaires et les populations habitant les domaines laïcs, ce qui les poussait à fuir, principalement vers les monastères, où la vie était relativement la plus aisée. De même le gouvernement central ordonnait la dispersion de la population d'un village entier au cas où l'un d'entre eux avait commis un des crimes déterminés. Toutes ces

circonstances favorisaient l'accroissement du grand domaine, qui travaillait à s'annexer les terres ainsi désertées, et encourageaient leur propriétaire à augmenter son patrimoine, possédé originairement ou constitué par le monarque. C'est quand il s'agit du domaine laïc que ceci avait lieu. Quant au domaine de l'église, l'accumulation des terres dans les mêmes mains a été favorisée encore par les larges libéralités des princes et d'autres personnes ainsi que par la recommandation, fait très fréquent dans ce temps de troubles et de religiosité (7).

C'est ainsi qu'en Serbie le domaine du grand propriétaire était la véritable unité d'exploitation rurale et générale pendant toute la période du moyen-âge, quand la vie économique était restreinte presque uniquement à la campagne ; la vie urbaine était réduite presque à rien. Il subsiste, il est vrai, de petites propriétés contenant une famille ou une zadrouga, mais elles étaient toujours enclavées dans les grands domaines, avec lesquels elles faisaient souvent une entité à l'égard du pouvoir central, notamment en ce qui concerne le service militaire.

L'organisation du régime domanial était dans la Serbie médiévale sensiblement la même que celle qui existait en Occident au moyen-âge. Chaque domaine comprenait deux parties bien distinctes : le manse seigneurial et les tenures des paysans. Le manse seigneurial était cultivé par le propriétaire lui-même au moyen de ces otroks (serfs) et du travail dû par les tenanciers. Les autres terres étaient tenues par les roturiers, qui devaient fournir des corvées et payer des redevances en nature, toutes les deux fixées par les lois. La terre tenue par un tenancier

(7) Pour ce qui est des faits cités par nous ici, v. principalement NOVAKOVITCH, *Le village, etc.*, *passim*.

n'était pas seulement une unité de tenure, mais une unité fiscale, chacune rapportant au propriétaire ainsi qu'à l'Etat la même quantité de taxes et de corvées. Le domaine représentait un petit monde organisé, ordonné ; chaque homme y avait sa place ; les services étaient déterminés. En un mot, il formait une unité au point de vue économique et social (8).

De même qu'à l'Occident et à Byzance, dans la Serbie médiévale, le régime domanial a donné naissance à l'institution de l'attachement de la population au sol. La terre était divisée en grands domaines. Il y avait relativement peu de propriétaires et il n'y avait guère que de grands propriétaires. Le plus grand en était le fisc. Il va de soi qu'un grand propriétaire ne pouvait cultiver lui-même ; il avait besoin de bras. Placé devant ce besoin, le propriétaire du moyen-âge n'avait pas à sa disposition la solution moderne : le salariat, ni la solution antique : l'esclavage. Il avait recours à une sorte de contrat de travail qui obligeait un homme n'ayant pas de terres et voulant vivre de son travail, à prendre pour le cultiver un lot à charge d'une compensation, redevance ou cor-

(8) L'organisation du régime domanial a été variée, comme nous le laissent voir certaines chartres. Le seul moyen d'acquérir une connaissance plus précise serait donc d'établir le plus grand nombre possible des monographies sur l'organisation des domaines. Or, pour la Serbie médiévale, on n'a que deux monographies concernant le régime domanial. Ce sont : GROVITCH R., *La seigneurie de St-Georges à Skoplië du XI^e au XV^e siècle*, Glasnik Skop. Uc. Dr., t. I pp. 45 et ss. (Il y en a un résumé en français) et SOLOVIEV A., *Un comté serbe au temps de l'Empire*, tirage à part du Glasnik Skop. Uc. Dr., t. III. Tant que les monographies ne seront pas plus nombreuses, il faut provisoirement, dans les limites du possible, s'en tenir aux très grandes lignes et se contenter de données approximatives.

vées. Le grand propriétaire devait tendre, par suite du manque de travailleurs, à attacher à la glèbe cet homme qui était libre de rompre le contrat et de partir. Seulement, tandis qu'en Occident c'était la coutume qui avait effectué cette transformation de l'homme libre en colon et en serf, dans la Serbie médiévale c'était le pouvoir central (9).

Certes, les éléments séparés de l'attachement à la glèbe avaient existé dans les domaines ruraux des nobles et de l'église, ainsi que dans ceux du fisc. Mais ce ne fut que sous l'influence de toute une série de circonstances que les éléments disparates des relations agraires, fiscales et personnelles entre paysans et propriétaires fonciers furent pour ainsi dire amalgamés et fusionnés pour former une institution de droit public complet. Parmi ces circonstances, il faut mentionner notamment les besoins croissants d'ordre fiscal et militaire de l'Etat d'une part, et d'autre part, les déguerpissements de colons des domaines seigneuriaux sur les terres de l'église, qui jouissait le plus souvent de l'immunité fiscale et militaire ainsi que judiciaire et où les paysans trouvaient une vie beaucoup plus supportable. Or, pour garder ses redevances, l'Etat serbe, à l'instar de Byzance, devait recourir à des mesures oppressives et lier l'agriculteur à la terre qu'il faisait valoir et dont il n'était que tenancier. Les petits propriétaires au contraire n'étaient pas *glebae adscripti*, puisque l'Etat trouvait une garantie suffisante dans le fait que la terre

(9) Il n'y a guère d'étude sur l'attachement des paysans à la terre. Le meilleur développement est donné par WLAINATZ, *op. cit.*, pp. 172 et ss. qui ne s'occupe pas de son origine. Il serait donc nécessaire de déterminer comment l'attachement est devenu une institution sociale et politique ; mais vu le but de notre étude, nous sommes obligés de nous restreindre à des indications générales.

leur appartenait et que, par conséquent, ils ne pouvaient pas facilement quitter leurs propriétés, qui, dans ce cas, étaient confisquées par l'Etat ou le seigneur. Ce que l'attachement de l'agriculteur à la glèbe était en grande partie l'œuvre de l'Etat, est prouvé aussi par le fait que le souverain pouvait autoriser un monastère à garder les fuyards et à ne pas devoir les rendre, sans se soucier si le fuyard était un « homme de l'Etat » ou un « homme du seigneur » (10).

Cependant, bien que la société serbe du moyen-âge représentât pour la plus grande partie un ensemble d'« hommes domaniaux », c'est-à-dire des hommes, qui étaient attachés à un domaine ou à un autre, et bien que les domaines formassent, de même qu'à l'Occident, une entité du point de vue économique et social, l'Etat serbe médiéval s'oppose nettement à l'Etat occidental qui donne l'aspect d'un Etat domanial, nous voulons dire que le domaine reprend toute l'activité étatique. Dans la Serbie médiévale, malgré la formation des grands domaines, la puissance publique garde ses prérogatives ; le domaine est un organisme au point de vue économique et social et même militaire, mais, au point de vue politique, tout au moins en principe, il est soumis à l'ingérence de l'Etat (11). Tandis qu'en Occident le grand domaine échappe à l'activité étatique, dans la Serbie médiévale, les terres de l'Eglise et de la noblesse de même que celles du fisc sont mises sur le même plan, c'est-à-dire, la grande propriété, sans dis-

(10) NOVAKOVITCH, *Monuments, etc.*, p. 617.

(11) SOLOVIEV, *op. cit.*, p. 42 (résumé en français). Il n'y a que des domaines de l'Eglise qui possédaient des immunités et dont nous parlerons plus loin, p.

tion de possesseur, est toujours le territoire sur lequel s'étend la domination du pouvoir monarchique. Certes, le grand domaine s'efforce de réunir toute l'activité sociale et de s'isoler ; plus encore, l'organisation du service militaire est domaniale, et par suite, le domaine reprend déjà certaines fonctions publiques. Mais l'Etat tâche d'éviter l'éparpillement du pouvoir public et de réunir les deux éléments : fonctionnariste et domanial ; il les associe pour l'exécution du service, en mettant à la tête de la joupa un noble qui y possède une propriété. De la sorte l'Etat conserve l'esprit fonctionnariste des actes que le fonctionnaire propriétaire fait sur son domaine, d'une part, et d'autre part, s'assure que ses ordres seront exécutés, étant donné les peines exorbitantes, encourues par le fonctionnaire propriétaire pour la non-obéissance. C'est le point de vue administratif et judiciaire.

Quant au point de vue du pouvoir législatif, l'opposition entre l'Occident et la Serbie médiévale, de même que l'opposition entre l'Occident et Byzance, est encore plus nette. Peut-être même y a-t-il une différence entre la Serbie et Byzance, où le pouvoir central décline après le XI^e siècle, tandis qu'en Serbie les monarques tâchent d'imiter les empereurs grecs ayant régné avant cette période et disent toujours qu'ils font comme « les premiers empereurs très orthodoxes ». En Serbie, l'activité législative du pouvoir central va toujours en croissant ; à Byzance une décadence très sensible se manifeste avec les chryssobules, postérieures au X^e siècle (12).

Dès le début de la vie étatique les monarques serbes

(12) DIRKSEN H. E., *Hinterlassene Schriften zur Kritik und Auslegung der Quellen roemischer Rechtsgeschichte und Altertums-kunde*, ed. FR D. SANIO, Leipzig 1871, Bd II, Abth II, Abth 2, Theil III Die goldenen Kaiserbullen), p. 97, exagère en assimilant les

s'efforcent de suivre l'exemple de Byzance au point de vue de la législation ; de même que l'Etat, dans son ensemble et ses institutions, qui se modèlent sur l'organisation politique de Byzance, la législation serbe s'inspire de l'esprit juridique byzantin. Le droit de légiférer reste toujours entre les mains du pouvoir central. La Serbie devient au point de vue de la législation un Etat à principe préventif, suivant la terminologie générale de Wagner (13) appliquée à Byzance par M. Hartman (14). L'Etat à principe préventif se propose d'éviter autant que possible les atteintes au droit en général, et non pas de les écarter après coup par des moyens répressifs comme les Etats occidentaux de l'époque, qui peuvent être nommés les Etats à principe répressif. On peut aussi dire, si l'on se place au point de vue du domaine d'application juridique, que les législations byzantines serbes se présentent comme des législations principiellles en opposition avec la législation occidentale qui est casuelle, c'est-à-dire qu'elle n'est appliquée qu'à un cas spécialement visé par le capitulaire. Au point de vue de la législation, l'activité étatique est donc beaucoup plus intensive dans la Serbie médiévale, de même qu'à Byzance, en comparaison avec celle des Etats occidentaux (15).

chryssobulles aux *Sanctions Prapmaticae*. Les chryssobulles concernent, le plus souvent, les intérêts privés, et par là se rapprochent des *Rescripta*, beaucoup plus que ne le font les *Pragmatica*, bien qu'ils visent parfois l'intérêt d'un particulier. Car tandis que les *Pragmatica* le font par exception, pour les chryssobulles c'est le principe, au moins pour celles du XIII^e et XIV^e siècles.

(13) WAGNER A., *Les fondements de l'économie politique*, trad. franç., t. III Paris 1872, pp. 402 et ss.

(14) HARTMANN, *op. cit.*, p. 21.

(15) Sur la législation serbe du moyen-âge en général, v. GRACHITCH, *op. cit.*, Première partie, et surtout SOLOVIEV A., *La légis-*

On voit donc que l'Etat serbe du moyen-âge n'est pas un Etat domanial. Le domaine est une unité économique et sociale. Mais, au point de vue politique, excepté certains monastères qui possèdent une immunité fiscale, militaire et, dans une large mesure, une immunité judiciaire, tous les pouvoirs appartiennent à l'Etat. La puissance publique ne laisse pas aux seigneurs le soin de percevoir l'impôt, d'administrer et de rendre justice en son nom et moins encore de légiférer ; en un mot, les seigneurs n'empiètent pas sur les attributions de l'Etat. C'est l'Etat qui détermine les corvées et les prestations ; c'est aussi, en son nom, que la justice est rendue. Le gouvernement central n'éprouve même pas le besoin de couvrir la petite propriété de sa protection contre l'envahissement des grands domaines, puisque ceux-ci sont soumis à sa domination. Au contraire, l'Etat trouve son intérêt dans cette absorption de la petite propriété par la grande, puisque le domaine est plus capable de répondre aux exigences du fonctionnement de la société et surtout de fournir des soldats, qui sont le besoin le plus pressant dans ces temps de guerres incessantes.

§ 3. — *L'aspect social. — Les ordres.*

Aujourd'hui on prétend généralement que la société serbe du moyen-âge se divisait en deux classes bien distinctes : la classe privilégiée et la classe non privilégiée,

lation de Stephan Douchan, empereur des Serbes et des Grecs, pp. 68 et ss, où nos vues se trouvent à peu près esquissées, seulement d'un autre point de vue. Tous les autres auteurs et opinions sont mentionnés dans ce dernier livre.

avec tous les privilèges pour la première et le poids des charges publiques pour la deuxième (1). Telle est le plus souvent l'idée simpliste que l'historiographie contemporaine a suggérée à la plupart des hommes, mais ce qui arrive toujours pour les théories très simples, elle est tout-à-fait incomplète, nous dirions même non véridique ; toute la constitution de l'Etat et son caractère se montrent par ce fait sous un faux jour. Pour saisir le vrai caractère de l'organisation politique, dans son ensemble, il apparaît donc nécessaire d'étudier l'Etat au point de vue de sa structure sociale.

On ne trouve nulle part dans les documents cette division établie par l'historiographie moderne. Dans la Serbie médiévale, il y avait toute une série de classes privilégiées avec des transitions parfois à peine sensibles. Dans la classe dite non privilégiée, il existait même des classes, si l'on peut les nommer ainsi, jouissant des privilèges. Il faudrait à notre avis, comme l'a fait d'ailleurs M. Taranovski (2), diviser toute la société en trois ordres : la noblesse, le clergé et le tiers-état ; c'est la noblesse qui tenait entre ses mains l'administration du pays ; c'est le clergé qui s'occupait de la foi ; ce sont deux ordres ensemble qui avec le souverain détenaient le pouvoir législatif ; c'est enfin le tiers-état qui ne jouissait pas de tous les droits politiques.

D'autre part, si l'on est d'accord avec la division communément admise, on devrait nécessairement ajouter à la noblesse et au clergé, les populations des côtes de l'Adriatique et de quelques autres villes arrachées à l'empire by-

(1) Cette division est établie par KRSTITCH, *op. cit.*, *Glasnik* VII, pp. 101 et ss., 122 et ss. Seulement pour lui, la classe privilégiée est quand même une classe des serviteurs de l'Etat.

(2) *Le Code de Douchan*, etc., pp. 32 et ss.

zantin au XIII^e siècle, comme faisant partie de la classe privilégiée, puisqu'elles possédaient des privilèges en tant qu'unités. Cependant, on ne saurait parler de ces populations comme d'un ordre, mais tout au plus, on peut dire qu'il y avait une sorte de fédéralisme de commune urbaine. Car, bien que certaines libertés municipales existassent, ces villes ne participaient pas à l'exercice du pouvoir ces villes ne participaient pas à l'exercice du pouvoir central. Leurs populations ne contribuaient pas, par la fusion avec les éléments gouvernants de la campagne, à donner une impulsion nouvelle au développement de la constitution basée sur le système d'ordres, qui avait commencé à éclore dès la formation de l'Etat des Némagnides (3). Ces populations sont restées enfermées chacune dans leur circonscription communale et leur cercle local, tracés par des chartes. Si les membres de ces petits mondes politiques, si l'on ose employer cette métaphore, venaient prendre part dans la vie politique de l'Etat, ils le faisaient à titre personnel ; ils n'étaient ni députés, ni représentants auprès du pouvoir central. Ils devenaient des employés du pouvoir central, servaient loyalement le monarque, faisaient une carrière de fonctionnaire, honorable et même brillante, mais isolés et en quelque sorte déracinés, ils ne représentaient ni leur pays natal comme un député d'Etat provincial à l'Occident, ni même l'esprit qui animait la vie sociale de ces restes des anciens municipes romains.

Or, comme nous l'avons dit tout à l'heure, la société serbe se décomposait en trois ordres juridiquement dis-

(3) Pour ce qui précède, consulter JIRECEK, *La civilisation* pp. 23 et ss. ; *ib. Staat.*, I p. 60 et ss. ; NOVAKOVITCH, *Villes et cités*, *Arch. f. Phil.*, xxv pp. 321 et ss.

tincts, mais pas fermés (4) : la noblesse, le clergé et le tiers-état. La Serbie médiévale se présente donc comme l'Etat des ordres. Seulement pour ne pas abuser du terme, nous préférons employer le nom de l'Etat « ordonné ». Car, bien que, comme dans tous les Etats des ordres, la population fût classée dans les ordres ou les corps sociaux, juridiquement distincts et superposés l'un à l'autre, chacun occupant dans le système social la place que lui assignait le droit public, l'Etat serbe du moyen-âge était tout autrement « ordonné » que les pays de l'Europe occidentale. Dans ces derniers, la féodalité et la faiblesse du pouvoir monarchique a permis la formation des classes sociales puissantes, rivalisant avec le pouvoir souverain et foncièrement indépendantes de lui. En Serbie, il en était autrement, ce qui est d'ailleurs très facile à comprendre si l'on envisage les différents ordres qui composaient la société serbe du moyen-âge : la noblesse, l'église et le tiers-état.

Si par la noblesse on entend la classe à laquelle le droit reconnaît des privilèges se transmettant par le seul fait de la naissance et si, d'après la définition, elle se distingue nettement des classes qui existent dans toutes les sociétés humaines et que l'on peut appeler l'aristocratie, dont les membres doivent à leurs richesses, à leur rôle politique, à l'illustration de leurs ancêtres, une considération et une influence héréditaire, mais ne jouissent que de privilèges purement moraux, ou, tout au moins, que de privilèges de

(4) M. JIRECEK pense cependant par suite d'une erreur inexplicable, que dans la Serbie médiévale les classes formaient des corps fermés, bien que lui-même cite les exemples de passage d'une classe à l'autre, v. p. ex, sa *Civilisation*, p. 12.

fait, l'existence d'une noblesse dans la Serbie médiévale ne se laisse entrevoir qu'à la fin du XII^e siècle (5).

Au début, les Serbes et en général les Slaves, de même que tous les peuples primitifs, encore à l'état des organisations gentilices et des hordes, sans gouvernement et sans discipline, ne connaissaient pas de noblesse, mais à mesure que l'Etat s'organisait, qu'il y avait besoin de chefs, de magistrats pour défendre la tribu et l'individu, le talent, la richesse, le courage ne tardaient pas à distinguer quelques citoyens auxquels le vulgaire, dans son admiration, assignait un rang supérieur (6). Ils devenaient illustres, bien connus et estimés. A leurs descendants, bien que ceux-ci ne possédassent ni la même valeur, ni les mêmes vertus, bien qu'ils n'eussent aucune de leurs qualités, le peuple, en souvenir de leurs aïeux, leur gardait malgré tout un peu d'estime, c'est pourquoi on les appelait *blagorodni*, *blagorodnitzi*, de *blagorodan* : εὐγενής, nobilis (7), c'est-à-dire de famille noble, ou *plemeniti*, qui donne à

(5) Sur la définition de la noblesse, cfr. GUILHERMOZ A., *Essai sur les origines de la noblesse en France au moyen-âge*, Paris 1902, p. 1. — D'après M. STANOYEVITCH, *Histoire*, etc., p. 190, il y aurait eu une superposition des éléments sociaux déjà au moment des invasions slaves dans la péninsule balkanique. Tout en admettant cette affirmation, nous ne pouvons pas considérer ces éléments comme des classes sociales juridiquement distinctes.

(6) En ce qui concerne l'origine de la noblesse, il n'y a pas encore d'opinion généralement adoptée. Nous suivons à peu près l'opinion de M. JIRECEK, négligeant toutefois les affirmations qui paraissent contradictoires (comp. son *Staat*, I p. 43 et p. 47), et celle de M. WLAINATZ (op. cit., pp. 5 et ss., 24 et ss. ; 49 et ss.), en adoucissant la rigidité de sa conception sur la *staréchinstvo* (de *staréchina* : senior) comme l'unique origine de la noblesse. Sur la noblesse serbe du moyen-âge, outre les ouvrages cités, v., GRACHITCH, op. cit., pp. 92 et ss.

(7) MIKLOSICH, *Lexicon*, p. 27.

peu près la même idée : *nobilis*, *herditarius*, *bonus*, *utilis*, *clemens* (8). Une analogie peut s'offrir aujourd'hui avec *koutchitch* au Montenegro, de *koutcha*, maison, famille. C'est ainsi qu'à part quelques familles, dans différentes joupas, jouissant du privilège de fournir les joupans, chefs politiques, il n'existait pas de noblesse à proprement parler. Mais, la considération morale ne tardait pas, dans un temps plus ou moins long, à donner naissance au privilège juridique. Ce privilège juridique apparaît à notre avis, au moment de la formation de l'Etat serbe du moyen-âge. Le prêtre de Dioclie, historien serbe du XII^e siècle ne mentionne pas encore l'existence des classes sociales distinctes (9). Aux assemblées d'alors prennent part, d'après lui, le peuple qu'il nomme *populus*, ou *exercitus*, sans distinction, et le prince régnant. La noblesse se forma en même temps que l'Etat médiéval, c'est-à-dire quand les monarques serbes firent prévaloir leur autorité sur celle des chefs locaux, qui cessèrent d'être des chefs héréditaires pour devenir agents du pouvoir central. Par le bon sens, le pouvoir central a dû transformer la coutume va-

(8) *Ib.*, p. 571. Le noble s'appelait encore *velmoj*, *boliar*, *vlastelin*, et le petit noble *voin'*, *voinik'* et *vlastelitchitch* ; JIRECEK, *Staat I* p. 44. — En vieux slave *vel'moj* : (mot à mot grand homme) *optimatum unus*, dynasta ; *boliar* : *optimatum unus*, princeps, ὕπατος ; *vlastelin* (de *vlast* : pouvoir) : princeps, dux ; *voin*, *voinik* : miles, *vlastelitchitch* : (mot à mot fils de *vlastelin*) vir nobilis inferioris ordinis, v. DANITCHICH, *Dictionnaire*, t. I pp. 107, 65, 125, 145, 228. — Le terme *boliar*, d'origine bulgare, est venu aux Serbes, Roumains et Russes par la littérature ; v. NOVAKOVITCH, *La Bachtina et le boliar etc.*, Glas xci (1913), pp. 248 et ss. SERGUEYEVITCH S., *Antiquités juridiques russes*, (en russe), I (1890), pp. 297 et ss. fait dériver ce terme, soit de *boi* (guerre), soit de *dē bol*, *bolii* (meilleur), ce qui est erroné.

(9) *Chronique du prêtre de Dioclie*, éd. Chichitch, Introduction page 176.

gue du privilège plutôt moral, en un privilège bien déterminé. Voici pourquoi, dès le début, le privilège commence par être lié en quelque sorte à la fonction.

A ces familles viennent s'ajouter aussi les membres proches et éloignés de la famille régnante qui, ainsi que les membres de la plupart des familles d'anciennes petites dynasties, constituaient probablement la haute noblesse. Cette dernière se voyait encore augmenter de temps en temps de membres de la petite noblesse que le monarque faisait, par une faveur toute spéciale, entrer parmi les puissants.

La basse noblesse s'est formée des anciens compagnons des petits princes régionaux et plus tard des fonctionnaires (10). Lorsqu'est apparu le système monarchique, les princes pour assurer le fonctionnement et l'administration de l'Etat avaient besoin d'hommes, pour cela ils s'entouraient de leurs compagnons *droujiniks*, de *droujina* : compagnie. Ces droujiniks y vivant dans l'entourage immédiat du prince formèrent une classe d'hommes influents, et plus tard peu à peu se transformèrent en fonctionnaires et en même temps en nobles, parce que comme tels ils caquirent certains privilèges. Le fonctionnarisme est le fait puissant qui a contribué à la formation de la noblesse, en permettant aux gens de s'enrichir et d'obtenir des privilèges aux dépens de leurs administrés.

Cependant, grâce à des personnalités remarquables de la maison souveraine et à l'influence de Byzance, le pouvoir central de la Serbie médiévale savait toujours dominer la puissance des nobles et conservait au cours de tout le moyen-âge le caractère fonctionnariste de la noblesse.

(10) Cfr NIEDERLE, *op. cit.*, p. 181 et *infra*, p. 132.

Le monarque avait des armes formidables. Il avait l'appui de la justice et du clergé ; il sut rallier la plus grande partie de la noblesse elle-même, en lui prodiguant des grâces et des faveurs. D'un autre côté il affaiblissait la noblesse en introduisant toute une échelle des degrés de magistrature d'une part, et d'autre part, en multipliant les anoblissements et la concession des titres (11).

Ainsi le noble reste toujours fonctionnaire. Les plus puissants n'ont jamais songé à empiéter sur la prérogative dans l'administration souveraine, si toutefois ils ont eu des ambitions de ceindre la couronne, en se proclamant princes, et cela seulement après la mort de Douchan, moment d'anarchie complète, ce que le système de recrutement militaire par domaine rendait facile. Mais ce n'étaient que des rebelles, car il semble bien, que, même à l'apogée de son pouvoir, le bachtinik et le proniyar siégeant en justice, n'aient pas pensé à se considérer comme autre chose que comme fonctionnaires du pouvoir central. C'est comme cela qu'il est possible d'expliquer comment Stephan Douchan a pu séparer l'administration de la justice et enlever aux seigneurs, fonctionnaires administratifs, le droit de juger. Un fonctionnaire, parfois quasi-héréditaire, tel fut le caractère du noble. Ainsi, le plus puissant seigneur se vante d'avoir passé tous les de-

(11) Depuis la fin du XIII^e siècle les monarques serbes et surtout Stephan Douchan en imitant les empereurs byzantins introduisent les titres byzantins et créent des nouvelles dignités. Sur ce point, v. NOVAKOVITCH, *Les dignités et les titres byzantins dans les pays serbes du XI^e au XV^e siècles* ; *Glas* LXXVII (1908) ; cfr. aussi JIRECEK, *Civilisation*, pp. 8 et s. ; *ib.*, *Staat* I pp. 14 et ss.

grés de la hiérarchie supérieure de la magistrature avant d'obtenir le plus grand honneur (12).

Dans le plan social de la vieille constitution serbe, la noblesse n'a donc jamais constitué une aristocratie. C'est-à-dire qu'elle a toujours été une classe des serviteurs chargés d'assurer le respect des lois et non pas une classe de gouvernants, chargés de les faire. Que la noblesse n'ait pas toujours compris son rôle de cette façon, que parfois certains nobles aient essayé de se rendre maîtres, au point de vue politique, des provinces confiées à leur administration ainsi que de leurs domaines, où ils étaient déjà maîtres au point de vue économique, nous n'avons pas la pensée de le contester. Mais tant qu'il y avait un pouvoir central fort, l'empereur Ouroch n'y compte pas, la noblesse ressemblait tout à fait aux « hommes de service » de la Russie. Comme eux, la noblesse serbe devait accourir au premier appel du souverain. Le principal devoir de la noblesse était le service militaire, qui devait être rendu sous peine de confiscation des biens et de l'extradition. En outre, la plupart des fonctions étaient remplies par les nobles et la plupart des fonctionnaires devenaient nobles. Voici pourquoi on peut dire, sinon que c'était une noblesse de fonctionnaires, tout au moins que les nobles étaient serviteurs de l'Etat (13).

D'autre part, si l'on se met au point de vue des rap-

(12) Nous ne traduisons pas cette inscription à cause des commentaires qui devraient être très longs pour expliquer les titres. Nous renvoyons à JIRECEK, *Staat*, I p. 16 et à NOVAKOVITCH, *Les dignités et les titres byzantins, etc.*, Glas LXXVII (1908), p. 249.

(13) A propos du caractère de la noblesse, comp. ce que nous avons cité dans notre introduction.

ports entre le monarque et la noblesse, on peut constater aussi une grande différence, si bien qu'on pourrait dire qu'il y a un type européen-oriental, type spécial de l'Etat des ordres. En Occident, les ordres, les corporations, les Etats provinciaux par leurs privilèges limitent étroitement le cercle des droits régaliens. Le monarque garde toujours quelque peu de l'ancien suzerain féodal, *de primus inter pares*, il doit respecter les droits des ordres, comme il veut qu'on respecte les siens, sous peine de se heurter aussitôt contre la résistance, même armée du lésé, qui dispose de ces droits en vertu d'une sorte de contrat. Le monarque a toujours le caractère d'un contractant ; son pouvoir est limité par les droits subjectifs des ordres (14). Au contraire, dans la Serbie médiévale, de même qu'à Byzance, le pouvoir monarchique est limité par la loi objective. La même loi détermine et garantit aussi les droits des ordres. (15).

(14) Sur ce qui précède, v. TEZNER FR., *Technik u. Geist des staendisch-monarchischen Staatsrechts, Staats-und socialwissenschaftlichen Forschungen*, Bd. xix, 3, Leipzig 1901, pp. 8 et ss.

En ce qui concerne les droits subjectifs des ordres que M. Tezner distingue des droits subjectifs en général, nous n'admettons pas ces distinctions. Sur la critique de ces distinctions, voir chez SPANGENBERG H., *Vom Lehnstaat zum Staendestaad*, *Hist Bibl.*, LP, München 1912, p. 145 et passim ; BALZER O., *A propos d'une esquisse nouvelle de l'histoire de l'organisation politique en Pologne* (en polonais) ; *Kwart. historyczny* xx (1906), pp. 289 et ss. ; BELOW G. v., *System und Bedeutung der landstaendischen Verfassung, Territorium und Staat* (1900), p. 163 ; PEKAR, *A Propos de l'histoire de l'Etat des Ordres*, (en tchèque), *Ces. cas, hist.*, VII pp. 439 et ss.

(15) Sur cette distinction, voir aussi *supra*, pp. 30 et s.

Le deuxième ordre (16), le clergé avait, de même que dans tous les Etats médiévaux, une grande importance sociale et politique, qui trouvait sa source dans la *primitivité* de l'organisation et le mouvement religieux du temps. Les buts et les devoirs éthiques, l'acheminement vers une culture avancée, aussi bien matérielle qu'intellectuelle, tout cela était l'œuvre de l'église. L'Etat avait aussi besoin de l'église pour organiser et assurer le maintien de l'ordre juridique. En ce sens, on peut dire que l'église ne visait pas seulement un but ethico-religieux, mais, au contraire, qu'elle était une institution étatique de premier ordre, une partie composante de l'Etat, dont il ne pouvait pas se passer. La tâche politique de l'unification du pays sous la dynastie des Nemagnides était pour une large part l'œuvre de l'église orthodoxe serbe.

D'autre part, le clergé avait accumulé des richesses immenses ; il s'était acquis, par des donations et des legs, des grands domaines, des immunités et des privilèges divers. Les grands domaines composés de fonds et de paysans faisaient de l'église non seulement un propriétaire, peut-être plus riche que l'Etat lui-même, mais aussi un seigneur disposant d'une masse de paysans travaillant la terre, de fonctionnaires, qui dirigeaient l'administration ; tous les deux formaient une armée de clients naturels.

C'est ainsi que l'église orthodoxe serbe devient au moyen-âge une puissance économique et sociale des plus

(16) Sur ce qui suit, v. JIRECEK, *La civilisation*, pp. 15 et ss. ; *Ib.*, *Staat* I pp. 45 et ss. ; KRSTITCH, *op. cit.*, pp. 125 et ss. ; LEBL, *op. cit.*, pp. 92 et ss. ; NOVAKOVITCH, *Le Code de Douchan*, *passim* ; TARANOVSKI, *Le Code de Douchan*, pp. 33 et ss. ; surtout TCHOROVITCH, *op. cit.*

considérables ce qui aurait pu lui faire jouer un rôle social et politique de premier plan. Nulle autre classe de la société serbe du moyen-âge n'était mieux placée pour prétendre à exercer une influence dominante sur les affaires publiques.

Cependant, malgré la puissance acquise par la possession de nombreux biens, d'immunités et de privilèges, par les empiètements, assez fréquents, sur le pouvoir public, par l'immixtion dans les questions d'ordre politique, malgré les pénétrations constantes entre la puissance religieuse et la puissance civile, l'église serbe n'a jamais joué le même rôle que le clergé à l'Occident. Dans la Serbie médiévale les rapports entre l'église et l'Etat débutent et finissent par l'alliance, qui prend souvent l'air d'une tutelle de la part de l'Etat, ce qui est le cas avec toutes les églises orthodoxes nationales.

Dès le commencement de l'Etat serbe du moyen-âge, l'église avait mis à la disposition de la puissance publique tout ce qui par son influence facilitait la consolidation de l'Etat et la disparition des petites principautés plus ou moins indépendantes. Cette œuvre d'unification ainsi que d'organisation politique, tâche difficile de l'Etat, a été poursuivie par l'église pendant tout le moyen-âge. De ce travail naquirent des rapports très étroits entre l'Etat et l'église, de sorte que ces deux se confondaient le plus souvent, ce qui entraînait la tutelle de l'église par l'Etat.

D'autre part, si les monarques serbes ne cumulent pas, comme les empereurs byzantins, les pouvoirs des souverains pontifes, s'ils ne concentrent pas en eux l'autorité absolue en matière religieuse, s'ils ne dictent pas les règles de foi, le pouvoir religieux est quand même partagé entre le souverain et l'église. Les monarques serbes sont

maîtres des consciences de leurs sujets. Ils proscrivent les cultes dangereux ; ils ordonnent la persécution contre les sujets en qui ils voient des ennemis de l'Etat à cause de leur foi. Le code de Douchan ainsi que de nombreuses chartes contiennent beaucoup de dispositions sur la religion, l'organisation de l'église et la discipline du clergé. Pour nommer les archevêques, les rois réunissent des assemblées des clercs qui choisissent l'archevêque en présence du monarque. L'article 25 du Code de Douchan dispose que « ne règnent sur l'église que l'empereur, le patriarche, et le logothète ». L'archevêque est élevé à la dignité du patriarche par l'empereur. En un mot, bien que l'église soit plus ou moins indépendante en droit, en fait elle reste pendant tout le moyen-âge un rouage de l'Etat.

Tout le reste du peuple appartenait au troisième ordre (17) qui comprenait les diverses classes sociales : pâtres, agriculteurs et populations de villes. Ces dernières se divisaient, à leur tour en deux groupes de citoyens : les habitants des villes qui étaient assimilés aux paysans et les habitants qui jouissaient d'un statut spécial conférant à la ville une autonomie plus ou moins large. Mais tous, ils possédaient une condition juridique plus favorable que les campagnards.

(17) Sur le troisième ordre, v. entre autres, GUERASSIMOVITCH, *op. cit.*, pp. 80 et ss. ; NOVAKOVITCH, *Le village, passim* ; WLAINATZ, *op. cit.*, pp. 143 et ss. — Le troisième ordre s'appelait d'un nom commun *sebri*, de *sebar* dont le sens, en haut moyen-âge, était « unadliger freier Bauer », mais, par extension, comprenait aussi les habitants des villes ou, peut-être mieux, par un rétrécissement du sens, qui comprenait d'abord tout membre de la communauté reposant sur le principe de consanguinité et tendit, plus tard, à se restreindre seulement aux paysans, agriculteurs ; v. JOHANSON dans *Indog-Forschung* II (1892-93), pp. 5 et ss. et Uhlenbeck, *Kurzg etym. W. d. gotisch. Sprache*, p. 124, qui le mettent, avec raison, en rapport avec germ. *Sippe* et sanscr *sebhya-* : la parenté.

Les agriculteurs se divisaient en propriétaires et non-propriétaires. Les propriétaires possédaient la liberté complète. Les non-propriétaires avaient perdu leur ancien *status libertatis*. Ils étaient devenus des colons attachés à la glèbe, soumis à ce droit mixte, composé d'éléments de droit privé et d'éléments de droit public, qu'est le droit seigneurial. Le seigneur varie : tantôt c'est l'église, tantôt c'est l'Etat lui-même, tantôt c'est le noble, bachtnik ou pronyar. Les pâtres habitaient en groupes sociaux distincts les crêtes des montagnes, menaient la vie nomade et n'avaient, comme les précédents, que le droit de s'administrer et de régler leurs affaires intérieures eux-mêmes.

Cependant, au point de vue politique toutes ces classes différentes composaient un même corps. Ils n'avaient pas le droit de s'immiscer dans les affaires publiques et ne possédaient qu'une autonomie locale, plus ou moins large, suivant la classe et la région. Ils ne pouvaient pas, par conséquent, rivaliser avec le pouvoir central.

§ 4. — *L'aspect politique.*

On vient de voir que la société serbe du moyen-âge se divisait en différentes classes sociales juridiquement dis-

On pourrait le mettre aussi en rapport avec sl. *sjabr* et ses significations diverses de « nachbar, theilnehmer, bekannter, gemeinschaftliche arbeit », et avec lit. *sebrase* « haelftner, gefaehrte, kunde » ainsi qu'avec lett. *sabri* « mitwirth, freund, kunde » comme les significations nous indiquent, bien que Miklosich s'y oppose; v. MIKLOSICH, *Etym. Woerterbuch*, pp. 289 et 297. Mais nous ne voyons aucune parenté entre le mot *sebar* et le nom *serb*, *srblin*, etc. ni au point de vue philologique ni au point de vue de signification juridique ou socialo-culturelle, comme le suggère : M. TARANOVSKI, *Quelques traits*, p. 264.

tingentes, qui se superposaient les unes aux autres. Cependant, bien qu'il y eût des ordres et que l'on entend souvent dire que l'Etat serbe du moyen-âge était féodal, la vérité est qu'il n'y a que trop peu d'analogies entre la structure de la société serbe et celle de la féodalité. De la féodalité du moyen-âge occidental au statut des classes sociales de la Serbie médiévale aux XIII^e et XIV^e siècles, la différence en dépit de quelques traits extérieurs communs, tels que la dépendance des paysans et les grands domaines, est profonde. La société féodale est une société hiérarchisée, avec les centres de pouvoir public superposés les uns aux autres, tandis que la société serbe est linéaire, puisque les hommes sont tous directement soumis à un seul centre politique, qui est le monarque (1). La structure même des classes sociales supérieures que nous avons décrite tout à l'heure, ne permettait pas une telle formation. Tous les nobles étaient égaux et indépendants les uns des autres. Tout homme qui n'était pas noble, ou clerc séculier supérieur, ou bien clerc régulier, était dans un état de quasi-servitude. Aucun gouvernement ne saurait être plus opposé aux devoirs mutuels et à la longue gradation du système féodal.

On prétend à tort, que dans la Serbie médiévale existait un régime féodal, en invoquant l'existence d'une noblesse puissante et d'une oppression croissante des paysans. La noblesse puissante et l'oppression croissante des paysans ne sont pas des traits caractéristiques de la féodalité. Il demeure que l'organisation de la grande propriété tend à créer des rapports de clientèle analogues à ceux qui caractérisent le régime féodal, particulièrement

(1) V. *infra*, chap. III § 4.

à une époque de communications malaisées et périlleuses. Mais, de ces rapports de caractère plutôt économique et social aux rapports féodaux, rapports politiques, il y a une grande distance. Si l'on considère la féodalité au point de vue des rapports du client au patron, on voit que, si à défaut du pouvoir souverain de l'Etat, le régime patronal peut assurer quelque protection aux faibles, ce n'est qu'aux hommes libres ; parmi les fidèles que le seigneur prend sous sa sauvegarde, ne figurent pas les paysans. Ces derniers ne sont pas des fidèles, des vassaux, mais des personnes dépendantes, attachées à la glèbe, soumises à la juridiction du seigneur, même si l'on veut, opprimées (2). La dépendance économique et *glebae adscriptio* ne sont pas l'essence du régime féodal (3).

En Occident, après que la force de l'Etat se fut dissoute pendant le haut moyen-âge, la société s'est reconstruite sur un plan nouveau, par le groupement spontané des plus faibles autour des plus forts, ceux-là s'obligeant de leur personne à certains services, ceux-ci s'engageant en retour à les protéger. A l'obéissance collective se sont substitués les liens personnels, nés de contrat de fidélité. La notion même de l'Etat s'est perdue. Le lien politique, lien étatique est remplacé par le dévouement personnel. Par ce dévouement personnel s'est formée une hiérarchie des personnes ou une chaîne personnelle qui enlève les sujets à l'Etat ; les sujets se trouvent médiatisés. A la place du principe que tous les sujets sont directement soumis

(2) Cfr. SÉE H., *Les classes rurales et le régime domanial en France*, p. 133.

(3) Cfr. ADAMS G. B., *Constitutional History of England*, New-York 1921, p. 42 et s.

à l'autorité de l'Etat, apparaît le principe : *vassalus vassali mei non est vassalus meus*.

D'autre part, au cours de l'évolution sociale, le dévouement personnel, la vassalité, s'est combiné, avec le bénéfice et a donné naissance au fief, organe vital du régime auquel il donne son nom. Le système de rémunération par la concession du bénéfice, qui ne s'appliquait d'abord qu'aux fonctionnaires publics, s'est montré aussi très pratique quand il s'agissait des rapports entre le suzerain et le vassal. Par la formation du contrat féodal et les rapports qui en dérivent, le groupe féodal, un des éléments constitutifs de la féodalité, qui sont au nombre de deux, se voit formé. Pour suppléer à l'absence de la puissance publique, les deux hommes s'associent au moyen de ce singulier contrat d'assurance, qu'est le contrat de fief. Par la force des choses, ce groupement ne reste pas restreint à ces deux hommes. Plusieurs personnes se réunissent autour du même seigneur d'une part, et d'autre part, ils réunissent à leur tour plusieurs personnes sous leur puissance. C'est ainsi qu'est apparu le groupe féodal, l'âme de toute la féodalité (4).

Or, dans la Serbie médiévale, il n'y avait pas de groupe féodal. Le fief n'existait pas, puisque la *proniya*, le bénéfice, n'était pratiquée que par le pouvoir central et n'était concédée qu'aux fonctionnaires publics.

Quant à la vassalité, elle ne se rencontre pas non plus dans la société serbe du moyen-âge. Il demeure, il est

(4) Sur ce point nous suivons l'opinion communément admise, v. p. ex. CHÉNON, *Histoire générale du droit français*, I pp. 479 et ss ; DECLAREUIL, *Histoire générale du droit français*, Paris 1925, pp. 165 et ss ; PERROT, *Histoire du droit français*, Paris 1930, pp. 194 et ss.

vrai, que le dévouement personnel n'était pas inconnu aux anciens Slaves. La création d'un lien capable de faire d'un homme en dépendance l'homme de son patron remonte aux âges les plus reculés et passe pour appartenir au patrimoine commun de la race aryenne : il se présente parallèlement dans l'antiquité sous la forme de la clientèle romaine, du *comitatus* germanique et de la *droujina* (compagnie, compagnonage) slave.

La *droujina* a beaucoup d'analogies avec le *comitatus* germanique et dérive de la même source. La *droujina*, d'après l'étymologie même du mot (*droug* signifie ami, compagnon, *drougina* réunion d'amis, compagnie), comprend les compagnons d'un petit prince qui vivaient dans son entourage, le suivaient dans sa vie et l'aidaient à gouverner le pays. De même que le roi était le centre du *comitatus* germanique, le prince slave était celui de la *droujina*. Comme le *comitatus* germanique, la *droujina* slave se rattachait à son chef par un lien de fidélité, lien purement moral. Ce lien est ferme, formé pour toute la vie, et implique une obéissance et un devoir moral très étroit (5).

Cependant, ce devoir étroit qu'impose le dévouement personnel à l'homme dépendant, n'est pas incompatible avec l'Etat, s'il demeure dans d'étroites limites, s'il reste circonscrit, comme chez les anciens, dans les bornes de la famille, même largement étendue ; mais si ce devoir déborde son cadre, s'il envahit le domaine public, il devient un dissolvant par l'excellence, pour la substance de l'Etat. L'idée fondamentale de l'Etat, l'idée du service civil et militaire dû en vertu du devoir civique, cette idée se remplace par l'idée du service personnel, dû en vertu d'un contrat librement consenti. Or, en Occident, les cir-

(5) Sur la *droujina* slave, v. NIEDERLE, *op. et loc. cit.*

constances qui ont conditionné l'évolution du haut moyen-âge, ont donné au dévouement personnel une extension telle que l'organisation politique a été aussi profondément transformée. Dans la Serbie médiévale, au contraire, dès le début de la vie étatique la puissance publique était si forte que le besoin du groupement spontané des plus faibles autour des plus forts n'avait pas lieu. Il existait seulement la recommandation des personnes aux monastères, excitées par la foi ardente ou par la vie dure sur les domaines des laïcs, ce qui est le cas des roturiers. Mais, ces recommandés continuaient à être soumis à l'autorité publique, tant que l'église elle-même n'était pas exempte par l'immunité ; ils étaient tenus envers l'Etat aux mêmes services et prestations que les autres sujets. La recommandation ne paraissait donc nullement comme un élément dissolvant. Tout le reste de l'ancien dévouement personnel semble avoir été détruit par l'esprit du fonctionnarisme, que Byzance inculquait aux Serbes du moyen-âge. Dans la Serbie médiévale l'idée fondamentale de l'Etat, que les pouvoirs étatiques s'exercent par l'intermédiaire des fonctionnaires, est très vivante. En Occident, au contraire, il n'y avait pas de fonctionnaires, il n'y a même plus d'Etat, car le fonctionnaire d'autrefois exerce ses pouvoirs à titre personnel et souvent, le plus souvent, ses pouvoirs s'exercent sur des personnes liées à lui par le serment de fidélité.

Peut-être, dans la période qui précède la formation de l'Etat serbe du moyen-âge, on pourrait découvrir encore des traces du dévouement personnel de l'ancienne droujina slave, dont le reste serait encore conservé, d'après M. Taranovski (6), dans l'institution du cheval de bataille

(6) TARANOVSKI, *Quelques traits*, p. 256.

et des armes que le monarque donnait aux nobles et qui revenaient au souverain après la mort de celui qui les tenait. Ce dévouement personnel intervenait peut-être dans les rapports entre les chefs des divers *civitas* ainsi qu'entre les chefs et les premiers fonctionnaires dépendant du pouvoir central. Seulement, nommer cet état de choses féodalité nous paraît absolument insoutenable. La comparaison entre les seigneurs féodaux et les chefs serbes à laquelle nous invite M. Rojkov (7), ne nous semble que partiellement exacte. Il convient en effet de ne pas oublier que la *civitas* serbe est une formation sociale du peuple primitif, tandis que la société féodale est formée de tous autres éléments ; ce qui est vrai, c'est que si l'édifice féodal repose, sans doute, à certains égards, sur des assises nouvelles, au moins les matériaux qui ont servi à le construire sont d'ancienne extraction. Si les sociétés primitives et les sociétés décomposées tendent par les mêmes besoins à reproduire des institutions analogues, celles-ci ne sont jamais identiques, le milieu étant, dans ces deux formes sociales, bien différent, spécialement en ce que les sociétés décomposées sont encombrées des débris de la civilisation antérieure. Aussi, M. Rojkov exagère-t-il en assimilant le petit seigneur féodal au chef du groupe serbe ou au grand propriétaire de la Serbie médiévale. Le groupe féodal et la formation serbe sont, il est vrai, tous les deux des groupes organisés pour la défense mutuelle. Seulement, tandis que le groupe féodal le fait en dehors de l'action de la puissance publique, le groupe serbe se confond en réalité avec le groupe étatique, et par la suite son action est l'action même de la puissance pu-

(7) V. *supra* p. 28.

blique, car la formation serbe a une physionomie toute particulière, étant une formation étatique primitive, où certainement la parenté traditionnelle joue un rôle important.

D'autre part, on pourrait supposer l'existence des soldats domestiques dans la Serbie médiévale, de même qu'à Byzance, où la présence de ces soldats auprès de particuliers est un des faits nombreux qui montre l'anarchie envahissant l'empire byzantin et, par là même, une préparation lointaine de la féodalité. Sans doute, le monarque serbe a des serviteurs qui exécutent ses ordres et aussi une garde de mercenaires ; sans doute, les joupans et les kéfaliyas, comtes serbes, ont une force de police ; sans doute enfin, les riches propriétaires domaniaux ont des domestiques, qui sont souvent armés, comme chacun d'alors cherche à l'être, mais en réalité, ces serviteurs, mercenaires et domestiques que l'on trouve dans beaucoup d'autres milieux, diffèrent profondément non seulement de vassalité féodale, mais ils se distinguent aussi très nettement des droujiniks slaves, ou comites germaniques. La vassalité n'est point d'une condition basse et quasi-servile. La pratique exacte du comitatus germanique nous apprend que le comitatus, de même que la droujina slave, comprenait un groupe de gens appartenant à des familles distinguées. Peut-on dire le même pour les serviteurs, domestiques et mercenaires ? Peut-on croire qu'ils auraient pu donner naissance à une vassalité féodale ? Cela est trop peu probable.

Il est donc impossible d'admettre, aussi bien pour le haut que pour le bas moyen-âge, l'opinion suivant laquelle il y avait une féodalité forte et puissante dans la Serbie médiévale. Les auteurs se sont fait cette idée sous l'in-

fluence de la théorie qui affirme que la féodalité est une forme sociale par laquelle tous les grands peuples ont passé aux origines de leur histoire et qui parle ainsi couramment d'une féodalité celtique, japonaise, marocaine et d'autres. Croire à un parallélisme d'évolution serait être dupe des mots et commettre une erreur certaine. Certes, la féodalité n'est pas non plus proprement occidentale et médiévale. Il se pourrait bien que les mêmes causes qui ont déterminé la formation du régime féodal en Occident, se retrouvent aussi dans un autre milieu social et produisent une féodalité pareille à celle qui a existé dans l'Europe occidentale au moyen-âge. Seulement, dans la Serbie médiévale, ces causes ne se rencontrent pas ; les conditions toutes particulières ont créé un état des choses qui ne se rapproche nullement de celui en Occident, tout au moins au point de vue de la hiérarchie des terres et des personnes (8).

(8) Tout en ne croyant pas à la féodalité en tant qu'une phase par laquelle passe tous les peuples dans leur évolution historique, certains auteurs supposent que le régime féodal s'était établi dans la Serbie sous l'influence dominante de la féodalité byzantine. Cependant, bien que les plus grandes autorités en byzantologie pensent qu'une féodalité existait à Byzance (v. notamment DIEHL, *op. cit.*, pp. 177 et ss. ; OUSPENSKII, *L'évolution sociale et la féodalisation de l'empire byzantin*, (en russe), *Annaly-Journ. vseobi istorii* t. II (1923), pp. 95 et ss. ; RAMBAUD, *op. cit.*, pp. 258 et ss. ; STEIN E., *Untersuchungen zur spaetbyzantinischen Verfassungs und Wirtschaftsgeschichte, Mitteil. zur osman. Geschichte*, t. II (1923-5), pp. 1 et ss. ; VASSILEVSKII A., *La domination latine en Orient, L'époque des empires latin et nicéen*(1204-2161), (en russe), Saint-Pétersbourg 1923, pp. 56 et ss., et tant d'autres), l'existence d'un régime féodal chez les Byzantins ne peut pas être démontrée. Certes, le régime domanial et l'attachement des paysans à la glèbe y existent, mais ils ne sont pas des traits caractéristiques de la féodalité. Il est vrai, d'autre part, que dans les provinces byzantines les puissants élargissent leurs domaines au dépens des petits

propriétaires (TESTAUD, *op. cit.*), font les empiètements sur l'autorité centrale, malgré les lois impériales (ZACHARIAE, *Jus graecorom.*, III pp. 234 et ss., Mortreuil, *op. cit.*, II p. 330) ; ils deviennent soldats, chefs militaires (CANTAC., I cap. 38 ; III cap. 10), exercent souvent les uns contre les autres le droit de guerre privé (PORPHYR., *De adm. imp.*, cap. 50 éd. Bonn. p. 225), luttent au besoin contre l'empereur (CANTAC., III cap. 25), et, d'après ce que nous montrent dans le Péloponèse le *Livre de Conquête* et la *Chronique de Morée*, ils entrent tout naturellement au même titre que les Francs dans la nouvelle organisation féodale. Cependant, avant la conquête franque la vassalité n'existe pas à Byzance (AQUENSIS, *Historia*, I. II c. 16. — Migne, *Patr. lat.* 166, col. 419 et s.) et même, plus tard les byzantins dans les rapports entre eux ne se servent pas de cette institution barbare (v. dans LAVISSE ET RAMBAUD, *Hist. Génér.*, II p. 872). Même au XIII^e siècle après la mort de l'Empereur, tous les gouverneurs se considèrent déposés (CANT., I cap. 2). Parfois les gouverneurs, qui ont souvent un très large pouvoir, octroyent des privilèges aux villes qu'ils administrent, sous la réserve, cependant, de la sanction ultérieure de l'empereur (MIKL, et MULLER, *Acta*, V p. 85). La juridiction est entre les mains de la puissance publique (LE PETIT, *La réforme judiciaire, etc.*, *Echo d'Orient*, IX p. 135), et les juges répondent devant l'empereur (v. texte publ. par TAFRALI O., *Théssalonique au XIV^e siècle*, p. 64 n. 3). L'inexistence du système des fiefs n'a pas besoin d'être démontrée (v. DOELGER F., *Beitraege, etc.*, *Byz. Arch.*, IX p. 93 n. 5). D'une façon générale, malgré l'anarchie et la présence des seigneurs féodaux d'Occident, la tradition romaine de la centralisation des pouvoirs s'est conservée ; tout, en principe au moins, dépend de l'empereur, personnifiant l'autorité de l'Etat, loi vivante et suprême.

CHAPITRE III

La Puissance Publique

§ 1. — *Le prince.*

On ne sait pas exactement comment s'appelaient les premiers chefs chez les Slaves, mais on a l'habitude de les nommer *starosta*, *staréchina* (1), traduction du latin *senior* employé en certains endroits comme synonyme de *joupan*, le premier nom que nous ont transmis les sources historiques (2). Cependant, étant donné que les premières formations politiques chez les Slaves, de même que chez les autres Aryens, se rattachaient à la famille et à ses agrégats, il paraît aussi fort probable que les chefs de famille ou de gens étaient en même temps les premiers chefs politiques et que, par conséquent, ils devaient s'appeler *gospod* ou *gospodar*, *dominus* (3), dont le sens ori-

(1) *Stariechina* : dux, princeps, gentis princeps, magistratus ; MIKLOSICH, *Lexicon*, p. 861.

(2) Cfr. NIEDERLE, *op. cit.*, p. 182 ; KREK, *op. cit.*, p. 157.

(3) MIKLOSICH, *Etym. Woerterbuch*, p. 182 ; *gospod'* < *gos-poti* < sansc. *pāti*, de même que le grec *δεσπότης* < *dem-s-poti* : *paterfamilias* ; v. Schrader, *Sprachvergleichung und Urgeschichte*, p. 327 ; pour l'étymologie, cfr. aussi UHLENBECK, *Die lex. Urverwandschaft*, etc., p. 20.

ginaire était le même que celui du grec *despotès*. On peut aussi admettre, avec certains auteurs (4), que les mots indigènes originels pour le titre joupān étaient *vladyka*, dominus, dux (5), et *velmoja*, optimatum unus, dynasta (6), despotès (7), qui figurent dans les plus anciens textes slaves pour le grec δεσπότης (8).

Il n'est pas nécessaire d'insister davantage sur le sens qu'impliquaient ces termes, puisque d'une part leur emploi n'est pas attesté par des textes historiques, et par conséquent, tout cela ne reste qu'une hypothèse scientifique, et d'autre part, on voit facilement que ces termes ne renfermaient nullement une notion de propriété. Tout au plus, on pourrait admettre qu'il paraît qu'originellement, le droit de gouverner dérivait du pouvoir qu'avait le chef de famille. Cependant, dès que les Slaves avaient formé des unités plus larges, embrassant à la fois plusieurs familles ou gens, là aussi, bien que la puissance publique et le pouvoir paternel se confondissent sur la même tête, il ne faut pas croire que le droit public n'existait pas. Le chef des groupes était éligible ; il était élu par la communauté et se trouvait dans une situation précaire : sa fixité dépendait d'une défaite ou d'une mauvaise récolte. Le pouvoir du chef était donc une sorte de magistrature. D'ailleurs, quoiqu'il en soit, l'idée de patrimonialité sous

(4) Cfr. NIEDERLE, *op. et loc. cit.* ; KREK, *op. et loc. cit.*

(5) MIKLOSICH, *Lexicon*, p. 66.

(6) *Ib.*, p. 60.

(7) V. la note suivante. MIKLOSICH ne connaît pas cette signification.

(8) JAGIG V., *Entstehungsgeschichte der kirchenslavischen Sprache*, 2^e éd., Berlin, 1913, pp. 330, 397 ; SREZNEVSKII, *Matériaux pour servir, etc.*, t. I col. 240, 267 ; cfr. NIEDERLE, *op. cit.*, p. 182, n^o 3.

n'importe quelle forme ne peut pas être prouvée pour les premiers temps de la vie étatique, surtout quand on sait que l'autorité des chefs est en rapport direct avec le développement de la fonction politique, par conséquent très faible, tandis que rien de plus absolu que le pouvoir d'un propriétaire ou si l'on veut d'un *paterfamilias*.

Quant au titre *joupan*, la question est fortement débattue, comme nous l'avons déjà dit. Pour les uns, ce mot est d'origine sanscrite, de même que le mot *joupa* dont il est dérivé (9) ; pour les autres, c'est un mot d'origine turco-tartare, signifiant *compastor* (10), et appartient spécialement au prébulgare (11) ; enfin, d'après la troisième opinion, qui nous paraît la plus juste, le terme *joupan* est un emprunt slave à l'illyro-thrace. Le mot n'est pas d'origine sanscrite, puisqu'il n'est pas attesté chez tous les Slaves, de même que le mot *joupa*, et puisque aucune des filiations philologiques suggérées n'est admissible. Il n'est pas non plus d'origine turco-tartare, puisque cela ne peut être prouvé. Il n'avait pas le sens de *compastor* (12). Toutes les filiations philologiques que Peisker propose ne valent pas grand chose : (*k*)*opan*, (*c*)*oban*, et d'autres noms pareils ne peuvent pas donner en slave un (*z*)*upan*. Les auteurs qui attribuent ce mot au prébulgare renvoient avec une persistance persévérante à M. Thomsen. Cependant, c'est le seul point que M. Thomsen n'a

(9) V. *supra*, pp. 61 et s.

(10) PEISKER, *op. et loc. cit.*, cfr. *supra* p.

(11) V. p. ex. FEHER G., *Denkmäler der Kultur der Urbulgaren*, (en bulgare, un résumé en allemand), *Bulletin de l'Institut archéologique bulgare*, III (1925), p. 57 ; MLADENOV St., *L'essai de Thomsen, Spisanie na blg. Akad.*, xxxv (1926), pp. 61 et ss.

(12) V. *supra*, p. 62, à propos de *joupa* : *compascua*.

pas discuté (13). Il est impossible, par conséquent, de l'utiliser pour une étude scientifique. Il est donc le plus probable que le mot joupān soit d'origine illyro-thrace, puisque la filiation proposée par M. Ostir (14) est fort soutenable d'une part, et de l'autre, le foyer même du terme se borne dans les limites de l'habitat des anciens Illyro-thraces.

Tout en admettant cette dernière opinion, nous ne pouvons presque rien conclure quant au caractère juridique de la dignité de joupān. Était-ce un chef qui gouvernait en vertu du droit privé ou un prince dans le vrai sens du mot ? Tout ce que l'on peut répondre à cette question, c'est que ce terme n'impliquait nullement la notion d'un propriétaire. Déjà, d'après les premières connaissances que l'on possède sur ce terme, celui-ci désignait un titre, une fonction à la cour des Avars (15). Chez les Slaves du Sud ce terme s'appliquait, de même, au chef d'une *civitas* seulement, qui était un magistrat en quelque sorte, puisque, comme nous l'apprend Porphyrogénète (16), en ce temps les Slaves du Sud n'avaient pas de vrais princes, mais des joupāns qui étaient élus par le peuple.

Plus tard, nous voyons Stephan Nemagna dire que la dignité de joupān est donnée aux Serbes par Dieu. On peut donc se convaincre que la notion de joupān et la notion de propriétaire ne se confondaient pas. De même, au bas moyen-âge, le mot ne désignait rien d'autre qu'un noble,

(13) THOMSEN V., *Une inscription de la trouvaille d'or de Nagy-Szent-Miklos*, *Det kgl. Danske Vidensk. Selskab. hist.-fil. Meddelelse*, I, 1 (1917), pp. 15 et ss.

(14) OSTIR, *op. et loc. cit.*

(15) THOMSEN, *op. cit.*, p. 17.

(16) PORPHYR., *De administrando imp.*, cap. 32, ed. Bonn., p. 146.

un dignitaire, et un fonctionnaire, le plus souvent *judex* (17).

Dans le haut moyen-âge, outre le titre de joupan, on rencontre aussi celui de *knĭaze*, *knèze* : princeps (18), dont se nomment certaines principicules slaves. Ce titre équivalait au début à celui de joupan ; Krstitch (19), se trompe quand il croit que ce nom indiquait un prince indépendant et souverain, en opposition du joupan qui était, d'après lui un chef politique reconnaissant la suzeraineté d'un monarque étranger. Mais, déjà au XII^e siècle, ce titre commence chez les Serbes à ne s'appliquer qu'à des dignités inférieures à celle de joupan, c'est-à-dire d'un chef d'une communauté politique indépendante, surtout depuis que Nemagna prit le titre du grand joupan (20). Quoiqu'il en soit, ce qui importe pour nous, c'est que ce terme n'impliquait pas une notion de patrimonialité. Ce mot provient du *kuninga* germanique, et, comme en ger-

(17) V. JIRECEK H., *Prové*, pp. 442 et s. ; *Majouranitch*, *op. cit.*, p. 1725 ; HANDELSMANN, *op. cit.*, p. 65. — Aussi chez les peuples à qui ce terme est venu par l'intermédiaire des Slaves, il n'impliquait pas une idée de propriétaire. Ainsi en Hongrie *s(z)upanus* : praefectus, dux, comes, et sa forme magyarisée *ispan* : dominus, comes, bellidux, Gemeindevorsteher ; v. BARTAL, *Gloss. med. et inf. lat. Regni Hung.*, Lipsiae 1901, p. 644. En roumain, cependant, outre la signification de maître, seigneur (v. DAMÉ Fr., *Nouveau dict. romano-franç.*, Bucarest 1894, p. 251), ce nom a encore le sens du maître (en parlant des négociants et des industriels) par suite de la combinaison avec l'expression de jupin pour un juif, ce qui montre le mot jupin employé ironiquement en parlant d'un juif.

(18) MEKLOSICH, *Lexicon*, p. 294 ; *ib.*, *Etym. Woerterb.*, p. 115.

(19) Krstitch, *op. cit.*, *Glasnik* VII, p. 29.

(20) Cfr. GORSIC F., *Les joupan et les knèzes dans l'histoire du droit yougoslave*, *Cas. za zgod. in narodop.*, XXIV (1929), pp. 16 et ss. ; cfr. aussi sur les divers titres, RADOSLAVOV Ts., *Les titres des princes bulgares*, (en bulgare), *Bull. de l'Institut archéologique bulg.*, V (1928 à 1929), pp. 159 et ss.

manique, il signifiait aussi en slave primitivement un homme libre, un noble, un personnage illustre (21) ; par conséquent, son sens n'était pas lié à la notion de la propriété foncière.

Avec le titre *krali*, rex (22), que prend Stephan le Premier-couronné, la fonction politique du prince se trouve exprimée clairement. Ce terme, soit d'origine germanique de **karlaz*, soit qu'il se soit formé sur le nom de *Carolus Magnus* (23), indique que le prince est un chef politique indépendant. Le monarque n'est plus seulement un chef barbare reconnu par Byzance ; il est un souverain sacré et couronné, couronné par la couronne que le pape lui a envoyée (24). Par ce fait, le monarque serbe entre dans le cercle des souverains du monde civilisé.

Avec le titre de *tzar* (25), empereur, que prend Stephan Douchan, le caractère public du pouvoir monarchique atteint le plus haut degré. Ce n'est même plus seulement une tête couronnée, c'est l'empereur dans le sens du mot que lui attribuaient Byzance et l'Empire Romain du

(21) Sur ce point, v. chez STENDER-PETERSEN, *op. cit.*, pp. 198 et ss.

(22) MIKLOSICH, *op. cit.*, p. 803.

(23) V. la discussion chez STENDER-PETERSEN, *op. cit.*, pp. 203 et ss. ; cfr. aussi OSTIR, *Beitraege zur alarodischen Sprach-Wissenschaft I (lat. fiscus, etr. Zahlwoerter)*, Wien und Leipzig 1921, p. 137. Nous tenons aussi le terme *krali* d'origine germanique.

(24) JIRECEK, *Geschichte*, p. 296 et s. ; *ib.*, *La civilisation*, p. 5.

(25) Le titre de *tzar* vient de *caesar* (v. PROZOROVSKII, *Sur la signification du titre de tzar, Izvestia imp. Rousk. Arch. Obcht.*, t. VIII, 1877, pp. 197 et ss. ; 449 et ss.) par l'intermédiaire de Gots (STENDER-PETERSEN, *op. cit.*, pp. 210 et ss.). Il désignait d'abord tout prince ; c'était un titre sans application déterminée (SOBOLEVSKII, *Tchten. v. ist. Obcht. Nestora let.*, VI pp. 7 et s. ; NOVAKOVITCH, *Les titres, etc.*, p. 223). Chez les Bulgares ce titre

moyen-âge. L'empereur Douchan était conscient de l'importance de son acte, quand il faisait écrire, « J'ai élevé la dignité du roi à la dignité de l'empereur » (26). Il est l'empereur des Serbes et des Grecs ; il veut être l'héritier de l'empire byzantin, de cet empire, où le pouvoir monarchique était considéré comme une magistrature et où il veut régner selon les manières « des premiers empereurs très orthodoxes ». Peut-on dire alors qu'il a considéré son état comme un patrimoine de droit privé et la souveraineté comme un attribut des droits de la propriété terrienne ?

Cet aperçu sommaire des titres princiers, dans la Serbie médiévale, est en même temps, l'histoire de la puissance publique au point de vue de sa nature juridique. Le prince, c'est l'unité primitive, c'est l'autorité une, mais composée ; d'une façon générale, d'abord c'est un membre du groupe reposant sur la parenté qui est en même temps le chef de famille, le juge, le général, l'administrateur et souvent le prêtre. Avec le temps, la notion de la souveraineté s'est dégagée ; au moyen-âge le prince n'est que souverain. Si le joupan porte encore quelque chose

reste toujours équivalent de celui de roi, puisqu'ils ne possédaient pas ce dernier terme ; l'empereur bulgare n'est qu'un prince de la dignité royale (SLATARSKI, *Hist. de l'Etat bulgare*, (en bulgare), I, 2, p. 372). M. Radislavov se trompe quand il prétend que Siméon était considéré comme basiléus, puisque le tzar bulgare n'était que *vios pneumatikos* de l'empereur byzantin ; ce titre commence à signifier l'empereur pour la première fois avec le couronnement de Douchan. Chez les Russes ce n'est que plus tard que ce titre signifie l'empereur au moment où les tzars russes commençaient à se considérer comme défenseurs de l'orthodoxie.

(26) Sur ce point, v. l'excellente étude de M. STANOYEVITCH, *L'empereur Douchan*, (en serbo-croate), Beograd 1922, et SOLOVIEV, *La législation de Stephan Douchan*, pp. 68 et ss. ainsi que TARANOVSKI, *Le Code de Douchan, etc.*, pp. 29 et ss.

d'un chef de tribu et d'un père de famille, il en est autrement avec le roi dont le pouvoir est *imperium*. Quant à la notion de patrimonialité, nous avons vu qu'elle ne se trouvait même pas aux origines du pouvoir monarchique.

Si tous ces termes nous montrent que le souverain ne s'identifiait pas avec un propriétaire de droit privé, il y a encore des faits qui prouvent aussi nettement, que les Serbes du moyen-âge distinguaient le souverain non seulement d'un propriétaire d'un fonds terrien mais aussi d'un simple particulier. Ils tendaient même à rendre visibles ces différences par le nom, par certaines épithètes et par les insignes.

Les souverains serbes du moyen-âge s'appellent du nom de Stephan (27), du grec *στέφανος* : couronne. Ils sont qualifiés « grands », « très fidèles », « très chrétiens », « très hauts et très illustres », « très nobles », « forts », « invictissimi », etc... (28).

Quant aux insignes, on voit sur « les monnaies, les sceaux et les fresques, le monarque assis sur son trône et tenant dans sa main une épée ou un sceptre, le globe de l'Etat, un rouleau de parchemin ou un drapeau portant l'image de la croix » (29). Stephan Dragoutine en investissant son frère Stephan Ouroche II de la royauté lui remit la couronne, le trône, les vêtements brodés d'or, un cheval et son sceptre. On sait qu'il existait aussi un manteau royal de pourpre et la ceinture d'or avec des perles. Dans la biographie de Stephan Nemagna, on

(27) Sur le nom de Stephan, v. PAYLOVITCH J., *Stephan le nom des princes serbes, Otatchbina*, XIII pp. 314 et ss. ; ROUVARATS I., dans le *Stragilovo*, IV (1888), pp. 538 et s. ; PETROVITCH R. S., dans l'*Arhiv*, XXXIII, p. 160.

(28) JIRECEK, *Staat*, I p. 10.

(29) *Ib.*, *La civilisation*, p. 5.

trouve aussi la mention qu'il avait une lance que Dieu lui avait donnée, la lance étant un signe du pouvoir public par excellence (30). Peut-on voir alors dans ces insignes ceux d'un propriétaire ou d'une personne disposant de son territoire en vertu du droit privé, surtout quand on sait que les monarques serbes après leur mort devenaient des saints et pendant leur vie se disaient *svetorodnii*, mot à mot nés d'un saint, *natus sanctus* (31) ?

Cependant, pour saisir la nature du pouvoir monarchique, dans la Serbie médiévale, c'est-à-dire, pour connaître s'il était de la nature de droit privé ou patrimonial, ou, au contraire, un pouvoir souverain dans le vrai sens du mot, il faut se demander encore si le monarque est électif ou héréditaire, car, en matière de droit public, l'histoire du droit doit avoir, entre autres, pour objet d'étudier les faits politiques anciens sous leur aspect juridique, ce qui aide à les comprendre pleinement et à connaître la conception que les contemporains en ont eu.

A vrai dire, dans l'Etat serbe du moyen-âge, le pouvoir monarchique n'était ni électif ni purement héréditaire ; il n'y avait pas de lois de succession au pouvoir, ou, si l'on veut, il existait un système hybride d'ascension au trône, qui n'était ni électif ni héréditaire, ni même une simple combinaison de ces deux principes. C'était un système beaucoup plus complexe : à la combinaison de ces deux principes, que nous avons mentionnés, se rajoute l'institution byzantine du co-souverain ; l'empereur byzantin désignait le successeur au trône en l'associant de son vivant

(30) *Ib.*, *Staat*, I pp. 9 et s. Sur la lance comme signe du pouvoir politique, v. BELOW, *Deutsche Staat*, p. 145.

(31) DANITCHITCH, *Dictionnaire d'antiquités serbes*, t. III p. 85.

au pouvoir (32). Cet état de choses, qui, au premier abord, paraît incompréhensible, est facile à saisir, si l'on remonte aux origines.

Au début de l'évolution politique les Serbes ne connaissaient que le système électif, qui paraît avoir été la phase générale par laquelle ont passé tous les peuples. Mais, par un effort constant de ceux qui gouvernaient, l'autorité s'est fixée dans certaines familles et y est devenue héréditaire. Seulement, l'idée d'élection n'était pas disparue complètement. Chacun des membres de la famille princière avait le droit de succéder, à la condition d'être élu par la communauté. L'intervention du peuple était par conséquent nécessaire dès qu'il y avait un changement de monarque. Les élections se faisaient, comme il paraît fort probable, d'abord dans une assemblée générale composée de tous les membres libres de la communauté politique. Avec l'élargissement de la communauté politique, il devenait impossible, matériellement, que tout le monde prenne part à l'élection du chef : c'étaient donc les plus notables et une partie du peuple, habitant aux environs de la résidence, qui choisissaient le prince. Le principe de l'élection se conservait quand même. Il prévalait même parfois à cause du grand défaut que ce système présente partout. Les choses se passent régulièrement dans le cas heureux, où le prince défunt n'a laissé qu'un seul successeur. Mais, aussitôt que le nombre d'enfants se multiplie, chacun d'eux ayant le droit de succéder, s'attache par des promesses une partie des hommes influents, puis se prétendant élu, expose le pays aux horreurs de la guerre civile ; ou bien les héritiers partagent entre eux le territoi-

(32) Sur les successions, v. JIRECEK, *Staat*, I p. 8 et s.

re de l'Etat. Cependant, ces partages n'avaient pas le caractère patrimonial, mais ils étaient en quelque sorte des partages d'administration ; c'était un gouvernement collectif (33). Le pouvoir monarchique ne pouvait pas être partagé, puisqu'il appartenait à la zadrouga elle-même, comme nous le verrons par la suite (34).

Ce qui embrouillait surtout les choses au début du moyen-âge, c'étaient les prétentions au trône de tous les membres de la communauté familiale, de la zadrouga, à laquelle appartenait le droit de fournir le chef politique. Car on voyait souvent au lieu d'un des fils du prince défunt qui devait succéder, le frère ou même un autre parent plus éloigné du prince mort devenir le chef. C'est pourquoi ce système de succession au pouvoir souverain peut être nommé le système de zadrouga, comme l'a très bien remarqué M. Popovitch (35). Les autres historiens, ne pouvant pas expliquer cet état de choses, croient généralement, qu'en Serbie, avant la formation de l'Etat médiéval, il y avait à la fois trois principes de succession : le principe du seniorat, celui de primogéniture et le système des partages (36).

(33) STANOYEVITCH, *La lutte de l'église catholique pour l'indépendance dans l'Etat des Nemagnides*, Beograd 1912, p. 73.

(34) Cfr. BOUDANOFF, *op. cit.*, pp. 36 et s.

(35) POPOVITCH, *Hist. des Yougoslaves*, p. 22. — Le premier qui a merveilleusement réussi à appliquer les principes de zadrouga à la famille régnante et à la succession au trône chez les Slaves, c'est PRIESNIAKOFF A. E., *Le droit princier dans l'ancienne Russie*, (en russe), Saint-Pétersbourg 1907.

(36) V. pr. ex. CHICHITCH, *op. cit.*, introduction p. 176 ; SCEPKIN Eug., *Das Erbfolgerecht bei den altslavischen Fürstenhausern*, *Arch f. sl. Philol.*, xxxiv pp. 147 et ss., avec une tendance à reconnaître la prédominance du principe du seniorat ; SUFFLAY, *Les Serbes et les Albanais*, p. 130, où il montre que le principe de la primogéniture l'emporte à peine au xv^e siècle.

Les vestiges de ce système de zadrouga de succession au trône se rencontrent aussi dans l'Etat serbe du moyen-âge. En vain Krstitch s'efforce, et avec lui M. Lebl (37), de démontrer, que dans la Serbie médiévale c'est le principe de primogéniture qui est la règle, et que tous les autres cas où le prince défunt n'est pas remplacé par le fils aîné ne sont que des exceptions. Au contraire « les cas exceptionnels » sont relativement si nombreux que cela peut faire dire à un des meilleurs historiens serbes que « dans l'ordre de succession, le contraste se manifeste entre les règles de l'ancien seniorat et l'institution byzantine du co-souverain comme futur successeur » (38). Mais il n'y avait pas d'idée du seniorat non plus, puisque nous voyons Némagna désigner son fils cadet comme successeur. Il y avait aussi périodiquement une double royauté avec deux rois, tantôt deux frères, tantôt père et fils. Tout cela devient explicable si l'on a en vue les principes de la zadrouga, où le chef est élu par les membres de la zadrouga sans considération de l'âge et du degré de parenté. Aussi, au moyen-âge en Serbie, le pouvoir monarchique appartenait-il à la zadrouga elle-même, qui a le droit de fournir le prince ; par conséquent, celui-ci devait être choisi dans son sein. Le choix dépendait, bien sûr, pour la plus grande part du roi régnant, surtout après l'introduction de l'institution byzantine du co-souverain, faite par les monarques serbes pour faciliter leur effort qui tendait à écarter ce système de zadrouga, où tous les deux principes, l'élection et la naissance jouaient des rôles égaux. Ils réussirent pour une large part à éviter les

(37) LEBL, *op. cit.*, pp. 71 et s.

(38) JIRECEK, *La civilisation*, p. 5 ; *ib.*, *Staat*, I p. 8.

grands défauts de ce système, en associant de leur vivant leur fils aîné au pouvoir qui s'appela par la suite *mladi krali*, et, en latin, *rex junior* (39), *rex designatus*. L'association fut pratiquée jusqu'à la fin de la dynastie des Nemagnides. Ce cet usage est sorti *quasi une primogéniture*, étant donné que les souverains associaient leurs fils aînés. Cependant l'élection n'était pas disparue complètement, car dans cette association du fils au pouvoir par le père, il y avait toujours un consentement tacite de la nation qui équivalait, à la rigueur, à une élection où les plus influents font accepter par les autres celui qu'ils proposent. C'est donc une hérédité toute spéciale que nous rencontrons dans la Serbie médiévale et qui tient lieu d'élection, ce qui équivaut à cette dernière, et cela est si vrai qu'au moment où la dynastie des Nemagnides vint à s'éteindre, la nation disposa du trône et choisit un prince dans une autre famille.

La monarchie des Nemagnides n'est pas patrimoniale. Le royaume n'est pas la propriété du roi. Il ne se transmettait pas héréditairement aux héritiers du roi, la monarchie n'étant pas purement héréditaire. Si pour être monarque légitime, il fallait appartenir à la famille des Nemagnides, on ne succédait pourtant pas comme héritier du droit privé.

Le fait que la monarchie n'était pas patrimoniale et que le pouvoir monarchique n'était pas assimilé au droit d'un propriétaire foncier, possesseur en vertu du droit privé, nous montre également bien, ce qui touche au principe de la légitimité qui domine tout le moyen-âge tant en Occident qu'en Orient pour l'Europe.

(39) JIRECEK, *Staat*, I p. 8.

Au moyen-âge, selon la plupart des peuples d'Europe, toute la chrétienté était partagée entre deux empereurs légitimes. Il n'y avait que deux monarchies universelles et légitimes : Byzance et l'Empire romain médiéval. Toute autre monarchie était sous la suzeraineté d'une de ces deux monarchies universelles et devait être légitimée par une de ces dernières.

C'est ainsi que dans la Serbie médiévale ce principe se fait sentir pendant tout le moyen-âge. De même que les autres régions balkaniques, la Serbie a été en raison de Byzance comme une province assujettie à l'empire. Les chefs primitifs indigènes ne sont aux yeux des Byzantins que des ἀρχόντες dont l'empereur peut disposer. Même le roi Miloutine, monarque d'un Etat fort et puissant, n'est qu'un κρατῶν (40).

De leur côté les Serbes, eux-mêmes, considèrent Byzance et le Pape comme les seules puissances qui peuvent légitimer le pouvoir de leurs princes. Stephan le Premier-couronné se vante d'être « sebastocrator », dignité qu'il a obtenue de l'empereur byzantin (41). Pour être le vrai souverain, il demande aussi la couronne au Pape. Dans la déclaration du roi Miloutine, disant que les pays byzantins « conquis par l'épée » et obtenus par la suite « en dot » avec Simonida, fille d'Andronic Paléologue, (42) on voit très bien ce sentiment de légitimité. Douchan même

(40) PACHIMERES, ed. Bonn. p. 350. Sur ce qui précède, cfr. JORGA N., *Y a-t-il eu un moyen-âge byzantin ? Contributions à l'hist. de Byzance et des pays postbyzantins*, Acad. romaine, sec. hist. XIII (1927) pp. 7 et s.

(41) V. chez LASKARIS M., *Les princesses byzantines dans la Serbie médiévale*, (en serbo-croate), thèse Béograd 1926, p. 8 n. 3. où sont cités tous les principaux documents et les auteurs ayant écrits sur ce titre.

(42) NOVAKOVITCH, *Monuments, etc.*, p. 477.

en se proclamant empereur, rompant avec la tradition d'être légitimé par les empereurs byzantins et ne voulant plus être βασις, comme les byzantins nommaient tous les monarques « barbares » portant même le titre d'*impérator*, cherche quand-même à se légitimer et déclare qu'il est successeur des « premiers empereurs très orthodoxes ». A ce point de vue, il y a encore un fait très curieux. Dans la plus ancienne chronique serbe on peut lire que la dynastie des Nemagides était originaire de l'ancien empereur Licinius (43). Ce sentiment de légitimité était si profondément enraciné dans la Serbie médiévale, qu'on reprochait à Douchan d'avoir usurpé le titre d'empereur (44).

D'autre part, le pouvoir monarchique était d'origine divine. Stephan Nemanga dit que Dieu a donné aux Byzantins la dignité de l'empereur, aux Hongrois celle de roi et aux Serbes celle de joupan. Les princes serbes sont des souverains « par la grâce de Dieu », « par la volonté de Dieu » et règnent « avec l'aide de Dieu ». Le monarque est aussi, suivant la formule byzantine ἐν Χριστῷ τῷ θεῷ πιστός βασιλεὺς, *v Hrista boga blagovierni krali* : dans le Christ Dieu le roi pieux ; faut-il mentionner spécialement le sacre ? Peu importe si le sacre était une formalité, il est pour nous un signe par lequel le monarque se distinguait d'un simple particulier. Par le sacre, le nou-

(43) Chez BUONOCORE DE WIDMANN, *I Nemagnidi del Kaponik, dinasti romani nella penisola balcanica*. — *Studi bizantini, Pubblicazioni dell' « Istituto per l'Europa orientale »* II série V (1924) pp. 32 et ss., où se trouve toute la littérature existante sur la question.

(44) V. chez NOVAKOVITCH, *Les dignités et les titres, etc.*, pp. 273 et ss.

veau monarque acquérait la jouissance et l'exercice de ses droits. Etait-il de même pour un maître domanial.

De tout ce que nous venons de citer, il est très aisé de voir que le pouvoir monarchique ne dérivait pas du droit de propriété que le monarque aurait pu avoir sur le territoire de l'Etat.

Cependant, à notre avis, le meilleur moyen de connaître la nature du pouvoir du prince, c'est de s'adresser aux buts que le monarque serbe poursuit pendant le moyen-âge.

Au point de vue de ses tâches. l'Etat moderne a la destination d'assurer la sécurité de la nation au regard des nations étrangères. Il a aussi pour mission, à l'intérieur, de faire régner l'ordre et le droit dans les relations des individus les uns avec les autres. Et enfin, en dehors de la conservation nationale, il n'est pas douteux que l'Etat ne soit appelé à remplir une mission de culture, en vertu de laquelle il lui appartenait de travailler par lui-même, c'est-à-dire par tous les moyens spéciaux dont il dispose, au développement de la prospérité morale et matérielle de la nation.

Or, il est à peine nécessaire de rappeler que les monarques serbes du moyen-âge tâchaient d'assurer la défense de l'Etat contre les attaques des peuples étrangers. Il suffit de mentionner l'institution du krayichté, unité administrative limitrophe qui possédait un statut et une organisation militaire et dont les gouverneurs encourageaient les peines les plus élevées pour tous les cas où une armée étrangère passait la frontière et dévastait la région confiée à leur administration (45).

(45) Sur le krayichté, v. ALIMPITCH, *op. cit.*, pp. 99 et ss.

En ce qui concerne la deuxième tâche de l'Etat : le maintien de l'ordre et la sécurité individuelle, nous voyons aussi que l'Etat serbe du moyen-âge est très proche de l'Etat moderne. A l'époque des Nemagnides, le temps de l'organisation primitive est bien passé, organisation où toute la vie politique aussi bien que la vie privée se basait et s'enfermait dans le cadre de la *zadrouga* et du *rod*, vaste cercle embrassant tous les parents, constituant une association dont les membres unis par une étroite solidarité doivent se défendre, s'aider les uns les autres en toutes circonstances. Le principal effet de cette parenté était au point de vue politique la solidarité dans la vengeance des délits contre un de ses membres et dans la responsabilité de ceux qu'ils commettaient contre des tiers, à cause du manque de toute sécurité, résultat, soit de l'inexistence de l'organisation politique, soit de la faiblesse du pouvoir public. Or, dans la Serbie médiévale, on assiste à la disparition de la vendetta. L'affaiblissement de la coutume de la vendetta prouve la formation d'un organisme supérieur où l'intérêt d'une gens devait se plier devant l'intérêt de l'Etat. L'étatisation de la peine démontre une organisation déjà centralisée où un délit est considéré comme une atteinte à la communauté toute entière. L'intérêt, le but de l'Etat serbe du moyen-âge n'est pas l'intérêt d'une tribu ou d'une gens où le maintien de l'ordre à l'intérieur n'est pas du ressort de l'Etat ; par conséquent l'Etat se base sur la puissance qui est de la nature du droit public : la fonction de l'Etat est devenue politique (46). L'Etat serbe du moyen-âge n'est pas un Etat tribal, un Etat de *zadrouga*.

(46) Sur la vendetta, v. MIKLOSICH, *Die Blutrache bei den Slaven*, *Denkschrift der Wiener Akademie*, xxxvi (1888), surtout pp.

Cependant, l'effort des monarques serbes ne s'arrêtait pas à la suppression de la vendetta ; il fallait organiser l'Etat à la fois à la base juridique et politique. De là toute une série de lois, compilations byzantines ou originales, concernant l'organisation sociale et politique ainsi que les rapports entre les personnes privées. De là le désir constant des monarques d'améliorer l'administration et les institutions judiciaires. Tout doit être réglé par la Loi. La coutume même doit disparaître, puisque le droit écrit doit pouvoir déterminer tous les rapports publics et privés (47). L'Etat serbe du moyen-âge apparaît comme un Etat à législation principielle, comme nous l'avons déjà remarqué.

Mais l'Etat serbe du moyen-âge ne se bornait pas seulement à un rôle de policier et de maintien du droit. M. Guerassimovitch a tort de définir l'Etat serbe médiéval comme un Etat de droit. Certes, comme le dit M. Guerassimovitch, « le peuple vit et se déplace tout à fait librement, possède des droits garantis par la loi et la justice indépendante » ; « la compétence de tous les organes est déterminée par la Loi et tout abus est sévèrement punis (48) », mais ce que l'on comprend par l'Etat de droit ce n'est pas un Etat dans le sens de M. Guerassimovitch.

125 et ss. ; DJORITSCH Sv., *Verbrechen und Strafen im Gesetzbuche der serbischen Zaren St. Dusan*, *Zeitschrift f. vergl. Rechtsw.*, Bd. xxx (1913), pp. 376 et s. : WESNITSCH M., *Die Blutrache bei den Südslaven*, *Zeitsch. f. verg. Rechtsw.*, Bd. viii (1895), pp. 465 et s. où il prouve que la vendetta n'était pas complètement disparue dans la Serbie médiévale. Mais, même si c'était la vérité cela n'influencerait nullement nos conclusions quant aux tâches de l'Etat.

(47) V. les vues suggestives de M. SOLOVIEV, *op. cit.*, pp. 62 et ss. ; 68 et ss. ; TARANOVSKI, *Le droit de l'Etat à la législation, Mélanges Sisic*, (en serbo-croate), Zagreb 1929, pp. 371 et ss.

(48) GUERASSIMOVITCH, *op. cit.*, pp. 159 et 160.

L'Etat de droit est ou bien l'Etat possédant la constitutionnalité des lois ou bien, suivant l'historiographie allemande, l'Etat médiéval où toute l'activité étatique est bornée à un rôle de gendarmerie (49). Or la Serbie médiévale n'est ni l'un ni l'autre. Dans la Serbie médiévale, le principe de la constitutionnalité des lois est inconnu. Aussi, sa tâche n'est-elle pas non plus limitée au maintien de l'ordre à l'intérieur.

Déjà le devoir de Stephan le Premier-couronné et de St. Sabbas était d'« éclairer leur patrie » (50). Les monarques font souvent des donations aux monastères à la condition que ceux-ci entretiennent un hôpital et fassent bâtir des asiles pour les invalides (51). L'empereur Douchan dit que le devoir de l'empereur est de faire le bien (52).

Enfin, en ce qui concerne la conception du pouvoir monarchique par rapport au monarque, on découvre dans la Serbie médiévale une certaine *Weltanschauung* pessimiste (53). Selon l'esprit serbe du moyen-âge « l'empire terrestre n'est que temporel ; l'empire céleste est éternel ». Dès lors le monarque n'a son pouvoir que pour se prépa-

(49) Sur l'Etat de droit, v. KRABBE, *Cours de l'Acad. de La Haye*, t. III (1926) pp. 223 et ss. ; BELOW G. v., *op. cit.*, p. 204 et s.

(50) TÉODOSSYÉ, *La vie de Saint-Sabbas*, éd. DANITCHICH, Bèograd 1860, p. 85 ; cfr. SOLOVIEV, *op. cit.*, p. 63.

(51) V. sur ce point chez NOVAKOVITCH, *Documents*, pp. 420, 449 et s., 464, 551, 552, 685 et 689.

(52) FLORINSKII, *Les actes d'Athone*, Saint-Petersbourg 1880 p. 95 (cité d'après SOLOVIEV, *op. cit.*, p. 161) : Chartre accordée au monastère d'Ivère : Ωσπερ τὸ ἀνεπνεῖν οἴκειον καὶ κατὰ φύσιν οὕτω καὶ τὸ εὐεργετεῖν τοῖς βασιλεῦσιν ἐστὶ.

(53) Nous croyons avec M. TARANOVSKI, *op. cit.*, pp. 279 et s., que ce caractère de l'ancien droit serbe est un de ses traits idio-graphiques.

rer pour le monde céleste ; il ne doit pas, comme un propriétaire patrimonial, poursuivre des buts terrestres ; il a des devoirs éthiques et religieux.

§ 2. — *Le caractère du pouvoir monarchique.*

Dans la Serbie médiévale, le monarque réunissait ce que nous appellerions en style moderne, les pouvoirs militaire et judiciaire, les pouvoirs législatif et administratif. De tous les droits régaliens qui faisaient partie de ses pouvoirs, nous n'allons envisager ici qu'un seul droit, à savoir le droit de donner des terres (1), parce qu'il touche tout spécialement au caractère du pouvoir monarchique et qu'il devrait être, d'après la théorie patrimoniale, le signe que la souveraineté et le droit de propriété se confondaient.

L'opinion d'après laquelle le souverain avait le droit de propriété supérieure sur toutes les terres appartenant aux seigneurs et à l'Eglise, et qu'il disposait d'un droit de propriété sur tout le reste du territoire, droit de propriété qui était de la nature du droit privé, cette opinion n'est pas admissible.

D'abord, aucune des dispositions du code de Douchan n'autorise pas à dire que le monarque avait un droit de propriété sur les domaines qu'il tenait, même pas dans le cas où il concédait à quelqu'un l'usufruit d'une partie de ces domaines. Au contraire, toutes les dispositions en question montrent d'une manière claire que le pouvoir du prince était un pouvoir de la nature du droit public. Le monarque disposant du territoire exerçait un pouvoir qui

(1) KRSTITCH, *op. cit.*, Glasnik VI, p. 82 ; LEBL, *op. cit.*, p. 45.

doit être considéré comme un acte de sa souveraineté, dont la meilleure preuve est le contenu de l'acte même, par lequel le souverain autorisait le bénéficiaire de se substituer à lui dans certains rapports entre lui et les hommes possédant les terres qui font l'objet de donation ; les possesseurs des terres restaient toujours des propriétaires ; ce ne sont que les prestations publiques qui, au lieu d'être versées au prince, appartenaient par la force de l'acte au bénéficiaire (2).

D'autre part, le plus souvent, dans les diplômes par lesquels les monarques faisaient des donations de terres à l'Eglise et aux seigneurs, se trouve la mention que la donation a été faite en commun accord avec la noblesse et le clergé, constitués en Sabor (3). Le prince, qui était en général limité, en droit et en fait, dans l'exercice de sa souveraineté, l'était aussi dans le cas où il disposait du territoire d'Etat, ne lui appartenant pas en vertu du droit privé.

Par ce fait toute autre démonstration serait superflue pour prouver que le droit régalien de donner des terres était, de même que tous les autres droits souverains, de la nature de droit public.

Toutefois, nous sommes tentés de mentionner encore un fait, à savoir que dans la Serbie médiévale on distinguait le domaine de la couronne et le domaine privé du monarque, car ce fait peut démontrer non seulement que le monarque n'avait pas le droit de propriété supérieure sur les bachtinass d'autrui, mais aussi qu'il n'était pas un

(2) MARKOWITCH L., *op. cit.*, *Zeitschr. f. vergl. Rechtsw.*, xxii. pp. 171 et s.

(3) V. pr. ex. chez MIKLOSICH, *Monumenta Serbica*, pp. 143, 156, 166, 189, 226, etc.

propriétaire de droit privé même du domaine de la couronne.

Cette différence entre le patrimoine privé du prince et le domaine de la couronne apparaît nettement surtout dans un charte où le monarque dit explicitement : « Et tout ce que je donnais (sc. au monastère) ... je l'ai fait soit de mes propres biens, soit des biens que j'ai achetés ou sollicités, ou échangés avec l'archevêque ou avec d'autres personnes (4) ».

Il est vrai que pour la Serbie médiévale, on ne peut pas prouver que l'administration des biens fiscaux et celle du patrimoine privé étaient séparées. Il se peut bien que l'administration de ces deux sortes de biens était la même, car, forcément, l'administration assez primitive qu'était celle de l'Etat serbe du moyen âge, demandait une économie. Pourtant, la distinction entre le domaine fiscal et le patrimoine privé du prince (5) est démontrée d'une façon convaincante non seulement par le texte de la charte citée, mais aussi bien par le fait que Nemagna obtint de l'empereur byzantin un territoire en qualité de patrimoine (6). Ces terres restent toujours le patrimoine privé de la famille régnante, et c'est une partie de ces terres que l'on recontre beaucoup plus tard, semble-t-il,

(4) Diplôme accordé au monastère de Saint-George près de Skoplië ; NOVAKOVITCH, *Monuments*, p. 630.

(5) La plupart des auteurs sont de cet avis, mais jusqu'à aujourd'hui cette hypothèse n'a pas été démontrée ; v. p. ex. JIRECEK, *Staat*, I p. 66 ; KRSTITCH, *op. cit.*, p. 84 ; MAIKOV, *Histoire de la langue et de l'histoire serbe*, (en russe), Moskva 1857, p. 246 Novakovich, *Le village*, p. 16, etc.

(6) STEPHAN LE PREMIER-COURONNÉ, *La vie de Stephan Memagna*, éd. SAFARIK, *op. cit.*, partie III p. 3.

sous le nom de la montagne royale — *monte reale* — par opposition aux montagnes serbes (7).

De ce que l'on vient de lire, on voit très bien que dans la personne du souverain on distinguait deux personnes : une de droit privé et l'autre de droit public : la souveraineté et le droit de propriété ne se confondaient pas, le monarque ne pouvant pas disposer en vertu de son droit de souveraineté, comme un propriétaire de droit privé, de tous les biens qui se trouvaient dans les cadres du territoire de l'Etat, et tomber par là sous la domination politique du prince.

*
**

L'idée romaine du pouvoir illimité du prince, à savoir la concentration entre ses mains de toute l'autorité publique et l'action pour le bien et l'intérêt de l'Etat, ce principe qui pénétrait tout, avait survécu dans l'empire byzantin et avait de là passé, dans une large mesure, dans la Serbie médiévale. Cette idée se dégagea dans l'ancien droit serbe sous l'influence de Byzance, avec la réception du droit byzantin, et avec l'extension de l'Etat, procurant au souverain la plus grande puissance. L'unité de commandement, restaurée après de longues années d'émiettement des pays serbes en nombreuses principautés, la légitimité de la maison des Nemagnides, ainsi que la tradition que l'autorité monarchique venait de Dieu, contribuèrent à former un pouvoir monarchique vraiment fort, de sorte qu'aujourd'hui on entend souvent qualifier

(7) THEINER, *Vetera monumenta sl. meridionalium*, t. II Zagreb 1875, CCXXXIII Relatio de statu ecclesiae in Albania et Serbia vetera (an. 1684), p. 200 ; Cfr. BUONOCORE DE WIDMANN, *op. cit.*, pp. 38 et ss.

la Serbie médiévale d'une monarchie absolue où le souverain avait un pouvoir absolu (8), ce qui trouvait son expression dans les titres des princes serbes qui s'intitulaient autocrates, *samodržatz*, ou bien rois ou empereurs autocrates, *samodržavni krali et samodržavni tzar*.

Cependant, malgré la puissance réelle dont disposaient les souverains serbes et malgré qu'ils étaient autocrates et que leur pouvoir était d'origine divine, le pouvoir monarchique n'était pas illimité ni en fait ni en droit. En fait, il a été limité par le sabor, Diète, dont nous allons parler dans le paragraphe suivant, et en droit, le monarque n'était pas *legibus solutus*, mais *legibus alligatus*.

En effet, dans l'Art. 171 du code de Douchan, l'empereur dit : « si j'écrivais des lettres exprimant ma colère, mon amour ou ma bienveillance pour quelqu'un, et que ces lettres soient en contradiction avec le Code ou qu'elles ne soient pas conformes à la justice ou aux règlements légaux, les juges ne prendront pas en considération ces lettres ou ces ordonnances, mais jugeront selon la justice », et dans l'Art. 172, que « les juges statueront suivant le Code et non en crainte de moi ». Enfin, dans l'Art. 105 l'empereur dispose que « si devant les juges en n'importe quelle affaire, des lettres-patentes sont présentées contredisant à mon Code Impérial, toutes les lettres que le tribunal trouvera sans valeur, devront être prises et être envoyés à moi, Empereur » (9).

D'après les dispositions que nous venons de citer, le monarque serbe, bien qu'en lui résidait toute la puissance publique et bien qu'il fût le chef suprême de l'Etat, n'était

(8) NOVAKOVITCH, *Monuments*, p. VIII ; ATCHIMOVITCH, dans le *Knj. Sever*, année 1928.

(9) Trad. de LEBL, *op. cit.*, pp. 64 et 51.

point un despote sans frein, un maître absolu dans son Etat. Son pouvoir connaissait des bornes ; il était limité par la loi objective. L'Etat serbe, au temps de Douchan, était donc une monarchie légale, comme l'a très bien dit M. Taranovski. Les droits des citoyens, des corps sociaux, des villes, en un mot toutes les institutions juridiques étaient garanties par la loi objective : c'est le principe de la légalité objective qui dominait dans la Serbie médiévale, tandis que dans les pays sortis de la féodalité et organisés en Etats des ordres, c'était en quelque sorte une légalité subjective, c'est-à-dire c'étaient les divers privilèges des ordres, les droits subjectifs des ordres qui limitaient le pouvoir monarchique (10).

Les auteurs, qui croient que le pouvoir monarchique, dans la Serbie médiévale, était absolu, ont formé leur opinion sous l'influence des théories sur le despotisme de l'empereur byzantin. Cependant, déjà Mortreuil a écrit sur le basileus de la manière suivante : « La puissance souveraine résidait toute entière dans la personne de l'empereur ; il était le chef suprême de l'Etat ; seul législateur, seul administrateur ; mais ce n'était point un despote sans frein, n'ayant d'autre règle que ses caprices. Le pouvoir était dans ses mains une magistrature suprême créée pour veiller à la conservation de l'état et à l'exécution des lois. La manière dont il a été défini par les jurisconsultes, écho le moins trompeur de la voix nationale, mérite d'être remarquée ». L'empereur est le maître légitime, le bien commun de tous les sujets, qui n'écoute ni l'affection pour répandre les bienfaits, ni la colère pour punir. C'est un rémunérateur impartial qui récompense chacun selon son mérite. — Il doit protéger et maintenir,

(10) TARANOVSKI, *Principe de la légalité dans le code de Douchan*.

avant tout, les prescriptions des saintes écritures, ensuite les décrets des sept conciles ; enfin les lois romaines publiquement reçues (Epanag., tit. II ; Epanag. cum. Proch. composita, tit. I). « L'autorité des empereurs d'Orient n'était pas comme celle des empereurs de Rome, un despotisme militaire qui porte toujours en lui-même le germe de sa dissolution, c'était une forme de gouvernement régulière, une véritable constitution civile, fondée sur un ordre dont l'esprit et la tendance s'étaient infiltrés dans tous les degrés de la société » (11). Ces idées furent développées par M. J. B. Bury, qui les a fait accepter par la plupart des byzantologues d'aujourd'hui (12), et spécialement par M. Radoïtchitch qui l'a fait pour démontrer l'emprunt des articles mentionnés du code de Douchan

(11) MORTREUIL, *op. cit.*, t. III p. 35.

(12) BURY, *The constitution of the later Roman Empire*, *Creighton memorial lecture* 1909, Cambridge 1910, pp. 39 et s. Les auteurs disent généralement que c'est M. Bury qui a démontré l'existence d'un frein du pouvoir impérial à Byzance. Mais, si on rapproche le texte de M. Bury de celui de Mortreuil, la ressemblance est frappante. Ainsi dans le livre de M. Bury nous lisons le suivant : « The autocrat was the supreme legislator ; personally he was above the laws, *solutus legibus* ; there was no tribunal before which he could be summoned ; but he was bound by the principles and the forms of the law which was the great glory of Roman civilisation. He could modify laws, he could make new laws ; but no Emperor ever questioned the obligation of confirming his acts to the law or presumed to assert that he could set aside. Although theoretically above the law, he was at the same time bound by it, *alligatus legibus*, as Theodosius expressly acknowledge. Basil I, in a legal hand book, explicitly affirm the obligation of the Emperor to maintain not only the Scriptures and the canons of Seven Councils, but also the Roman laws. And the laws embraced the institutions. Though changing circumstances led to adaptations and alterations, the Byzantine conservatism, which is almost proverbial and is often exaggerated, attests the strength of the unwritten limitations which always restrained the Imperial autocracy ».

au droit byzantin. Il a parfaitement réussi à le prouver (13).

Cependant, si l'emprunt est prouvé, on ne peut pas dire avec M. Radoïtchitch que ces articles, surtout les Art. 171 et 172, sont « des corps étrangers qui se distinguent du milieu où ils se trouvent » (Otmeni stranci), et que « l'évolution juridique a devancé l'évolution de l'état réel ». Car, d'une part M. Taranovski a bien démontré que tout le code de Douchan est animé par le même esprit de la légalité et de la justice, et d'autre part, même avant le code de Douchan il y avait des principes juridiques auxquels le caprice du monarque ne pouvait pas toucher.

Certes, il n'y avait pas de constitutions écrites ; mais les lois constitutionnelles, comme les lois ordinaires peuvent être coutumières. C'était le cas de l'ancienne France ; c'était aussi le cas de la Serbie médiévale. Les Serbes, quoiqu'on en ait dit, n'étaient point assujettis à un despotisme à l'orientale ; il s'en fallait que le caprice du monarque fût l'unique loi. Il est vrai aussi que l'on ne peut pas reconnaître, comme en France, l'existence des lois fondamentales, auxquelles le roi lui-même serait soumis. Pourtant, ce ne fut jamais le pur despotisme, c'est-à-dire l'arbitraire et le caprice du roi s'imposant à tous sans restrictions ; il existait certaines coutumes dont le monarque serbe lui-même devait tenir compte et qu'il devait prendre en considération.

Il est impossible de savoir quelles étaient ces coutumes, mais leur existence est attestée par une réponse du roi Miloutine aux envoyés de Raguse. Ces derniers qui étaient

(13) RADOÏTCHITCH, *La force de la loi*, glas CX, pp. 100 et ss. et *ib.*, *Die Gründe einer serbischen Entlehnung ansdem byzantiis-Rechte*, Acad. Roumaine, sect. hist. XI (1924), pp. 228 et ss.

venus demander au souverain serbe d'introduire la peine de mort pour la vendetta, ont rapporté à Raguse que le roi avait déclaré « *quod nullo modo assentiret et quod nolebat spargere sanguinem suorum et volebat sententiare et tenere antiquam consuetudinem vrasde praecessorum suorum et suam et quod aliud non facere aliquo modo, quia hoc etiam firmaverat per sacramentum* » (14).

On voit donc, de ce qui vient d'être cité, que, dans la Serbie médiévale, le pouvoir monarchique était tempéré par la coutume avant de devenir limité par la loi objective. L'Etat serbe du moyen-âge était au début une monarchie tempérée pour évoluer sous l'influence de Byzance, en une monarchie légale.

§ 3. — *Le Sabor.*

Nous avons déjà signalé que le pouvoir monarchique était limité en fait par le sabor. Quelle était donc cette institution ? Quelle était sa fonction ? La question est très discutée. Les opinions des savants hésitent entre les hypothèses sur le sabor, soit comme une continuation des anciennes assemblées slaves où prenaient part tous les hommes libres, soit comme la copie du *consistorium sacrum* de Byzance, soit comme une diète pareille à celle qui existait en Hongrie, soit enfin comme un corps semblable à

(14) *Liber statutorum civitatis Ragusii*, Lib. VIII cap. 58 De pena vrasde, éd. BOGISIC ET JIRECEK, *Monumenta hist. juridica slavorum meridionalium*, vol. IX, Zagrabiae 1904, p. 202.

l'ἐνφραζία byzantine (1). Cependant, notre tâche s'étant bornée à l'examen du rôle que jouait le sabor dans la limitation du pouvoir monarchique, nous ne nous retarderons pas dans des controverses, mais nous nous efforcerons d'exposer seulement ce qui peut être considéré comme démontré par les sources historiques.

Le sabor n'a pas été une création voulue et réfléchie du pouvoir central ; il s'imposa naturellement à lui. La tradition des anciennes assemblées du peuple, convoqué pour être consulté, d'une part et, d'autre part, le besoin du monarque d'une assistance politique pour accomplir son œuvre nationale, obligeaient les souverains serbes de demander l'approbation de la nation.

En effet, sous les premiers Némagnides, on convoque au Sabor les membres de la dynastie, les fonctionnaires ecclésiastiques, civils et militaires et la noblesse. Certaines sources historiques mentionnent aussi la présence du peuple. Dans la seconde période de la vie étatique, le trait le plus saillant de la composition de cette assemblée, consiste en ce qu'elle ne comprend que deux ordres : le clergé et la noblesse, ce qui revient à dire qu'au sabor prenaient part dans la plus large mesure, les fonctionnaires, étant donné que la plupart des nobles et des ecclésiastiques étaient des fonctionnaires. La présence du peuple n'est plus attestée. Les villes n'envoyaient jamais les représentants élus pour

(1) DJATCHAN VL., *La participation du peuple au pouvoir gouvernemental dans les Etats slaves, (en russe)*, Varsovie, 1882, pp. 133 et ss. ; JIRECEK, *Geschichte*, pp. 127 et s. ; *IB.*, *la Civilisation*, pp. 11 et s. ; *IB.*, *Staat*, I pp. 21 et ss. ; KRSTITCH, *op. cit.*, *Glasnik* IX pp. 67 et ss. ; LEBL, *op. cit.*, pp. 122 et ss. ; NOVAKOVITCH, *Le Code de Douchan*, Introduction ; RADOITCHITCH, *Les diètes de l'Etat Serbe au temps des premiers Némagnides*, *Mélanges Sisic*, Zagreb 1929, pp. 481 et ss. ; TARANOVSKI, *Le Code de Douchan*, pp. 19 et s. ; YOVANOVITCH A., *op. cit.*, II^e Partie : *Les fragments de l'histoire de l'ancien droit serbe*, pp. 163 et ss.

assister au sabor. Celui-ci apparaît donc comme corps composé à la fois des fonctionnaires et de deux ordres supérieurs.

En ce qui concerne les pouvoirs du Sabor, la question est encore plus difficile. On sait que le sabor n'était pas une institution exceptionnelle ou extraordinaire, mais qu'il était, au contraire, un organe politique régulier et normal reposant sur la base très large et très solide des coutumes de la vie publique de l'époque et fonctionnant suivant les règles consacrées par la tradition. Il avait même une organisation intérieure fixée par la pratique. Mais ses attributions ne semblent pas avoir été déterminées.

Le sabor était ordinairement convoqué pour la date d'une grande fête par ordre écrit du monarque et siégeait dans différents lieux. Il se réunissait à l'occasion du couronnement ou l'abdication du roi, pour la présentation du co-souverain ou de l'héritier du trône, pour la pacification en cas de troubles intérieurs, pour la promulgation des lois, etc. Toutefois, au point de vue formel, le sabor n'avait pas des pouvoirs larges car c'étaient les monarques eux-mêmes qui prenaient des décisions ; il semble que le sabor n'avait pour la plupart qu'à entendre et approuver les décisions du souverain. Il arrivait souvent que les monarques promulguaient des lois, fondaient des monastères, etc..., sans consulter le sabor. Le sabor de la Serbie ne ressemble que très peu aux Etats-Généraux d'Occident. Tandis qu'en Occident la féodalité a permis la formation des ordres puissants rivalisant avec le pouvoir monarchique, et tandis que ceux-ci possédaient des droits souverains et pouvaient prétendre à partager avec le monarque le gouvernement du pays, dans la Serbie médiévale au contraire la base fondamentale du Sabor qui fonctionnait d'une ma-

nière régulière sous les Némagnides, était essentiellement fonctionnariste. C'est une assemblée d'agent du pouvoir, soit directs — fonctionnaires ecclésiastiques, civils et militaires —, soit indirects — nobles et ecclésiastiques. —, les deux derniers représentant le grand domaine à qui le pouvoir central imposait des obligations et le devoir de concourir au fonctionnement de l'Etat. Il y avait par conséquent peu de chance que le sabor s'opposât à la volonté du monarque.

Toutefois, on ne peut pas dire que le sabor avait seulement à entendre et approuver les décisions du souverain, et que le monarque pouvait prendre n'importe quelle décision sans l'approbation du sabor. Par le seul fait que le territoire de l'Etat était étendu, la volonté monarchique se heurtait à des obstacles matériels qui la rendaient souvent impuissante. Les fonctionnaires n'étaient point pliés au même degré, que de nos jours, à l'obéissance passive ; ils n'exécutaient pas les ordres du souverain tantôt par esprit d'indépendance, très souvent par opposition. De telle sorte que les monarques plus absolus étaient moins bien obéis que les plus humbles fonctionnaires de nos jours. Il leur fallait l'approbation du sabor, s'ils ne voulaient pas que leurs ordres et les lois qu'ils promulguaient, restassent à l'état de lettre morte, étant donné que les nobles et les ecclésiastiques qui composaient le sabor étaient en même temps, ou bien des fonctionnaires, ou bien comme propriétaires domaniaux remplissaient certaines fonctions publiques et, par conséquent, c'étaient d'eux dont dépendaient l'exécution des ordres et l'application des lois

On voit donc, de toute façon, que le pouvoir monarchique était limité aussi bien en fait qu'en droit.

§ 4. — *L'unité politique.*

Déjà A. Müller a nettement souligné que, lorsque nous ne réussissons pas à expliquer un phénomène quelconque du moyen-âge, nous le qualifions de féodalité (1).

C'est ce qui est arrivé aussi à la plus grande partie des historiographes qui ont écrit sur la société serbe du moyen-âge. Nous avons déjà noté que la plupart des opinions émises sur la Serbie médiévale tendent à lui attribuer une organisation féodale, mais personne n'a même essayé de justifier ces assertions : on s'est contenté généralement d'émettre des affirmations et des réflexions vagues sur les traits du prétendu caractère féodal se rencontrant dans l'organisation et le fonctionnement de l'Etat serbe du moyen-âge.

Cependant, comme nous l'avons fait remarquer, la féodalité n'est pas tout simplement une structure sociale, où la société est divisée en divers ordres, où les paysans sont opprimés et où existent des modes de possessions terriennes tenues à titre précaire. La féodalité est un état social particulier qui se distingue soigneusement du statut antique et du statut moderne tant au point de vue social qu'au point de vue politique.

Au point de vue social ou, si l'on veut, sous le rapport du droit privé, la féodalité se caractérise par une double hiérarchie corrélatrice de personnes et de terres (2), qui s'est formée par la soudure de deux hiérarchies distinc-

(1) *Op. et loc. cit.*

(2) CHENON, *op. cit.*, t. I *loc. cit.* ; cfr. BRISSAUD, *Manuel d'Histoire du droit français*, 2^e partie, Paris 1899, p. 736.

tes : l'une, personnelle, et l'autre, réelle. Tant que ces deux restent séparées l'une de l'autre, le régime féodal n'existe pas ; celui-ci est né au moment où la corrélation de ces deux chaînes s'est établie, car, dans le sens strict du mot, il ne consiste qu'en cette double hiérarchie corrélatrice et le groupe constitué par elle.

Or, il n'y avait point de régime féodal dans la Serbie médiévale, puisque la double hiérarchie corrélatrice de personnes et de terres ne s'y rencontre pas. Nous avons indiqué rapidement que l'organisation des terres dans l'Etat des Nemagnides se rapproche plutôt du système romain et moderne. Le bénéfice a vu le jour, il est vrai, sous le nom de *proniya* ainsi que sous la forme de tenure roturière, mais ces deux dernières n'étaient que deux anneaux de la longue chaîne réelle de l'époque féodale. Le mode de concession à titre précaire n'était pratiqué que par le monarque pour rémunérer ses fonctionnaires et par le propriétaire domanial qui manquait de travailleurs, pour faire valoir son domaine. Cette dernière pratique tendait même à disparaître par suite de l'attachement de la population agricole à la glèbe ; il n'y avait que des petits propriétaires, peu nombreux, qui pouvaient quitter leur patrimoine et leur seigneur pour aller prendre en tenure un lot de terres d'un autre propriétaire domanial. D'ailleurs, les rapports entre le propriétaire et son tenancier ressemblaient peu aux rapports respectifs du régime féodal : ce n'était pas des rapports contractuels ; les conditions des tenanciers étaient déterminées par les lois, promulguées par le pouvoir central.

Quant à la *proniya*, elle ne ressemble, comme on a eu l'occasion de s'en convaincre, pas plus au fief que le bénéfice franc et, par conséquent, elle est loin de pouvoir être assimilée au fief, base de tout régime féodal. Mais la

proniya offre quand même un grave danger pour le régime d'Etat, surtout au point de vue politique, car elle représente le premier pas dans le processus de féodalisation qui se fait jour dans l'Etat serbe du moyen-âge, de même qu'à Byzance. Par une évolution à peine sensible la proniya qui se combine avec la fonction publique, tend, à la fois, à désintégrer la notion de propriété et à préparer la fusion des droits domaniaux et des pouvoirs souverains sur la tête d'un particulier, le jour où la puissance centrale ne serait plus en des mains fermes. Suivant le principe de conservation, le proniyar montré non seulement la tendance très nette de transformer la proniya en bachтина, mais il s'efforce de stabiliser sa situation et d'obtenir, lui aussi, la fonction à titre viager comme le bachtinik qui possédant une joupа toute entière en assume, le plus souvent, la fonction administrative. C'est ainsi que l'on voit sous le règne de l'empereur Ouroche le Faible, que certaines joupas, ainsi que leur administration, sont données entièrement en proniya à titre viager, et que des fonctionnaires sont déplacés seulement avec leur consentement (3). Toutefois, quel que fût le danger que le système de proniya renfermait en lui et quelle que fût l'intensité de la tendance qui faisait germer le régime féodal, celui-ci n'a pas pu se développer puisque un autre élément manquait, à savoir la hiérarchie de personnes.

Sur ce point on peut dire qu'il y a encore moins de ressemblance entre la féodalité et la structure sociale de la Serbie médiévale. Le curieux enchaînement de personnes qui caractérise le système féodal n'existe pas dans l'Etat des Nemagnides. Point de fidélité à prêter à qui que ce soit. Point de dévouement personnel. La recom-

3) V. SOLOVÏEV, *Un comté serbe sous l'empire*.

mandation, comme on l'a déjà fait remarquer, ne s'appliquait qu'à des personnes qui se recommandaient à l'église, soit par un sentiment religieux, soit, ce qui est le cas des roturiers, pour éviter de lourdes charges publiques qui incombaient aux petits propriétaires et aux habitants des domaines laïques. Ces derniers n'étaient pas autorisés à le faire qu'en cas exceptionnels : ils ne pouvaient se recommander qu'aux monastères ayant droit, ou plutôt la faveur spéciale, de garder les fuyards.

Au point de vue social, la structure de la société serbe du moyen-âge ne ressemble donc que très peu à l'organisation féodale, puisque même les deux chaînes, celle de personnes et celle de terres, ne s'y trouvent pas formées ; dès lors, la double hiérarchie corrélative de personnes et de terres ne pouvait pas s'établir non plus, cette hiérarchie qui, dans le régime féodal, s'est constituée par la soudure de ces deux chaînes. Le point essentiel de toute société organisée féodalement ne peut donc pas être constaté en Serbie médiévale.

Au point de vue politique ou sous le rapport du droit public, la féodalité consiste essentiellement dans le morcellement de la souveraineté, qui échappe au pouvoir central et se disperse entre les mains d'un certain nombre de grands propriétaires domaniaux. Tandis que l'Etat souverain exerce ses pouvoirs par l'intermédiaire de fonctionnaires, féodalement il n'y a pas de fonctionnaires, il n'y a même pas d'Etat car, dans le régime féodal, on exerce les pouvoirs souverains à titre personnel. L'appropriation des fonctions publiques à titre privé désintègre positivement l'Etat.

Par l'émiettement de la souveraineté, l'Etat acquiert un

aspect tout spécial : l'Etat féodal est un ensemble des petits Etats, seigneuries, unis par les liens féodaux. Ces Etats sont munis d'un gouvernement propre et capable d'accomplir toutes les fonctions de l'Etat. Ils possèdent tous les pouvoirs politiques : le pouvoir fiscal, les pouvoirs judiciaire et militaire et le pouvoir législatif. Ainsi, les ressources des grands seigneurs sont, en principe, les mêmes que celles du monarque. Les cours seigneuriales de justice sont souveraines ; il n'est permis de se plaindre à la cour du monarque qu'en cas de défaute de droit ou de faux jugement. Les seigneurs lèvent aussi l'armée pour leur propre compte, lorsqu'ils veulent faire des guerres privées et guerroyer au besoin contre le monarque lui-même. Le pouvoir législatif est aussi fort entre les mains d'un grand seigneur que dans celles du souverain et aussi limitée vis-à-vis de ses vassaux. De même que le roi, les grands seigneurs réunissent souvent la cour de leurs grands vassaux pour délibérer au préalable sur les mesures d'un intérêt général ; il faut qu'ils obtiennent leur concours et leur consentement : ce sont moins des lois proprement dites que des traités passés par les seigneurs avec leurs vassaux. Les plus anciens établissements de l'époque féodale, faits par les seigneurs ont, comme ceux du monarque, un véritable caractère contractuel.

C'est ainsi que le seigneur, armé de pouvoirs et de droits, gouverne la seigneurie. Petite ou grande, la seigneurie est l'unité, la cellule politique du système. Mais les pouvoirs seigneuriaux ne s'exercent pas séparément les uns des autres, et c'est ici un nouvel aspect de l'émission de la souveraineté. Pour autant qu'on puisse la qualifier unité du système, la seigneurie ne vit point isolée, simplement juxtaposée à ses voisines et subordonnée au monarque, déguisé en costume féodal et qui se trouve au

sommet de l'organisation. Le chevauchement des droits souverains est presque une règle dans le système juridique de la féodalité. Il arrive fréquemment que la justice, rendue sur une terre est répartie en deux ou trois juridictions. Il arrive aussi souvent que sur une terre peut courir la monnaie d'un seigneur qui n'y a aucune justice, tandis qu'en majeure partie les exactions fiscales levées sur cette terre vont à un monastère.

Toutes les combinaisons sont possibles du moment que les anciens droits d'Etat entrent dans le commerce et qu'ils sont susceptibles de toutes les formes d'aliénation, en sorte que la situation administrative d'une localité se modifie avec la même aisance qu'un bien privé change de mains (4).

Ainsi, selon les conditions historiques de l'évolution de la société féodale dans les pays occidentaux de l'Europe, le centre de gravité politique pouvait se fixer à différentes hauteurs de la hiérarchie sociale. Mais cette éventualité était impossible dans la Serbie médiévale : la structure sociale et la puissance publique ne l'auraient point permis.

Car, si au point de vue fiscal et au point de vue juridique les lois de l'Etat serbe du moyen-âge rangeaient les sujets en diverses classes, au point de vue politique la féodalisation n'était guère favorisée. La société a plutôt un aspect démocratique : la puissance des grands n'empiète pas sur la capacité juridique des travailleurs sans propriété, ni sur les prérogatives du souverain. Le développement

(4) Sur ce qui précède, v. notamment BELOW, *op. cit.*, pp. 243 et ss. ; BRISSAUD, *op. cit.*, pp. 656 et ss. ; CHENON, *op. cit.*, pp. 579 et ss. ; ESMEIN, *op. cit.*, pp. 284 et ss.

du pouvoir monarchique donne peu de place à la naissance d'un régime seigneurial.

L'Etat serbe du moyen-âge est né comme entité indépendante et indivisible vers la fin du xii^e siècle. Avant cette période, la Serbie est très souvent, au point de vue juridique, un système d'Etats. L'unité du pays a pour symbole et pour base l'unité du souverain. Seule la puissance du monarque est capable de lier ensemble les populations serbes, dispersées et mal assises sur un territoire malaisé à la formation d'un grand Etat, et cette puissance, disions-nous, est le véritable centre de la cristallisation politique de ces populations. Les événements antérieurs ont montré tous les inconvénients et tous les dangers de l'instabilité du pouvoir monarchique. Guerres civiles et invasions étrangères, tel était le résultat du déclin de ce pouvoir.

Or, les deux tâches principales, à savoir la sécurité extérieure et la paix intérieure, furent accomplies par la dynastie des Nemagnides. Le pays fut pacifié et organisé à nouveau, et le pouvoir central se montra capable de maintenir l'ordre et de sauvegarder l'unité de l'Etat au cours des nouvelles crises sérieuses, suscitées par les éléments anarchiques qui existaient à état latent de tous temps.

Toutes les classes sociales furent appelées à concourir à l'accomplissement de cette œuvre gouvernementale. Ce concours n'était donc pas un droit public que l'Etat leur conférait, mais une obligation de droit qu'on leur imposait. Toute la population, surtout la noblesse, doit aider l'administration étatique dans sa besogne : concourir à assurer la défense du pays, à faire régner l'ordre et à rendre la justice. Les obligations que l'Etat leur imposait étaient difficiles et pénibles ; la bonne volonté seule n'aurait pu suffire pour en assurer l'exécution. L'autonomie des po-

pulations agricoles, distribuées en villages, et celle des obligations que l'Etat imposait à la population.

Deux conséquences très importantes résultent de cette obligation que l'Etat imposait à la population.

En premier lieu, par la force des choses, le village formait, dans le sens de division administrative, une commune jouissant de quelques droits particuliers, notamment du droit d'élire lui-même ses organes administratifs et de prendre des mesures pour assurer l'exécution des ordres du gouvernement ainsi que des mesures concernant les intérêts locaux. Pour que les habitants de ces communes pussent délibérer sur ces affaires, ils avaient aussi le droit de se constituer en *sbor* (assemblée), en présence du représentant du pouvoir central. Il résulte de ces faits que les populations campagnardes se trouvaient en rapport direct avec le pouvoir central, auquel les sujets n'avaient pas été enlevés par les seigneurs, bien que ces populations fussent assises sur les domaines de ceux-ci et subissent leur puissance économique et sociale, et jusqu'à un certain point, aussi leur puissance politique, comme nous allons le voir dans la suite.

En deuxième lieu, le devoir des nobles de collaborer à l'œuvre gouvernementale fit que certains pouvoirs politiques passaient entre les mains des seigneurs et formaient une autonomie du grand domaine. Cette autonomie, qui fait penser la plupart des auteurs à l'existence de la féodalité dans la Serbie médiévale et qui, pourtant, ne touche

(5) Sur l'organisation du village, v. LEBL, *op. cit.*, pp. 119 et ss. ; NOVAKOVITCH, *Le village, passim* ; TARANOVSKI « *Le Code de Douchan* », pp. 23 et s. Sur les sbors du tiers ordre, v. notamment SOLOVIEV, *Les Sbor des sebars, Arhiv* xxxiv (1928) pp. 170 et ss.

que les pouvoirs fiscal et militaire dont disposaient les nobles, peut se résumer en quelques mots.

En matière fiscale les propriétaires domaniaux sont, il est vrai, non seulement en possession des exemptions de la plupart d'impôts et de charges publiques, mais ils perçoivent un grand nombre de prestations dues par le rôturier, propriétaire ou tenancier, à l'Etat. Dans les rapports fiscaux entre les sujets et la puissance publique, ils se sont substitués, dans une large mesure, au souverain. Pourtant les sujets ne sont pas médiatisés, comme le suggère M. Taranoski (6), car les populations restent toujours redevables de certains impôts envers le pouvoir central, comme par exemple du *sotch*, de la *prissélitsa* (*hospitium domino praebeandum*), etc...

Par leur caractère même les pouvoirs financiers se distinguent nettement des droits féodaux. Toutes les redevances et corvées, auxquelles avait droit un seigneur, étaient déterminées par la loi, ça veut dire par le pouvoir central ; elles avaient plutôt un caractère de rémunération pour les fonctions publiques qu'exerçaient les nobles.

En considérant le pouvoir militaire, on peut constater que, comme pour le pouvoir fiscal, une aliénation des pouvoirs souverains s'est produite. L'organisation militaire revêtait un caractère domanial. Le recrutement de l'armée est devenu une charge des propriétaires, une espèce d'impôt foncier. A la place de l'ancienne levée en masse de l'époque barbare, on voit apparaître des tenanciers et des petits propriétaires, conduits à l'armée par leur seigneur ((7). L'obligation du service militaire est considérée, jusqu'à un certain point, comme une corvée due par le ro-

(6) TARANOVSKI, *Le Code de Douchan*, p. 22.

(7) NOVAKOVITCH, *L'ancienne armée serbe*.

turier à son seigneur. Nous avons dit jusqu'à un certain point, car les seigneurs ne pouvaient pas lever l'armée pour leur propre compte ; le service militaire devait être fourni « selon la loi », et la loi ne permettait pas des guerres privées et n'exigeait le service militaire que lorsque le monarque le demandait. D'ailleurs, dans certaines chartes accordées aux monastères, par lesquelles le monarque octroyait l'exemption du service militaire, ce n'étaient pas les terres qui étaient mentionnées, mais les habitants que le souverain donnait à une de ces institutions religieuses et qu'il délibérait explicitement de ce devoir public.

C'est toute l'autonomie que le pouvoir monarchique conférait aux domaines laïcs. A tous les autres points de vue, le domaine subissait l'ingérence de la puissance publique et ses habitants étaient soumis au pouvoir direct du souverain. La justice et le pouvoir législatif, attributs par excellence de la souveraineté, ne se sont pas fragmentés dans la Serbie médiévale et ne sont pas devenus les biens de famille (*).

Les juridictions de l'époque féodale se divisent en justices seigneuriales et en justices proprement féodales, ou, comme le préfèrent certains auteurs, en justices foncières. La justice seigneuriale peut être envisagée comme un démembrement inféodé de la puissance publique, devenu, en tant que fief, propriété de certains seigneurs féodaux.

(8) ESMEIN, *Histoire*, pp. 251 ; cfr. CHENON, *op. cit.*, I pp. 649 et ss.

(*) S'il s'agit du droit de battre la monnaie, qui n'appartient pas exclusivement à l'Etat, nous ne pouvons pas y voir un démembrement de la souveraineté, puisque dans la Serbie médiévale, comme l'a très judicieusement remarqué M. MIYATOVITCH (*Glasnik* xxv pp. 242 et s.), ce droit ne faisait partie des attributs du pouvoir souverain. Le monnayage était plutôt considéré comme une industrie privée, contrôlée seulement par le pouvoir central.

La juridiction féodale qui est, au contraire, d'origine privée, procède directement du contrat du fief et est bien propre à l'association féodale. Le seigneur justicier, c'est-à-dire celui qui possède une partie de la souveraineté fragmentée, exerce son pouvoir de justice sur un territoire plus ou moins grand, suivant l'étendue de sa seigneurie. Le seigneur féodal ne juge que les procès relatifs aux termes qu'il concède (8).

Or, dans la Serbie médiévale, la justice féodale ou foncière, n'avait pas lieu, puisque sa source, le fief, n'existait pas. Quant à la justice seigneuriale, elle n'avait pas pris l'extension qu'on constate dans l'Etat féodal. Le seigneur laïc serbe ne se trouvait pas en possession du pouvoir justicier, qui aurait procédé du morcellement de la puissance publique ; il ne jugeait que ses otroks, demi-esclaves et demi-serfs. Il n'y avait que les monastères qui avaient, en vertu des chartes d'immunité, droit de rendre la justice aux hommes installés sur leurs domaines. Toute la justice appartenait à l'Etat. L'autorité judiciaire était inhérente à l'autorité publique. Le chef de l'Etat était le juge suprême. En lui seul résidait le droit de juger. Il est vrai que le monarque même ne jugeait pas souvent ; il se faisait remplacer par ses fonctionnaires. Au début, ce sont des fonctionnaires administratifs, puis, après la réforme de l'empereur Douchan, c'est-à-dire après la séparation du pouvoir judiciaire et du pouvoir administratif, ce sont les juges spécialement institués (9).

La justice seigneuriale n'était exercée que par des mo-

(9) Sur l'organisation judiciaire, v. notamment JIRECEK, *Staat* II, pp. 3 et ss. ; *ib.*, *Das Gesetzbuch des serbischen Caren Stephan Duschau*, *Arch. f. sl. Phil.* XXII (1900) pp. 152 et ss. ; LEBL, *op. cit.*, pp. 122 et ss ; NAMISLOWSKI, *l'Organisation judiciaire de la Serbie médiévale*, (en polonais), Lwow 1922, POLITCHEVITCH, *op. cit.*, etc...

nastères possédant ce droit, en vertu d'un diplôme d'immunité judiciaire. Les seigneurs laïcs ne disposaient que de certains pouvoirs fiscaux et militaires. Le régime seigneurial était en voie de s'établir seulement dans des domaines ecclésiastiques (10).

En ce qui concerne le pouvoir législatif, on peut constater qu'il avait été pleinement exercé par les monarques serbes, tandis qu'en Occident au moyen-âge, il s'est démembré et dénaturé. Le droit de légiférer sous le régime féodal appartenait à tous ceux qui avaient conquis la souveraineté politique. Le souverain avait perdu le droit de faire les lois obligatoires dans tout l'Etat ; son droit s'étendait seulement sur son domaine. Même dans ces limites, le monarque ne promulguait pas des véritables lois, statuant toujours à l'égard de tous. Les lois de cette époque sont seulement des actes ayant pour but de conférer certains droits ou avantages exceptionnels à des particuliers. Tandis que, dans la Serbie médiévale, non seulement le pouvoir central était seul législateur, et non seulement les lois émanant d'un monarque ne devaient même pas, comme à l'époque précédant la féodalité, être confirmées par son successeur, mais l'effort du pouvoir monarchique était dirigé vers la création d'un Etat organisé sur une base juridique et politique. L'activité législatrice ne se limitait pas alors seulement aux chryssobulles conférant des privilèges à des particuliers, à des établissements, à des corporations ou à des villes. Beaucoup de chryssobulles étaient des véritables lois ayant un caractère de généralité et de permanence. Ce n'est pas tout : les compilations Byzantines se traduisaient en serbe et avaient force des lois indigènes et, comme couronnement de tout cet effort, le code

(10) TARANOVSKI, *Arhiv za pr. i dr. nauku*, xxxiv (1928), pp. 141

de Douchan fut promulgué. Suivant le pouvoir central, tout devait être réglé selon les dispositions légales. La coutume devait même disparaître complètement, puisque les lois sont susceptibles de déterminer tous les rapports du droit public et du droit privé, comme nous l'avons déjà signalé (11).

D'après tout ce qui vient d'être cité, on voit très bien que la Serbie médiévale ne ressemble pas à l'Etat féodal où n'existe pas l'unité nationale et politique et où la notion de l'Etat est profondément altérée. Avec son unité nationale et politique, avec le pouvoir monarchique pleinement développé et des forces plus ou moins indépendantes, les ordres, qui lui faisaient contre-poids, l'Etat serbe du moyen-âge se rapproche plutôt de la Monarchie tempérée de la France qui va du règne de Philippe le Bel à celui d'Henri IV et qui représente la forme historique où existent des impôts généraux et une armée propre à la royauté, où la justice appartient à l'Etat et enfin, où la législation d'un caractère de généralité et de permanence devient abondante.

Cependant, bien que dans la Serbie médiévale, la souveraineté ne se fût pas dispersée entre les mains de particuliers et que la hiérarchie féodale n'eût pas pu se développer, on peut se demander si la féodalisation, c'est-à-dire le processus historique vers l'établissement du régime féodal, s'est fait jour en Serbie à l'époque des Nemagnides.

Les causes principales qui ont amené l'avènement de la féodalité dans les pays d'Occident sont : la faiblesse du pouvoir central, l'hérédité des offices et les chartes d'immunités dans le domaine politique et, dans le domaine

(11) V. *supra*, pp. 115 et ss. ; 154 et s.

social, la vassalité et le bénéfice. De toutes ces causes, on ne rencontre en Serbie médiévale que le bénéfice sous la forme de *proniya*, dont nous avons suffisamment parlé, une certaine tendance de rendre les fonctions publiques héréditaires et les chartes d'immunités.

On pourrait peut-être y ajouter encore le fait que les monarques Serbes montrent une forte tendance à distribuer de larges libertés municipales pour favoriser le développement économique des villes. Mais ces villes n'ont jamais pu prétendre à jouer un rôle semblable à celui qu'avaient les villes d'Occident et à se rendre indépendantes. Il arrivait même que les cités libres de l'Adriatique cherchaient dans l'autorité royale, jusqu'à un certain point, des garanties pour leur développement. Toutes les villes avaient pour administrateurs des chefs militaires ayant sous leurs ordres le territoire qui entourait la ville et représentant le pouvoir central, avec des forces suffisantes pour pouvoir l'exercer effectivement. Les principes centralisateurs qui donnaient la plus grande expansion possible au pouvoir monarchique, non seulement ne permettaient pas aux villes de se soustraire à l'autorité publique centrale, mais se développaient souvent même au détriment des droits municipaux et régionaux primitifs (12). Dans de pareilles conditions, la tendance de donner aux villes certains droits et pouvoirs autonomes ne peut donc être considérée comme une des causes qui auraient pour effet direct l'établissement d'un régime féodal.

En ce qui concerne la tendance à rendre les fonctions publiques héréditaires, on peut dire qu'elle a été largement adoucie par une autre qu'on peut désigner comme con-

(12) Sur ce qui précède, v. notamment NOVAKOVITCH, *Villes et Cités*, surtout pages 339 et ss.

traire à la première. C'est la spécialisation des fonctions ; le nombre des fonctionnaires monarchiques s'accroît considérablement d'une part et d'autre part, les attributions d'un gouverneur de joup, fut-il propriétaire de celle-ci ou non, se réduisent par la création de nouveaux officiers. En effet, à la fin de l'Etat serbe médiéval, on retrouve les mêmes fonctionnaires qu'auparavant, et notamment les joupans, mais privés de la plupart des anciennes fonctions qu'ils cumulaient autrefois. Au début, ce sont des personnages à fonctions multiples ; ils avaient des pouvoirs administratifs, militaires, judiciaires et financiers. Sous l'empire, ils ne possèdent que les pouvoirs administratifs et une partie d'anciens pouvoirs militaires.

Certes, il est difficile d'établir un ordre chronologique dans le démembrement des fonctions d'un joupan parce que les faits conservés sont peu nombreux et se contredisent ; mais, si l'on se tient aux traits les plus saillants, il semble bien que ce soit leurs attributions financières que les joupans ont perdu d'abord. Sous le règne de Douchan, ils se virent enlever ensuite leurs attributions judiciaires et, avec la division de l'empire en grands gouvernements ayant à la tête des chefs militaires, ils perdirent une grande partie de leurs fonctions militaires. De la sorte leur autorité était trop diminuée, pour qu'ils eussent pu prétendre à une indépendance (13).

Il n'y avait que les chefs militaires qui se rendirent, à un certain moment, indépendants. Mais leur tentative avait tout à fait échoué et en fait et en droit ; en fait, leur indépendance n'était que momentanée ; en droit, ils furent condamnés par le peuple pour leur acte illégitime (14).

(13) Pour ce qui est des faits, v. JIRECK, *Staat*, I pp. 18 et ss.

(14) NOVAKOVITCH, *Les dignités*, etc. ; pp. 272 et ss.

Enfin, le dernier facteur qui aurait pu signifier la féodalisation de la société serbe du moyen-âge, est l'institution de l'immunité. Car, parmi toutes les causes qui font prévoir l'apparition prochaine ou plus précisément l'établissement de la féodalité et l'affaiblissement progressif du pouvoir central, se trouve être cette institution. En faisant disparaître le fonctionnaire public, en fortifiant l'autorité du grand propriétaire, elle transformait l'indépendance économique et sociale du grand domaine en indépendance politique. C'était un élément de dissolution qui entraînait un relâchement lent, mais continu, du lien qui unissait les sujets à la puissance publique. Cependant, dans la Serbie médiévale, par son caractère exclusivement fiscal et par le fait d'avoir été concédée seulement à l'église, qui se considérait comme un rouage de l'Etat, l'immunité ne renfermait pas en lui ce danger qu'avait présenté l'immunité franque (15).

D'un côté, de même que l'immunité mérovingienne, l'immunité serbe apparaît comme ayant le caractère de bienfait, de faveur individuelle accordée à des propriétaires domaniaux, de privilège anarchique et désorganisateur, et de l'autre côté, elle est, comme l'immunité carolingienne, un mode d'exploitation utile de l'église et de son organisation, parce que à l'époque où les principes de droit étaient généralement ignorés, les monarques serbes trouvaient très commode de confier la juridiction des procès civils aux monastères. Les monarques serbes de même que les monarques francs, accordaient une exemption plus ou moins complète du service militaire. Dans tous les cas les revenus du fisc étaient attribués au propriétaire du domaine. La compétence de la juridiction d'immunité s'éten-

(15) KROELLE M., *l'Immunité franque*, Paris 1910.

dait et celle du tribunal était diminuée d'autant. Pourtant, bien que l'immunité serbe comprenât l'exemption de l'impôt, la juridiction et enfin l'interdiction adressée aux agents du pouvoir central d'entrer dans le domaine d'immuniste, elle n'avait spécialement pour but, comme l'immunité occidentale, de soustraire le domaine à l'ingérence de l'Etat, mais elle était considérée tout simplement comme un mode de libéralités du prince. C'est pour cette raison que les souverains serbes attribuaient une foule de droits de justice aux monastères, parce que, au moyen-âge, la justice était rémunératrice. Ce mobile d'accorder des chartes d'immunités apparaît nettement dans quelques diplômes, par lesquels les monarques serbes concédaient aux monastères une moitié de produits de justice réservée aux tribunaux publics, pour le cas où l'homme jugé appartenait au monastère jouissant de cette faveur (16).

D'autre part, et c'est le point essentiel, les immunités n'étaient jamais absolues et ne s'opposaient pas, en droit, à l'ingérence du monarque puisque l'église orthodoxe serbe, comme toutes les églises orthodoxes nationales, se trouvait sous le pouvoir administratif du souverain et était considérée comme un des rouages de l'Etat.

Ainsi, en résumant ce qui vient d'être dit sur le processus de féodalisation de l'Etat serbe au moyen-âge, on peut dire que de toutes les causes qui font prévoir la naissance de la féodalité et qui se rencontrent dans la Serbie médiévale, seule la tendance à rendre les fonctions publiques héréditaires pouvait présenter un grave danger pour le pouvoir central. Cependant, cette tendance n'a jamais été constante et n'a pas été favorisée par la puissance publi-

(16) Sur l'immunité dans la Serbie médiévale, notamment GROUITCH, *op. cit.*

que. Au contraire, toute l'évolution politique montre que l'Etat serbe s'acheminait vers l'établissement d'un Etat qui repose sur un appareil de fonctionnaires et qui s'efforce d'accomplir au moyen de ses fonctionnaires dépendants du pouvoir central, toutes les tâches qui s'imposent à un véritable Etat.

CONCLUSION

L'Etat serbe du moyen-âge, de même que ses trois éléments ont défilé devant nos yeux sous leurs différents aspects. Nous avons tâché de démêler leur caractère et de voir si les théories émises sur le caractère de l'Etat serbe du moyen-âge ont tenu compte de ces divers aspects de l'Etat et de ses éléments. En nous servant de ce que nous avons découvert au cours de ce travail, nous pouvons résumer nos conclusions de la manière suivante.

L'Etat de zadrouga est à rejeter, comme nous l'avons déjà dit, en tant que construction juridique appliquée à la Serbie médiévale. L'Etat de zadrouga, qui n'est autre chose qu'un Etat tribal, suppose une association politique primitive, où les liens personnels sont à la base de l'organisation étatique, et où l'idée de territorialité n'est pas le fondement de la société intégrée en Etat. La puissance publique y porte toujours quelque chose de pouvoir paternel; les rapports entre le chef et les membres de la communauté relèvent en quelque sorte du domaine de droit privé. Or, comme nous avons eu l'occasion de nous convaincre, dans l'Etat serbe du moyen-âge, les individus n'étaient pas pris, comme dans une formation tribale, comme appartenant aux cadres d'une institution. Il n'y avait pas de liens d'homme à homme, liens personnels, que suppose une association reposant sur la parenté. La

parenté, soit effective, soit fictive, n'existait pas. La puissance publique commandait aux hommes, installés sur le territoire d'Etat, en tant que pouvoir qui s'étend dans les limites du territoire d'Etat et atteint tous ceux qui l'habitent. Le pouvoir du prince n'était pas le pouvoir d'un *paterfamilias* ou, en général, d'un chef qui baserait son droit de donner des ordres sur la solidarité des consanguinaires ; ce n'était pas non plus le pouvoir d'un patron à l'égard de son client ; son pouvoir était *l'imperium*, comme le montrent les faits cités.

L'Etat serbe du moyen-âge n'est pas non plus un Etat patrimonial. La notion de souveraineté et celle de propriété ne se confondaient pas. La répartition du pays en propriétés privées ne correspondait pas à la division administrative de l'Etat ; les propriétaires domaniaux ne disposaient pas de droits souverains : le droit de propriété ne donnait pas aux possesseurs domaniaux des droits politiques sur les hommes installés dans leur domaines. Les termes juridiques qui, au moyen-âge, désignaient l'Etat, le pouvoir, le souverain, etc., ne s'appliquaient ni à la propriété ni au propriétaire, ni *vice-versa* ; ils n'impliquaient point une idée de patrimonialité. La souveraineté appartenait à l'Etat, et la propriété aux particuliers. Les restrictions, qui limitaient l'exercice du droit de propriété, ne se basaient pas sur le prétendu droit de propriété supérieure, qu'aurait pu avoir le souverain sur les fonds terriens appartenant à des personnes privées, mais elles trouvaient leur source dans le but de l'Etat qui se confondait avec l'intérêt public. Le pouvoir monarchique était *l'imperium* et non pas un droit qui dériverait du droit de propriété supérieure, car on distinguait non seulement les terres appartenant aux particuliers de celles qui étaient en possession

de l'Etat, mais aussi le patrimoine privé du prince même, du domaine de la couronne. Le monarque n'agissait pas comme un propriétaire privé, mais comme un vrai souverain, les buts que l'Etat serbe du moyen-âge poursuivait, n'étant pas ceux d'un propriétaire. Outre la défense de la nation contre les attaques extérieures et le maintien de l'ordre à l'intérieur, l'Etat avait aussi une mission de culture : il devait travailler au développement de la prospérité morale et matérielle de la nation. Enfin, dans la Serbie médiévale le pouvoir monarchique n'était pas absolu : au début de l'Etat serbe du moyen-âge, le pouvoir du prince était tempéré par la coutume, puis limité sous l'empire par le loi objective, tandis qu'il n'y a rien de plus absolu que le pouvoir d'un propriétaire.

En ce qui concerne la théorie qui voit dans la Serbie médiévale un Etat féodal, elle ne peut être admise non plus. On s'est contenté généralement d'émettre des affirmations comme la suivante : l'Etat serbe du moyen-âge est un Etat féodal, la Serbie médiévale ayant eu des fiefs et des rapports féodaux ; la féodalité est une phase par laquelle passent tous les peuples au cours de leur évolution historique ; l'ancien droit serbe était animé de l'esprit féodal, etc. ; mais personne n'a essayé de tracer une comparaison approfondie entre l'organisation de la société serbe du moyen-âge et celle de la féodalité occidentale. Cependant, déjà après une comparaison superficielle on aurait constaté que l'Etat serbe du moyen-âge n'avait pas d'organisation féodale. La double hiérarchie corrélative de terres et de personnes, si curieuse, qui caractérise l'Occident au moyen-âge, n'existait pas dans la Serbie médiévale. Il n'y avait pas, non plus, de régime seigneurial ; l'émissionnement de la souveraineté et la tendance de

confondre la souveraineté et le droit de propriété sur la même tête n'apparaissent pas dans l'Etat serbe du moyen-âge. Certes, une préparation lointaine de la féodalité se faisait sentir : l'inproniyation et l'immunité préparent l'apparition du régime seigneurial, mais tant que le pouvoir central disposait de ses fonctionnaires, la souveraineté ne pouvait pas passer dans les mains des personnes privées. Les propriétaires domaniaux n'ont pas enlevé les sujets au monarque : les sujets n'étaient pas médiévalisés ; la société serbe du moyen-âge était linéaire.

L'Etat serbe du moyen-âge n'est donc pas un Etat de zadrouga, ni un Etat patrimonial, ni un Etat féodal, il est un Etat des ordres. Mais il n'est pas un Etat des ordres tel qu'il existait à l'Occident au moyen-âge. Comme nous avons déjà fait remarquer, l'Etat serbe du moyen-âge était tout autrement ordonné que l'Etat des ordres d'Occident. Certes, dans la Serbie médiévale il y avait des ordres juridiquement distincts les uns des autres ; mais ces ordres ne formaient pas des corps sociaux puissants pouvant rivaliser avec le pouvoir monarchique ; le monarque était au-dessus des ordres. Le pouvoir monarchique était limité, de même qu'à l'Occident, par les privilèges des ordres. Seulement, tandis qu'en Occident le pouvoir monarchique était limité par des droits subjectifs des ordres garantis par des privilèges, en Serbie tous les droits reconnus aux divers ordres sont garantis par la loi objective ; le monarque est *legibus alligatus*. Cependant, ce principe de la légalité n'existait pas avant l'empereur Douchan ; jusqu'à la promulgation de son code le pouvoir monarchique était tempéré par la coutume.

Ainsi nous pouvons définir l'Etat serbe du moyen-âge avant l'avènement de Douchan comme une monarchie

tempérée et ordonnée, après la promulgation du code de Douchan comme une monarchie légale et ordonnée. C'est entre ces deux limites que se meut l'évolution étatique de la Serbie médiévale.

Vu : *Le Président*,
OLIVIER-MARTIN.

Vu : *Le Doyen*,
H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE *

- ADAMS (G. B.). — Anglo-saxon Faudalism. New-York, 1896.
- ALBERTONI (A.). — Per una esposizione del diritto bizantino, Imola, 1927
- AZAREVITCH (A.). — Histoire du droit byzantin. (En russe). Kief, 1870.
- BAYNES (N. H.). — The Byzantine Empire, London, s. d. (1925),
- BLAGOEFF (M.). — Histoire de l'ancien droit public bulgare. (En bulgare). Sofia, 1906.
- BOGISIC (V.). — Les lois écrites dans le Sud slave. (En serbo-croate). Zagreb, 1872.
- BORCH (N. DE). — L'héritage de Byzance dans l'histoire de la Russie, In. Rev. générale (Bruxelles) 57 (1924).
- BORCHGRAVE (E DE). — L'empereur Etienne Douchan et la péninsule Balkanique au xiv^e siècle. Bruxelles, 1885.
- BRENTANO (L.). — Die byzantinische Volkswirtschaft, In. Smollers Jahrbücher 41 (1917).
- BRUNNER (H.). — Deutsche Rechtsgeschichte, Leipzig, 1892, 2 vol.
- BURY (J.-B.), etc. — Cambridge médiéval History, t. IV. The Eastern Roman Empire. Cambridge, 1923
- CALMETTE (J.). — Le « Comistatus » germanique et la vassalité. In. Rev. hist. de droit franç. et étran. Année 1904.
- CONGRÈS (Deuxième) international des Etudes byzantines, Comptendu de MM. Anastasijevic et Gruic. Belgrade, 1927.

(*) Dans cette bibliographie ne figurent que les ouvrages consultés mais qui n'ont pas été cités dans le texte.

- DICHL (Ch.). — Etudes byzantines. Paris, 1923.
- DU CANGE. — Glossarium mediae et infimae latinatis. ed. L. Favres en 10 vol. Niort, 1883 et ss.
- DUMAS (A.). — Encore la question : Fidèles ou Vassaux ? In. Rev. hist. de droit fran. et étran. Année 1923.
- ESMEIN. — Nouvelles théories sur les origines féodales. In. Rev. hist. de droit franç. et étran. Année 1894.
- FLACH (J.). — Les origines de l'ancienne France. Paris, 1886 et ss. 4 vol.
- FERRADOU (A.). — Des biens des monastères à Byzance. Thèse de droit, Bordeaux, 1896.
- GASQUET (A.). — L'autorité impériale en matière religieuse à Byzance. Clermont-Ferrand, 1879.
- L'Empire byzantin et la monarchie franque. Paris, 1888.
- GELZER (H.). — Die Genesis der byzantinischen Themenverfassung. In. Abhandl. der k. sachs. Gesellschaft xli, 5 (1899).
- Ausgewahlte kleine Schriften, Leipzig, 1907.
- GRENIER (P.). — L'Empire byzantin, son évolution sociale et politique. Paris, 1904, 2 vol.
- GRIBOVSKI (V. M.). — Le peuple et le pouvoir central dans l'Empire byzantin. (En russe). Saint-Petersbourg, 1897.
- HESSLING (D. G.). — Essai sur la civilisation byzantine. Trad. fran. Préface de G. Schlumberger Paris, 1907.
- HUBE (R.). — Droit romain et gréco-byzantin chez les peuples slaves. Paris-Toulouse, 1880.
- JEANSELME (E.). ET DECONOMOS (L.). — Les œuvres d'assistance et les hôpitaux byzantins au siècle des Commènes. Anvers, 1921.
- KEUTGEN (H.). — Der deutsche Staat des Mittelalters. Jena, 1918.
- KOSTRENTCHITCH (M.). — Histoire du droit croate. Le code de l'empereur Stéphane Douchan. Zagreb, s. d. (vers 1920).
- KRUMBACHER (K.). — Geschichte der byzantinischen Literatur. 2^e Aufl. München, 1897.
- LOT (F.). — Fidèles ou Vassaux ? Essai sur la nature juridique du lien qui unissait les vassaux à la royauté. Paris 1904.
- LUCCARI (P.). — Annali di Ragusa. Ragusa, 1790.

- LUCHAIRE (A.). — Manuel des Institutions françaises, période des Capétiens directs. Paris, 1892.
- MACRI (Chr.). — L'organisation de l'économie urbaine dans Byzance sous la dynastie de Macédoine (867-1057). Thèse de droit. Paris, 1925.
- MARKOVITCH (V.). — Les moines orthodoxes et les monastères dans la Serbie médiévale. (En serbo-croate). Srem. Karlovci. 19.
- MARKOWITSCH (L.). — Duschans Gesetz. In. Zeitschrift f. vergl. Rechtswiss. xxii (1909).
- MAYER (E.). — Deutsche und französische Verfassungsgeschichte von ix biszum xiv Jahrhundert. Leipzig, 1899, 2 vol.
- NOVAKOVITCH (St.). — La Serbie médiévale et le droit romain. Archiv. za pravne i drustvene Nauke I (1906).
- OLIVIER-MARTIN. — La coutume de Paris, t. I. Paris, 1922.
- OUSPENSKII (Th.). — Excusatio-immunité (A Byzance). (En russe). In. Viz. Vremennik xxxii (1923).
- PERETZ (J.). — Le code de Douchan. (En roumain). Bucarest, 1909.
- POLLOCK AND MAITLAND. — The History of english law t. I. Cambridge, 889-5.
- RAMBAUD (A.). — Etudes sur l'histoire byzantine. Préface de Ch. Diehl. Paris, 1912.
- ROTH. — Feudalität und Unterthanenverband. Weimar, 1863.
- SALVIOLI. — Manuale di sioria del diritto italiano. Torino, 1899.
- SATHAS (C.). — Bibliotheca graeca medii aevi. Introduction au t. I. Venise, 1872.
- SAVVA (V.). — Les tzars de Moscou et les basileus byzantins. La question de l'influence du Byzance sur la formation de l'idée du pouvoir impérial des princes de Moscou. Kharkov, 1901.
- SCHMIDT (H. F.). — Die wichtigste neueren Hilfsmittel zur Einführung in die Rechtsgeschichte der slavischen Volker. In. Zeitschr. f. Osteuropaisches Recht II (1926).
- SCHRODER (R.). — Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte. 3^e Aufl. Leipzig, 1898.
- SOKOLOV (J.). — Les grands et les petits nobles de Thessalie. (En russe). In. Viz. Vremen. xxiv (1926).

SOKSLSKII. — Sur le caractère et l'importance de l'Epanagoge. (En russe). In. Viz. Vremen, I (1894).

TIMON (A. v.). — Ungarische Verfassungs-und Rechtsgeschichte. 2^e Aufl. Berlin, 1909.

TURCH (N.). — La civiltà bizantino. Turin, 1915.

VILLANUEVA (L. J.). — Diritto bizantino. Milano, 1906.

VIOLLET (P.). — Histoire des Institutions politiques et administratives de la France. Paris 1890 et ss. 3 vol.

WAITZ. — Ueber den Ursprung der Vassalitat. Gottingen, 1856.

WITTE. — Ueber die Novellen der byzantinischen Kaiser. In. Zeitscher, f. gesch. Rechtswiss. VII (1835).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — L'historique du problème	7
CHAPITRE PREMIER. — Le territoire	41
§ I. — L'Etat Serbe du moyen-âge comme corpora- tion territoriale	41
§ II. — Le rôle joué par le territoire et son caractère	56
§ III. — La division administrative et l'unité terri- toriale	72
§ IV. — Le régime des terres	83
CHAPITRE II. — La nation	99
§ I. — L'aspect ethnographique	99
§ II. — L'aspect économique	113
§ III. — L'aspect social	127
§ IV. — L'aspect politique	140
CHAPITRE III. — La puissance publique	151
§ I. — Le prince	151
§ II. — Le caractère du pouvoir monarchique	170
§ III. — Le sabor	178
§ IV. — L'unité politique	182
CONCLUSION	201
BIBLIOGRAPHIE	207



Imp. du Montparnasse
47, rue de la Gaîté, 47
-:- PARIS XIV -:-



